



## PROCHE-ORIENT

### LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

**LES SYRIENS  
N'ONT PAS INTÉRÊT  
À TROP SE RAPPROCHER  
DE LA FRONTIÈRE**

**déclare le chef  
de l'état-major israélien**

Tel-Aviv (A.F.P., Reuters). — « La force interarabe attendue au Liban pourrait constituer un grave danger pour Israël sur le plan militaire si elle était constituée d'importantes unités syriennes, égyptiennes, irakiennes ou jordaniennes », a déclaré le chef d'état-major israélien, le général Mordechai Gur, dans une interview publiée le 29 octobre par le quotidien *Yedioth Aharnoth*. Le général Gur s'est refusé à démentir la « ligne rouge », à partir de laquelle Israël pourrait se sentir menacé par des forces arabes. « Mais le fait est, souligne-t-il, que les Syriens ont compris qu'ils n'avaient pas intérêt à trop se rapprocher de la frontière israélienne ».

En ce qui concerne la poursuite des attaques de fedayin contre Israël à partir du Liban, le général Gur a souligné que « sur le plan opérationnel, il est peu important que leurs bases soient ou non rapprochées de la frontière. Toutefois, l'aide que les villages frontaliers, chrétiens et musulmans, accordent ou refusent aux fedayin, revêt pour nous une grande importance ».

Par ailleurs, l'ancien ministre de la défense, M. Moshe Dayan, a déclaré, vendredi, qu'Israël devrait envoyer un contingent militaire dans le sud du Liban pour prévenir le retour en force des commandos palestiniens dans la région. « Ce serait la seule façon de fermer la porte avant que les terroristes n'y reviennent », a-t-il ajouté.

**Les conservateurs accepteraient l'entrée  
de la force de sécurité arabe  
dans certaines régions qu'ils contrôlent**

Beyrouth (A.F.P.). — Le général Hassan Al Ghomelin, a assuré, vendredi 29 octobre, que la force arabe de dissuasion « opérera partout au Liban, conformément aux instructions du président Elias Sarkis ».

Le chef des « casques verts » arabes a fait cette déclaration à l'issue d'une journée d'entretiens avec le chef de l'Etat, et les dirigeants conservateurs et progressistes libanais, ainsi qu'avec les responsables de la résistance palestinienne. Une réunion doit se tenir dimanche, sous l'égide de la Ligue arabe, entre le commandement des « forces libanaises » (conservatrices) et des dirigeants de la résistance palestinienne, afin d'examiner l'application de l'accord sur le Liban conclu à Riyad le 18 octobre. Cette rencontre portera principalement sur la réouverture des routes internationales et la remise à l'Etat des administrations publiques.

En dépit de ses réticences, le front conservateur a admis, vendredi soir, que des « casques verts » entrent dans certaines limites, dans les régions qu'il contrôle, a-t-on appris de sources bien informées. Toutefois, les forces conservatrices demandent que le « cessez-le-feu » entré en vigueur le 21 octobre, soit respecté sur l'ensemble du territoire, et que la force arabe de dissuasion prenne position sur tous les « foyers chauds » à la fois, dans un délai dépassant pas dix jours.

Le front progressiste libanais a annoncé vendredi soir, dans un communiqué, que les « casques verts » arabes ne s'installent pas

dans les régions tenues par les forces progressistes s'il n'est pas de même dans les secteurs tenus par les conservateurs.

Le front progressiste a, d'autre part, estimé que l'entrée des « casques verts » dans les secteurs tenus par les forces conservatrices « revêt une signification particulière, car elle mettra fin à la coordination entre les isolationnistes et les israéliens, qui se manifeste principalement dans les ports libanais où arrivent armes et munitions israéliennes et où s'embarquent les combattants qui vont, via Israël, dans les villages frontaliers du Sud-Liban ».

Sur le plan militaire, les affrontements paraissent avoir cessé dans le Sud-Liban. En revanche, une centaine de personnes ont été tuées ou grièvement blessées vendredi, au cours des combats sur les lignes de démarcation à Beyrouth et dans la banlieue sud-est, où blindés et canons de 155 millimètres sont entrés en action pour la première fois depuis le cessez-le-feu du 21 octobre.

Ce bilan officiel et approximatif traduit la dégradation de la situation sur les « fronts traditionnels ». Si l'on tient compte des graves incidents entre druzes et chrétiens dans le district montagneux du Chouf (à 60 kilomètres de kilomètres au sud de Beyrouth), où cours desquels 700 villageois chrétiens auraient été tués et une quarantaine d'autres blessés. La journée de vendredi aura, selon M. Kamille Chamoun, ministre de l'intérieur, marqué une « rechute », après sept jours de « calme relatif ».

M. Kamel Jumblatt, chef de file de la gauche libanaise, a lancé, pour sa part, un appel à la population de la région du Chouf pour qu'elle fasse preuve de « sang-froid et de patience et ne nourrisse pas de sentiments de haine ou de vengeance ».

« Ce qui est arrivé est arrivé », a dit M. Jumblatt. « Nous ne devons pas faire une occasion sur l'œuvre de troubles, et ils sont nombreux, pour qu'ils exploitent ces incidents ».

● Selon un sondage effectué par le conseil militaire des phalanges libanaises, 75 % des chrétiens sont opposés à la partition du Liban. L'échantillon adopté pour ce sondage est représentatif, car, selon les précisions fournies, il représente les chrétiens de toutes les régions du Liban et de toutes confessions : maronites, catholiques et orthodoxes.

### Egypte

**Les candidats gouvernementaux arrivent en tête  
au premier tour des élections législatives**

Le Caire. — La tendance gouvernementale (la « tribune du centre » de l'Union socialiste arabe) sera sans doute majoritaire aux élections législatives du jeudi 28 octobre, les premiers élus se répartissant comme suit : 41 centristes, 1 indépendant, 3 appartenant à la « tribune de droite » et 1 à celle de la gauche.

M. Moustafa Kamel Mourad, le chef de file de la « tribune de droite », a été mis en ballottage dans son fief du Vieux-Caire par un centriste. Au total, 214 candidats sont en ballottage.

Parmi les personnalités gouvernementales élues au premier tour, on relève les noms de M. Mamdouh Salem, premier ministre et rapporteur de la « tribune du centre », Mahmoud Abou Wafia, député socialiste et secrétaire général de la « tribune de gauche », Gamal Oufi, ministre de l'information et de la culture, Osman Bilal et de la reconstruction, M. Ahmed Mahgoub, président de l'Organisation du canal de Suez.

Deux ministres ont été mis en ballottage par des candidats indépendants : M. Moustafa Kamel Mourad, ministre de l'Intérieur, et M. Zakaria Loui, ministre de la Santé.

Gomaa, président de la commission parlementaire des affaires étrangères, a été battu à Héliopolis, banlieue du Caire, par un indépendant de gauche, M. Helmi Mourad, ancien ministre, limogé jadis par Nasser.

La campagne électorale avait été extrêmement animée et marquée par des affrontements. Plusieurs personnes auraient été tuées par balles. Les premiers résultats ont donné lieu à d'intenses manifestations de joie, frisant quelquefois aussi la violence, notamment dans des quartiers populaires du Caire. Le second tour du scrutin se déroulera le jeudi 4 novembre.

J.-P. P.-H.

## MADAGASCAR

**Notre diplomatie doit être non alignée  
mais au service des luttes de libération  
nous déclare le ministre des affaires étrangères**

Retour de New-York où il a assisté à l'Assemblée générale de l'O.N.U., M. Bruno Rakotonirao, ministre malgache des affaires étrangères, a fait un bref séjour à Paris, au cours duquel il s'est entretenu avec M. de Guiringaud, de l'avenir de Mayotte et de Djibouti, du sort des Français demeurés dans la grande île, et de la politique française dans l'océan Indien après le voyage de M. Giscard d'Estaing à la Réunion.

Le chef de la diplomatie malgache, tout en notant que la question de Mayotte est une affaire « interne » qui intéresse, avant tout, les gouvernements français et comorien, s'avoue « étonné » par l'attitude de la France. « Nous attachons, nous dit-il, la plus haute importance au principe de l'autodétermination des peuples. Mais lorsque les Comores étaient françaises, Paris a toujours parlé d'un seul archipel. En détachant Mayotte de l'ensemble comorien, la France a usé d'un subterfuge, et a eu recours à un jeu de mots ou de textes ».

M. Rakotonirao espère que l'accession à l'indépendance de Djibouti se fera dans de meilleures conditions, afin d'éviter un nouveau Sahara occidental.

Au sujet de la communauté française à Madagascar, M. Rakotonirao assure avoir, lors de son entretien avec M. de Guiringaud, « clarifié les choses » : « Certains Français, nous dit-il, ne sont pas prêts à collaborer

avec notre gouvernement. Ils cherchent à créer un climat d'insécurité, à alerter la France sur leur sort. S'ils ne désistent pas tout pour favoriser leur rapatriement, nous les laisserons partir. De nouveaux Français arrivent. Ils s'adaptent. Il y a parmi eux beaucoup d'assistants techniques, ce qui prouve que nos relations avec la France sont bonnes ».

Quant aux deux diplomates américains expulsés de Madagascar en septembre dernier, M. Rakotonirao rappelle qu'ils ont été pris en flagrant délit d'incitation à la déstabilisation. Ils invitaient des élèves chez eux, les poussaient à faire grève. Les Etats-Unis ont, à leur tour, obtenu le rappel d'un diplomate malgache en poste à Washington.

A propos des crises d'Afrique australe, le ministre se montre intransigent à l'égard des « pouvoirs blancs » : « Il n'y a aucune raison de discuter avec le rebelle Jan Smith. Deux seules issues sont possibles : se démissionner ou la victoire des nationalistes par la lutte armée ».

Pour M. Rakotonirao, la diplomatie malgache doit être tout à la fois « non alignée » et « engagée » au service des luttes de libération en faveur de l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial. « Dans ce combat, dit-il, nous ne restons pas les bras croisés ».

J.-P. L.

## EUROPE

### République démocratique allemande

**La désignation de M. Stoph comme premier ministre  
pourrait prélever à une « reprise en main » du pays**

Vienna. — Comme s'ils se trouvaient sur une pente irrésistible, les chefs du parti dans les pays communistes semblent inévitablement tentés un jour ou l'autre de s'emparer de tous les leviers du pouvoir. En se faisant porter le vendredi 29 octobre à la présidence du Conseil d'Etat, l'instance suprême de la République, et du Conseil national de la défense, M. Erich Honecker, secrétaire général du parti socialiste unifié (communiste), a considérablement renforcé son pouvoir et rétabli l'état de choses qui existait du temps de M. Walter Ulbricht, son prédécesseur. La R.D.A. s'ajoute ainsi à la liste des pays du bloc soviétique — Roumanie, Tchécoslovaquie, Hongrie — où les fonctions de chef de parti et de chef de l'Etat sont exercées par la même personne (le Monde du 30 octobre).

De notre correspondant  
en Europe centrale

au mois d'août dernier, du pasteur Bruesewitz, l'égide évangélique traversée un malaise qui a amené ses chefs à s'insurger sur la nature de leurs rapports avec les autorités communistes. S'il est gênant pour les dirigeants de la R.D.A. qui avaient l'ambition de faire « la meilleure politique religieuse » de tous les pays communistes, ce problème doit toutefois leur sembler secondaire. On en veut pour preuve le fait que le petit parti C.D.U., censé représenter la sensibilité chrétienne dans la vie politique, a été privé sans façon de la présidence du Parlement, défendue par l'un de ses représentants, M. Goetting, depuis de nombreuses années. C'est la première fois depuis la création de la R.D.A. que ce poste revient à un communiste, et non à un membre de l'un des partis alliés au P.C. dans le Front national.

La situation économique représentée pour le S.E.D. un sujet de préoccupation autrement plus grave. La sécheresse va obliger le gouvernement à recourir à des achats de céréales à l'étranger. Des contacts ont déjà été pris avec les Etats-Unis, où la R.D.A. souhaiterait obtenir d'importantes crédits. Ce problème s'ajoute à la tension existant déjà dans l'économie est-allemande du fait d'un retour, depuis le début de l'ère Honecker, à des méthodes de gestion plus bureaucratiques, et au maintien, pour des raisons politiques, de la stabilité des prix à la consommation au détriment de la dégradation des conditions du marché international. Avec la Tchécoslovaquie et la Hongrie, l'Allemagne de l'Est est l'un des pays communistes où l'augmentation du prix de l'énergie se fait le plus durement sentir.

La question la plus préoccupante est celle des relations avec l'Allemagne fédérale, et surtout, en matière de circulation des personnes, les conséquences des accords passés avec cette dernière et de l'acte final d'Helsinki. S'il y a des différences de fond entre les dirigeants est-allemands, c'est sans nul doute sur ce terrain que se manifestent le plus volontiers. La multiplication des contacts entre Allemands de l'Ouest et de l'Est, quelque huit millions de voyages dans le sens R.F.A.-R.D.A. l'an dernier — ne manque pas d'inquiéter certains idéologues de Berlin-est, qui redoutent une contamination de leurs citoyens par la mentalité occidentale.

D'autre part, l'émot provoqué est en Europe par la mort à un poste frontière d'un camionneur italien (communiste de surcroît), tué par les « Vopos », a mis assurément le gouvernement de Berlin-Est dans l'embarras en attirant l'attention d'une large opinion publique sur la situation toujours très « nerveuse » régnant à la limite des deux Etats allemands. Plus récemment, Neues Deutschland a été obligé de démentir que deux cent mille citoyens de la R.D.A. aient déposé une demande de départ pour la R.F.A. Le journal n'avait cependant pas réduit le chiffre de cent mille avancé par l'hebdomadaire *Der Spiegel*.

La publication de cette information dans l'organe central du parti n'aurait pas été du goût de tout le monde au sein de la direction est-allemande. Peut-être la tâche de M. Willi Stoph, qui a la réputation d'un homme à poigne, — il était ministre de l'Intérieur lors de la construction du mur de Berlin en 1961 — est-elle de reprendre en main une gestion des affaires devenue, aux yeux de certains, trop laxiste.

MANUEL LUCBERT.

### Irlande du Nord

**DEUX ORGANISATIONS  
ILLÉGALES PROTESTANTES  
REVENDIQUENT L'ASSASSINAT  
DE Mme DRUMM**

(De notre correspondant.)  
Belfast. — Deux organisations paramilitaires protestantes, illégales, ont revendiqué vendredi, par téléphone, l'assassinat, le jeudi 28 octobre, de Mme Maïre Drumm, l'ex-vice-présidente du Sinn Féin, l'aile politique de l'I.R.A. provisoire. Il s'agit de l'U.F.F. (Ulster Freedom Fighters), un commando d'exécution de l'U.D.A. (Ulster Defence Association), le principal mouvement paramilitaire loyaliste et des *Raiders and Commandos*. Quel qu'il en soit, les policiers ont retrouvé les brousses blanches qui auraient servi au déguisement des meurtriers, dans le quartier loyaliste de Lower Shankill.

Si réellement des membres de l'U.F.F. sont les auteurs de cet assassinat (un coup de téléphone est une preuve insuffisante de responsabilité), il est à craindre que la mort de Mme Drumm ne soit suivie de représailles.

En règle générale, dans leur lutte, catholiques et protestants évitent de recourir à l'assassinat d'un leader, car il risque de déclencher des gestes de revanche incontrôlés. Il n'y a eu qu'une seule tentative — connue — de ce genre de l'I.R.A. officielle, en février 1972, contre le ministre de l'Intérieur nord-irlandais, M. John Taylor. Celui-ci a survécu à plusieurs rafales de mitraillette.

M. Roy Masson, ministre chargé des questions d'Irlande du Nord, a qualifié le meurtre de Mme Drumm de « sauvagerie sans nom ».

Vendredi soir, une bombe de 10 kilos placée par des hommes armés au Royal Victoria Hospital a été désamorcée par l'armée britannique.

RICHARD DEUTSCH.

**Chypre**  
**ANKARA  
PROPOSE LA FORMATION  
D'UN GOUVERNEMENT  
PROVISOIRE GRÉCO-TURC  
DANS L'ILE**

(De notre correspondant.)  
Ankara. — A quelques jours de l'ouverture du débat sur Chypre à l'O.N.U., M. Caglayangil, ministre turc des affaires étrangères, a proposé, le vendredi 29 octobre, la formation d'un « gouvernement provisoire », composé de représentants des deux communautés de l'île.

La formation d'un tel gouvernement, qui ne préjugerait pas du règlement qui interviendrait par la suite, a-t-il précisé, aurait le mérite d'empêcher la rupture et faciliter la réalisation d'un compromis entre les deux communautés.

Le gouvernement d'Ankara s'efforce depuis quelque temps de freiner l'administration de M. Denktash, qui ne verrait pas d'autre issue que de proclamer unilatéralement un Etat indépendant, ce qui ne manquerait pas de heurter davantage l'opinion internationale.

En revanche, estime-t-on à Ankara, le refus éventuel des Grecs de participer à un gouvernement provisoire apporterait la démonstration que les Turcs ne sont pas les seuls responsables de l'immobilisme actuel. — A. V.

**Henry Kissinger distingue ceux qui ont l'ambition d'être et ceux qui ont l'ambition de faire! Il se place, bien sûr, parmi les derniers, et il lui reste tant de choses à faire. Il ne précise pas que Carter est de toute évidence à ses yeux un homme qui a seulement l'ambition d'être.**

**A Washington Jean Daniel  
a passé une heure et demie avec Kissinger.  
Ils ont évoqué Carter et Ford bien sûr,  
les gaffes et les espoirs,  
le pouvoir et l'ambition. Entre autres...  
Cette semaine dans le Nouvel Observateur.**

LE NOUVEL  
**observateur**



# APRÈS LE SÉJOUR EN FRANCE DU ROI D'ESPAGNE

## Des contacts périodiques auront lieu entre les deux pays au niveau le plus élevé

Au terme de leur visite officielle de trois jours en France, le roi d'Espagne Juan Carlos I<sup>er</sup> et la reine Sophie ont regagné Madrid vendredi 29 octobre. Ils avaient été salués à Orly par le premier ministre et Mme Raymond Barre.

Auparavant, le couple royal avait dîné en privé avec le président de la République et Mme Giscard d'Estaing. Les deux chefs d'Etat ont poursuivi, à cette occasion, l'entretien qu'ils avaient eu en fin d'après-midi, en présence des deux ministres des affaires étrangères, MM. de Guiringaud et Oreja.

Dans l'après-midi, Juan Carlos avait visité les installations de la base de missiles stratégiques du plateau d'Albion. Une pile d'hydrogène a entraîné l'annulation des deux autres visites que devait faire ensuite le souverain espagnol : celle de l'usine de séparation des isotopes de Pierrelatte et celle du centre d'enrichissement de l'uranium par le procédé de diffusion gazeuse — Eurodif — actuellement en construction à Tricastin.

Dressant le bilan des entretiens, le porte-parole de l'Elysée, M. Jean-Philippe Lecat, a déclaré vendredi que, selon M. Giscard d'Estaing, ce voyage et ses résultats ont marqué « un nouveau départ » dans les relations franco-espagnoles. « La France et l'Espagne se sont retrouvées », a-t-il dit.

M. Lecat a, d'autre part, annoncé que la décision a été prise de tenir des contacts périodiques entre la France et l'Espagne au niveau le plus élevé.

Ces contacts devraient permettre « d'assurer une connaissance réciproque des points de vue respectifs des deux pays sur tous les problèmes et de préparer les

actions coordonnées qui seront entreprises dans l'esprit par les gouvernements français et espagnol ».

Le porte-parole de l'Elysée fait valoir que la pratique des entretiens périodiques de la France avec des pays étrangers était limitée jusqu'à présent à deux pays : la République fédérale d'Allemagne depuis le traité de l'Elysée de Gaulle-Adenauer et la Grande-Bretagne depuis la visite officielle de M. Valéry Giscard d'Estaing en juin dernier. Certes, la France a pris des décisions de principe concernant des entretiens « au sommet » avec d'autres pays, comme l'U.R.S.S., l'Iran ou l'Italie, mais, fait-on remarquer à l'Elysée, ces entretiens périodiques sont « différents ».

M. Lecat a enfin annoncé que M. Giscard d'Estaing avait donné son accord de principe à l'invitation qui lui a été faite par le roi de se rendre en visite officielle en Espagne. Aucune date n'a toutefois été fixée.

[On sait mal la « différence » dont l'Elysée fait état entre les pays avec lesquels sont prévues des rencontres « au sommet » : Allemagne fédérale, Grande-Bretagne et Espagne d'une part, autres pays d'autre part. En fait, l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne sont les deux seuls pays pour lesquels la périodicité des rencontres est détalée : deux fois par an pour la première, une fois par an pour la seconde. Les rencontres « au sommet » avec l'U.R.S.S. se déroulent selon une périodicité non précisée — comme pour l'Espagne — mais elles ont été annoncées d'une manière plus solennelle, par des documents bilatéraux et des déclarations officielles, alors qu'il ne s'agit, pour Madrid, que d'une communication des porte-parole.]

## Une réunion de la Coordination démocratique est interrompue par la police

Madrid (A.F.P., Reuter, A.P.). — Trois personnes ont été blessées, vendredi 29 octobre, au cours d'un rassemblement de phalangistes entre eux, à l'issue d'une manifestation. Celle-ci était présidée par M. Raimundo Fernandez Cuesta, président de la Junta nationale de l'association la Phalange espagnole qui a été reconnue par le gouvernement. Les incidents ont été motivés par l'intervention de M. Sigfredo Hillers, organisateur de l'association Défense de la phalange, organisme qui n'est pas encore reconnu par les autorités. M. Hillers s'est livré à une critique du régime du général Franco, et a accusé l'autre mouvement de collaboration avec le régime.

D'autre part, la police a interrompu vendredi après-midi à Madrid une réunion de la Coordination démocratique. Plusieurs membres de l'organisation ont été détenus, pendant près de trois heures, au commissariat, avant d'être relâchés en début de soirée.

De son côté, le gouverneur civil de Madrid a interdit la conférence que devait donner vendredi M. Marcelino Camacho, membre du comité central du parti communiste espagnol, et dirigeant des commissions ouvrières.

## Les déclarations de M. Oreja

(Suite de la première page.)

« La délicate question des négociations de l'Espagne avec les Communautés européennes a figuré en bonne place dans les entretiens franco-espagnols de ces derniers jours. Bien des ambiguïtés demeurent à ce propos. Et d'abord l'Espagne est-elle d'un strict point de vue économique, prête à entrer dans le Marché commun ?

— Oui et non, répond le ministre. Oui, parce que notre niveau de développement économique et industriel nous place dans une situation à partir de laquelle nous pouvons envisager une négociation raisonnable et positive. Non, parce que cette négociation doit comporter aussi une attention particulière au secteur agricole de notre économie et parce que, en tout cas, la disparition des barrières tarifaires ne se fait pas facilement.

— Pour le moment, l'Espagne cherche à élargir l'accord signé en 1970 avec les six membres originaux de la Communauté aux trois nouveaux membres. Et comme exemple de la difficulté de la négociation économique avec le Marché commun, soit pour élargir l'accord existant, soit pour l'adhésion pure et simple, nous avons le cas de la Grande-Bretagne. En bref, et d'une façon toute naturelle, nous avons besoin d'une période d'adaptation de notre économie aux exigences et aux réalités communautaires. Mais cela peut être fait dans des délais raisonnables et dans des conditions satisfaisantes.

En tout cas, selon le ministre, la tenue des élections en Espagne devrait lever l'hypothèque qui pèse sur la « normalisation » des relations de l'Espagne avec plusieurs organisations des pays démocratiques. L'adhésion de Madrid au Conseil de l'Europe, à la Communauté et à l'Alliance atlantique pourra être alors envisagée et discutée.

— C'est aux Etats-Unis, en juin, que Juan Carlos a choisi de se rendre pour son premier voyage officiel. Et la presse espagnole a fait récemment allusion à un possible plan Marshall pour l'Espagne. Qu'en est-il ?

— Ce sont des rumeurs complètement dépourvues de fondement. La situation économique espagnole, comme d'ailleurs un peu partout dans le monde, passe par des moments difficiles. De plus, il ne faut pas oublier que la développement économique espagnol, dont l'essor pourrait être qualifié de spectaculaire, a été fait en puisant dans nos ressources et sans que le financement extérieur y ait joué un rôle important.

— Probablement à cause de cela, dans certains milieux économiques et de la presse, on rappelle maintenant que l'Espagne n'a pas bénéficié du plan Marshall. C'est ce plan qui a permis la récupération économique de l'Europe occidentale anéantie par la guerre mondiale. Et le ne croit pas que ce soit notre situation actuelle. Il ne s'agit plus maintenant de trouver des sources gratuites de financement, mais plutôt de trouver dans le financement extérieur une aide importante pour nos difficultés actuelles.

— Le rétablissement de relations diplomatiques normales avec l'U.R.S.S. est-il proche ?

— Notre position est claire : maintien de relations normales et amicales avec tous les pays du monde. Pour le moment nous avons des relations un peu particulières avec les pays de l'Est de l'Europe, à travers des représentations consulaires et commerciales dirigées par des agents qui ont un statut diplomatique. L'élévation du niveau de ces représentations dépend d'une volonté politique bilatérale dont l'Espagne ne donne suffisamment de preuves. Pour nous, cette volonté doit être inspirée par les principes du respect du droit international, tels qu'ils sont réaffirmés dans l'acte final de la conférence de Helsinki, et notamment du respect des principes de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. Pour notre part nous attendons le moment opportun pour le rétablissement de ces relations. Et cette attente est sereine.

Propos recueillis par MARCEL NIEDERGRANG.

## « Un engagement formel de respecter la liberté syndicale »

— La démocratisation des syndicats espagnols est au moins aussi importante que la démocratisation des institutions politiques. L'obstacle est de taille, tant en Espagne que pour l'étranger. Le projet de réforme syndicale que le gouvernement Suarez vient d'envoyer aux Cortes est loin de satisfaire les organisations syndicales démocratiques.

— La réforme syndicale, déclare M. Oreja, a pour but la liberté totale d'affiliation aux syndicats et de constitution de ceux-ci. Je ne vois pas comment une telle réforme pourrait entraver le processus de démocratisation. Bien au contraire, cette réforme est pour le gouvernement de la monarchie un des points fondamentaux de sa politique, et sans lequel on ne saurait comprendre l'ensemble des mesures visant à l'implantation de la démocratie en Espagne. Il ne faut pas oublier que l'Espagne signera très prochainement les conventions 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail, et cette signature comporte l'engagement formel de la part de l'Espagne de respecter la liberté syndicale.

— M. Giscard d'Estaing, dans une déclaration à l'agence E.P.E. parlant de la sécurité européenne, a déclaré que, « pour la France, la défense de l'Europe repose sur deux piliers : le premier est l'effort accompli par chaque nation européenne, et nous sommes conscients de l'effort que fait l'Espagne pour son propre compte et qui représente un apport très important à la défense de l'Europe. Le second est l'alliance atlantique, dont l'Espagne ne fait pas partie actuellement. Que le second, il n'est pas de projets de restructuration de la défense de l'Europe, mais le suis cependant convaincu que, le moment venu, le sujet ne pourra pas être abordé sans la participation active de l'Espagne ».

## LE VOYAGE DE JUAN CARLOS EN FRANCE A ÉTÉ UN « SUCCÈS » estime « A.B.C. » (monarchiste)

A Madrid, le quotidien A.B.C. (monarchiste) a, samedi 30 octobre au sujet de la visite du roi Juan Carlos, à Paris, que « ce voyage a suscité de très importantes manifestations de sympathie et un chaud accueil populaire ».

Les souverains, dit le quotidien, « ont accompli avec un succès notable la plus importante et difficile mission : montrer la réalité d'une nouvelle Espagne évoluée, ayant droit sans conteste à une place dans le concert des nations auquel notre pays peut tant apporter ».

« Mais ce qui est réellement décisif et réussi, ajoute « A.B.C. », c'est que le président de la République

française ait déclaré que « l'Espagne n'est pas un pays à deux visages » et qu'elle est « un pays à deux visages ».

« Le fait que le roi ait affirmé à Paris que l'Espagne n'est pas un pays à deux visages, et qu'il ait accepté que d'être traité à égalité avec les autres pays européens n'est le signe d'aucune arrogance, souligne A.B.C., le ce n'est pas davantage le signe d'une quelconque prière, puisque l'Espagne comparait devant l'Europe, comme l'a dit le roi, sur le plan d'égalité qui lui est dû, et avec une dignité propre ».

— L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun est subordonnée à une modification des règlements communautaires en matière de fruits et légumes et de vin, déclare M. Christian Bonnet.

— Sur le plan politique, a dit le ministre de l'Agriculture, l'Espagne a vocation, dès lors qu'elle fait l'apprentissage de la démocratie, à s'arrimer à cet état privilégié de préservation des libertés fondamentales que constitue la Communauté. Mais, sur le plan économique, elle ne saurait y entrer qu'après une modification des règlements communautaires qui intéressent les fruits et les légumes, d'une part, et le vin, d'autre part.

— A l'occasion de la visite à Paris du roi Juan Carlos, Amnesty International a « demandé instamment à Sa Majesté de proclamer l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques détenus en Espagne ». Dans sa

## Tribune internationale

### L'Espagne entre l'Europe et l'Amérique

par JOSÉ ANTONIO GALLEGOS GREDILLA (\*)

L'ESPAGNE de Franco était économiquement saine mais politiquement malade. Depuis la mort du Caudillo, il existe une intention claire de la part du gouvernement de conquérir une légitimité démocratique au point d'en oublier l'économie. Il est significatif qu'il n'y ait pas un seul véritable économiste dans les deux premiers gouvernements post-franquistes.

Sous Franco, le pouvoir et l'autorité ont permis un développement économique très élevé en imposant des règles du jeu très précises aux différentes classes sociales. En revanche, l'actuel gouvernement Suarez, qui semble avoir conscience de son caractère transitoire et de son manque de légitimité, a peur de se montrer autoritaire et de prendre des décisions économiques. Les structures et les règles de l'époque antérieure sont dépossédées dans le domaine économique, mais le gouvernement de transition ne se hasarde pas à liquider les vestiges. Les mesures qu'il adopte ne sont que des ramèdes conjoncturels plaqués sur des institutions et des structures sans vie. Elles ne profitent donc qu'à certains secteurs économiques sans avoir d'influence positive sur l'économie nationale.

La nouvelle conscience sociale de la nation exige pourtant un nouvel ordre économique et de nouvelles règles du jeu économique qui permettraient aux entreprises privées — véritables détentrices des pouvoirs de décision — d'apprécier correctement l'impact de leurs investissements. Des changements structurels sont indispensables ainsi que des changements institutionnels d'importance que l'actuel gouvernement de transition ne peut réaliser puisque sa légitimité réelle repose sur les institutions franquistes.

L'actuel gouvernement manifeste d'autre part sur le plan politique un dynamisme et un sens de l'initiative qui étonne et désorganise en même temps l'opposition démocratique. Cependant, ses carences dans le domaine économique sont évidentes.

L'économie espagnole était assez solide pour résister à deux mauvaises années consécutives. Mais nous sommes à la fin de la troisième année noire, les symptômes d'une faillite économique apparaissent. Le gouvernement paraît décidé à laisser cet héritage au gouvernement qui sera formé après les élections générales de 1977. Circonstance aggravante : on peut même imaginer que le projet de loi de réformes politiques échouera devant les Cortes, provoquant une dissolution anticipée des Chambres ou la chute du gouvernement — ce que souhaitent actuellement les différentes forces conservatrices — avec la formation d'une nouvelle équipe dirigeante d'inspiration franquiste. De toute manière, il est évident qu'un retard considérable va être accumulé alors que la situation de l'économie nationale requiert des mesures urgentes.

L'attitude du gouvernement face aux Communautés européennes semble logique et raisonnable. L'Espagne cherche un aménagement technique de l'accord de 1970. Elle ne veut pas livrer une partie de son économie en échange de quelques « avantages » politiques dont elle n'a pas besoin. Admettre un nouvel accord dans le cadre déjà existant supposerait l'ouverture de notre économie face aux géants européens. Ceci est tout à fait imaginable dans une situation normale ; ce ne l'est plus alors que notre économie est dans une situation critique. L'entrée en Espagne des produits de la Communauté provoquerait la faillite de nombreuses entreprises espagnoles et une augmentation du chômage. Notre énorme déficit commercial serait encore aggravé. La couronne elle-même ne pourrait résister aux conséquences sociales.

La grande majorité des Espagnols, du gouvernement et de l'opposition se sentent « européens » et ils désirent une Europe unie. Mais cet idéal se heurte aux conglomérats d'intérêts économiques et financiers de l'actuel Marché commun. L'Europe du Marché commun n'est pas celle dont avaient rêvé les grands « européens », mais celle des multinationales.

Il y a donc une certaine hypocrisie dans l'attitude de certains pays membres de la C.E.E. à l'égard de l'Espagne. On met en avant contre l'Espagne des arguments politiques. Nous sommes quelques-uns à penser que l'on s'apercevra que les obstacles étaient en réalité économiques et financiers lorsque l'argument politique aura perdu de sa force. L'Europe, ou plus précisément la C.E.E., est un équilibre d'intérêts qui peut se rompre avec l'entrée de l'Espagne. L'opinion publique s'imaginerait que l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. peut être comparée à celle de la Grèce ou du Portugal. En réalité, quelques chiffres montrent clairement la différence.

Le marché espagnol, en considérant le produit intérieur brut, est d'un quart supérieur au marché formé par le Portugal, la Grèce et la Turquie réunis. Si l'on préfère, il est supérieur au marché du Portugal, de la Grèce, de la Turquie, de l'Irlande, du Luxembourg et de l'Islande réunis. Son potentiel de croissance est deux fois plus élevé que celui du groupe Grèce, Portugal et Turquie. Ses importations sont trois fois plus fortes que celles de la Grèce ou du Portugal, et quatre fois plus que celles de la Turquie. L'Espagne est le douzième producteur d'acier du monde, le septième de ciment, le onzième d'énergie électrique.


Il est donc clair que l'Espagne est un marché intéressant si les barrières sont levées pour la C.E.E. comme pour les Etats-Unis. C'est une puissance digne de considération, et le grand capital européen et américain est très intéressé à l'ouverture de ses portes. L'Espagne se sent européenne, mais elle veut participer comme membre à part entière à toutes les décisions communautaires. C'est là que réside les difficultés. L'Espagne s'intéresse en tant que marché, mais comme futur membre elle représente un élément de déséquilibre.

De nombreux pays pourraient être affectés gravement par l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, et c'est la raison pour laquelle ils s'opposent à son admission, en dépit des déclarations de leurs dirigeants. Le Marché commun agricole serait notamment bouleversé, car la France et l'Italie, qui en sont aujourd'hui les grands bénéficiaires, ne pourraient accepter que l'Espagne y occupe sa vraie place. De même, le Fonds régional subirait lui aussi des modifications essentielles, tout comme le Fonds monétaire européen, modifications que ni l'Italie ni la Grande-Bretagne ne seraient disposées à accepter.

Le cas de la France est significatif, car ses dirigeants ont beaucoup insisté sur leur appui à la candidature espagnole. Nous avons indiqué les conséquences qu'aurait l'entrée de l'Espagne pour l'agriculture française. On ne peut donc pas s'étonner qu'il ait été promis publiquement aux agriculteurs français que l'Espagne n'entrerait jamais dans le Marché commun. D'un point de vue mercantile, la France est beaucoup plus intéressée par un colonialisme économique bilatéral dans le domaine industriel que par le pluralisme et par les difficultés créées par l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E. Il serait donc intéressant de savoir clairement si la France suivra à l'avenir la position traditionnelle de « banker » économique de ses ministères techniques, ou si elle s'adaptera au libéralisme déclaré de son président et du Quai d'Orsay.


Deux options s'offrent à l'Espagne actuellement : la C.E.E. ou les Etats-Unis. L'Espagne est une action européenne et désire s'intégrer à cette Europe d'aujourd'hui que sont les Communautés. Mais si on lui ferme les portes, elle devra faire un autre choix. On ne doit pas s'étonner si le premier voyage officiel du roi d'Espagne a été pour les Etats-Unis, et le troisième pour la France, qui représente l'Europe.

(\*) Economiste de l'Etat, ancien secrétaire général technique du ministère espagnol de l'Industrie.



## Ski à la carte

Jamais vous n'avez eu un tel choix:  
29 stations (Alpes françaises, suisses ou autrichiennes)  
58 hôtels (2 à 4 étoiles) - 16 studios ou appartements.  
3 formules exclusives: ski-ski et week-end de ski.  
Et le train "Spécial 2000": couchettes avec draps, cinéma, bar... et le petit déjeuner au lit!



## VACANCES 2000

N°1 DES SPORTS D'HIVER EN FRANCE

Renseignements et inscriptions dans les BUREAUX DE TOURISME DE LA SNCF ou dans les agences agréées.





## AMÉRIQUES

### Les États-Unis en quête d'un président

#### II. — L'émergence des outsiders

Dans le premier article, Alain Clément (« Le Monde » du 30 octobre), a montré comment les nouvelles dispositions financières adoptées pour moraliser la vie politique aux États-Unis avaient modifié le déroulement des campagnes électorales.

Washington. — Quelle campagne électorale, s'étirant sur huit mois, sans compter la mise en place préalable de son infrastructure, ne finirait pas par sombrer dans le ragoût et l'égarement ? Que le président Ford et M. Carter tiennent encore sur leurs jambes, que leurs déclarations, quoiqu'émoussées de courtoisie, conservent un semblant de cohérence, relève du miracle ou du pari stupide, même gagné. Peut-être est-ce la dernière fois que nous assisterons à ce concours d'endurance forcée qui, avec les exigences croissantes qu'il impose (trente « primaires », en 1978 !), mène à sa dissolution. On ne peut considérer, comme un simple accident, dû à la médiocratie timorée des orateurs, que les débats télévisés de cette année entre les deux candidats aient échoué à lui donner un second souffle. C'est tout un système qui se défait et engendre l'ennui, sinon la désaffection des électeurs.

Dans le dernier quart du vingtième siècle la surabondance n'est plus une méthode de persuasion politique. Elle provoque, au contraire, une réaction de rejet. Quels que soient les « points » qui séparent le président Ford de M. Carter, une large majorité d'Américains vous diront que l'un et l'autre les assomment. Encore aura-t-il fallu vaincre leur allergie au sujet pour leur extraire cette banale confession : « Le fait que la campagne se soit déroulée normalement sans concession excessive à la démagogie, sans coups bas, sans assassinat, semble même les en éloigner plus que de continuer. »

Si une confrontation aussi exemplaire en arrive à produire cette sourde exaspération, et pas seulement dans les milieux « politiquement évolués », c'est qu'elle est décalée par rapport à ce qu'en attend l'opinion, que le spectacle rebute au lieu de remplir sa fonction, qui est d'amener le spectateur à se sentir « concerné ».

#### Le fruit d'une désillusion

Pourtant, en retrait de cette aigreur polémique, la campagne aura soulevé des questions intéressantes. Comment M. Carter s'est-il détaché ? A quel M. Ford doit-il de faire figure de prout du parti républicain ? Dans chaque cas, que révèlent les circonstances de leur « nomination », tant du personnage que du courant qui a emporté leurs adversaires ?

Pensons d'abord à M. Carter. Après l'avoir vu, enfin, après avoir lu tout ce qui est sorti de sa plume, on ne peut lui dénier de la personnalité. Mais laquelle ? Elle ne ressort pas avec grand relief de son autobiographie (1) d'un simplisme outré pour qu'un qui, « parti de rien », aurait pu, selon lui, se retrouver aux commandes d'un sous-marin atomique. Son interprétation de Guerre et Paix, un des livres qui émut le plus son adolescence, est désarmante. Son option religieuse est déjà plus intéressante, car si elle est enracinée dans le terroir sudiste, elle doit moins qu'on ne le croit à l'entourage familial. Sa mère, de formation méthodiste, femme de trempe, fréquente sans histoire l'église baptiste de son mari, qui, lui, était plus assidu à l'« école du dimanche », qu'il enseignait aux adultes, qu'un service lui-même, dont il se dispensait volontiers.

Après tout, il n'y a pas besoin d'être grand con à laisser d'un flâneur pour admettre qu'une famille du « deep South » pouvait être très unie et laisser chacun en faire à sa tête. La tête de Jimmy Carter doit être assez dure et il a la mémoire longue, comme l'atteste son ressentiment à l'égard de l'Atlanta Constitution (cf. son interview à Playboy), grand journal libéral — pour l'époque et pour le lieu — qui n'a sans doute pas apprécié le style de ses campagnes électorales.

(1) Le Meilleur de nous-même, par Jimmy Carter, éditions Stock.

#### Canada

#### L'AFFRONTEMENT DE MM. BOURASSA ET LEVESQUE

Une erreur de transcription nous a conduits à déformer complètement le sens d'une phrase de l'article de notre correspondant au Canada (Alain-Marie Carron (Le Monde du 26 octobre). Celui-ci n'avait pas écrit : « M. Levesque a marqué des points en attaquant M. Bourassa sur l'origine de ses fonds électoraux » mais : « M. Bourassa a repris l'avantage en sommant M. Levesque de cesser des actes de corruption et de trafic d'influence dans son gouvernement, ce que celui-ci n'a pas fait. »

De notre envoyé spécial  
ALAIN CLÉMENT

d'alors. Car, en bon chrétien rigoriste, M. Carter est plus mortifié par le souvenir de ses tentations charnelles que par ses manquements à la charité envers son prochain, surtout si celui-ci est un obstacle politique.

Se véritable illumination lui vient d'une désillusion. En tant que gouverneur, il accueille dans sa résidence, après son élection de 1970, les grands hommes du parti démocrate : Ted Kennedy, George Wallace, Hubert Humphrey, Henry Jackson. A distance, ils ont dû lui paraître plus grands que nature. De près, il découvre, ou plutôt s'enchaîne de réprocher devant eux aucun complexe d'infériorité. Oui, pourquoi pas lui ? Dès 1972, il décide, sans tracas inutile, de se préparer à la course à la Maison Blanche.

#### Les faiblesses du parti démocrate

Il n'a pas tort de miser sur la faiblesse interne de son parti. Les idées ne courent pas les rues. Longtemps, l'aventure vietnamienne n'encouragea que des murmures et, au Congrès, ce n'est pas le quartieron de contestataires qui se verra décerner le prix Nobel de la paix : un Greening, un Morse (les deux sénateurs qui, en août 1964, réussirent de signer la « résolution du golfe du Tonkin », chaque en blanc présenté par Johnson pour couvrir l'escalade : qu'il médite), un Fulbright, un Eugene McCarthy, rendront leur dernier soupir ou perdront leur siège.

Les plus jeunes se contentent d'exprimer par intermittences leur « inquiétude » : ils n'en voient pas moins sans broncher les crédits militaires. En 1964, Robert Kennedy implorait encore M. Lyndon Johnson de le prendre comme vice-président. C'est quatre ans plus tard seulement qu'il entrera en dissidence, et tentera de gagner de vitesse M. Eugene McCarthy, qui aux « primaires » de cette année a déjà fait cultiver moralement un président excédé par son impuissance à régler le conflit dans le sens américain.

Cette récapitulation n'a pas pour but de remuer la vase de ces sombres années, mais d'expliquer qu'un Jimmy Carter n'avait effectivement aucune raison d'être élu par le « leadership » d'un parti qui s'était rongé les ongles plutôt que d'arrêter le massacre. Lui-même s'est bien gardé de crier dans le désert. Il n'est pas été compris en Georgie. Quant au Watergate, il n'a servi les démocrates qu'en desservant les républicains. La débâcle morale de ces derniers n'a pas grand intérêt, opposants, pas plus que l'amitié réelle pour le prince Sihanouk du très respecté chef du groupe démocrate au Sénat, M. Mike Mansfield, n'a sauvé le Cambodge d'un sort doublement horrible.

Les événements de 1976 renforcent rapidement la conviction de M. Carter. Il n'avait, au fond, sur une douzaine de « partisans », que deux rivaux dangereux, l'un déclaré, le gouverneur George Wallace, l'autre non déclaré, mais venu en réserve dans la coulisse par les démocrates de tradition et de routine, le sénateur Hubert Humphrey. Tous les autres firent en quelques semaines la preuve qu'ils ne « tenaient pas la distance » ou qu'ils n'aspiraient qu'à des coups d'éclat sporadiques.

#### La fin de deux carrières

Aux « primaires » de Floride, le 9 mars, M. Carter devançait M. Wallace : le Sud changeait de drapeau ; le Nord devait chercher ailleurs le champion d'un protestant qui refuse d'être appelé par son nom aussi longtemps qu'il peut croire qu'on freine son ascension sociale en donnant la priorité à des minorités, noires en particulier, moins méritantes — et patientes — que lui-même. Pour l'honneur, M. Wallace poursuivit la lutte mais il n'avait plus d'avenir. Paradoxe depuis la halle qui, en 1972, lui fesa la moelle épinière, il était condamné au fauteuil roulant malgré les efforts héroïques qu'il déploya pour sa rééducation. Le démogogue avait peut-être fait son temps. C'est un homme fini qui, le 12 juin, scella dans sa résidence de Montgomery sa réconciliation avec M. Carter et lui prédit la victoire finale.

Le cas du sénateur Humphrey est tout aussi attristant. Sa défaite, fort honorable, devant M. Nixon en 1968, alors qu'il portait encore tout l'appareil du Vietnam, le mettait en bonne posture. Depuis vingt ans, il avait été à l'avant-garde de toutes les causes généreuses, son intégrité était au-dessus de tout soupçon. Sa notoriété aurait pu être d'un caractère trop expansif (il préconisait, en 1968, une « policy of joy »), d'une loquacité quelque peu envahissante. Néanmoins, il était assez connu et estimé pour se désigner de lui-même comme « candidat de large union » aux forces qui, au sein du parti démocrate, jugeaient impérieux de « bloquer » M. Carter.

L'entreprise en resta toujours aux velleités, et l'on se demandait encore au début d'octobre ce qui

avait brisé son démarrage. On l'apprent le 6 de ce même mois, depuis 1973, le sénateur souffrait de symptômes cancéreux graves et il devenait urgent de procéder à l'ablation de la vésicule. L'opération, faite dans un hôpital spécialisé de New-York, eut lieu le lendemain, et les premiers bulletins de santé ne respirèrent pas l'optimisme de rigueur. Le cancer continuait son œuvre. La vie du sénateur n'était pas menacée, mais il lui faudrait des mois de convalescence avant de pouvoir reprendre une activité nécessairement diminuée. Son mandat sénatorial vien à échéance en novembre. Les électeurs du Minnesota seront sensibles à son malheur et le rééliront vraisemblablement sans qu'il ait à sortir de son lit. Mais, à soixante-cinq ans, sa carrière est terminée et elle l'était virtuellement quand il prisa son nom aux manœuvres des groupes anti-Carter.

Tout cela pour dire que le candidat démocrate eut la tâche beaucoup plus facile qu'il n'y parut à l'origine. Sa position d'« outsider » (qui ne l'empêchait pas d'avoir ses relations à Washington et à New-York) lui conféra le lustre d'une innocence qui avait d'ailleurs son revers. Comme l'écrivit un commentateur avisé, l'expérience de M. Carter était limitée aux limites intestines du parti démocrate dans le Sud. Il n'avait jamais eu à se mesurer à un antagoniste républicain. Ce n'est pas la moindre cause des déceptions de sa campagne, et devant le recul de sa cote, de son recours à des extrémistes aux bons offices rabatteurs des « organisations » démocrates d'anciens régimes (Chicago, Philadelphie) que le Flancon de Plains avait primitivement dédaigné.

#### Avec M. Ford, quelle continuité ?

Il n'en reste pas moins que, quelques déceptions que puisse réserver son éventuel noviciat présidentiel, M. Carter incarne le changement. Avec M. Ford, c'est la continuité qui prévaut (d'où les vœux que forment pour lui toutes les chancelleries, Kremlin compris). Mais là aussi, laquelle ? Son statut n'est pas tout à fait celui d'un « outsider » que celui de M. Carter. Ce dernier président « parachuté » à la Maison Blanche au titre du vingt-cinquième amendement de la Constitution. Son élévation à la vice-présidence fut la conséquence de l'irréversible démission de M. Spiro Agnew (lequel refleurit aujourd'hui dans le pétrodollar). En octobre 1973, il y avait à la présidence le siège qu'il occupa dans la cinquième circonscription du Michigan depuis 1948. Le Michigan n'est qu'en partie un « grand État industriel ». Enclave fortifiée par une succession de grandes églises calvinistes, Grand Rapids et ses environs sont aussi excentriques à leur manière que Plains et surtout qu'Atlanta, carrefour d'une région en plein essor.

Inlassable, M. Carter n'eut pas grand mal à surclasser des concurrents dont les deux principaux étaient frappés d'un handicap physique insurmontable. M. Ford, pour sa part, eut un choc quand M. Ronald Reagan se lança à sa poursuite. L'incompréhensible prenait corps : l'ancien gouverneur de Californie, politicien en celluloid, attaquait en combat singulier le président légal, mais nullement légitime. Il ne visait à rien moins qu'à le déloger de la Maison Blanche. Sans doute n'y aurait-il jamais accédé lui-même (d'où sortaient, aux États-Unis actuels, une majorité en faveur d'un Ronald Reagan ?), mais en talonnant le président jusqu'à la dernière minute, pour disparaître ensuite à jamais de la scène politique, il avait accompli un tour de force imprévu aux conséquences à long terme : il avait encore minoré un parti endémiquement minoritaire.

Ce n'est pas seulement que les positions de M. Agnew et de M. Ford ont été toujours et dans sa vie publique : à l'extrême droite du conservatisme utopique. C'est qu'en s'alignant sur elles de manière plus ou moins ondoynante, M. Ford engageait une fois de plus le parti républicain sur la voie de la crispation : il n'y en avait décidément que pour les défenseurs du statu quo. Le GOP se repliait sur ses vieilles lunes, l'effacement sans retour, à soixante-six ans, de M. Nelson Rockefeller, qui avait à lui seul accaparé par sa fortune et ses ambitions le seul espace réservé dans le parti au « libéralisme », consacrait une évolution de plusieurs décennies.

Si bien que les deux « outsiders » en présence, le 2 novembre, n'auraient pu se battre contre des ombres chinoises. Le parti démocrate n'aurait pas de résistance sérieuse à la conquête et le parti républicain, cultivant son démon suicidaire, provoqué par les succès en chaîne de M. Reagan, que la cause exclusive des possédants avait pour ses électeurs la priorité constante sur le pluralisme des tendances.

#### Prochain article :

AU-DELA DE LA POLITIQUE

# MISERE!

Ils sont, en France, quelques milliers, ses semblables, ses frères. Minés par les souds, mangés par leur fortune, fatigués de frauder, ils ont misère, ils demandent grâce.

60 % de Français répondent : taxons le capital. Misère la France ! Misère, ces gens qui n'ont que le prix de leur travail à offrir au fisc.

Pour faire pièce à ceux qui pleurent, à ceux qui trompent, à ceux qui mentent, le Nouvel Observateur, dans son 3<sup>e</sup> numéro spécial, interroge les partis politiques et les experts.

Deux sondages exclusifs complètent le tableau. Ils permettent - enfin - de voir quel est le capital imposable. Pourquoi il doit l'être. Comment il le sera.



## LE NOUVEL Observateur

La Fortune des Français/III. En vente dès aujourd'hui.

## POLITIQUE

# L'Assemblée nationale adopte le budget de la santé

## Mme Veil reproche à la gauche de s'en tenir à des propositions générales

Les députés ont examiné, vendredi 29 octobre, les crédits du ministère de la Santé. Alors que la commission des finances avait conclu au rejet de ce budget, l'Assemblée a finalement émis un vote favorable. M. Lenoir, président de la commission, s'étant déclaré satisfait des explications données par Mme Veil au cours de la discussion.

Après les exposés des rapporteurs et l'intervention du ministre de la Santé (le Monde du 30 octobre), M. RENÉ LENOIR, secrétaire d'Etat à l'action sociale, présente son budget comme « un multiplicateur de l'effort mené par les collectivités locales, la Sécurité sociale et les associations, un facteur d'incitation à des actions novatrices et un instrument permettant de mettre à la disposition de tous les personnels et les équipements nécessaires ».

M. Lenoir souligne que les crédits affectés à la formation des personnels sociaux ont augmenté de 300 % de 1971 à 1976 et permis de doubler les effectifs en formation. Quant aux programmes d'action en faveur des personnes en difficulté, ils bénéficient d'une augmentation de crédits de 38 %. « Toute l'action dans ce domaine est orientée vers la prévention », déclare le secrétaire d'Etat, qui précise que l'aide sociale voit ses crédits augmenter de 82 millions de francs, soit un peu plus de 15 %, 70 % de ces dépenses allant à l'aide à l'enfance.

M. Lenoir reconnaît que l'aide médicale globale diminuera en 1977. En conclusion, il estime que

« le budget 1977 est au total un bon budget, car il amorce un redéploiement des dépenses d'équipement lourdes vers des dépenses de services, suivant en cela les recommandations des trois programmes d'action prioritaires ».

Pour M. NARQUIN (U.D.R., Maine-et-Loire), premier orateur inscrit dans la discussion générale, « il est un domaine où ce budget donne indiscutablement satisfaction, celui des personnels paramédicaux et notamment du personnel infirmier ». Il souhaite néanmoins une amélioration en ce qui concerne la représentation des personnels responsables des soins dans les instances consultatives des hôpitaux publics.

M. GAU (P.S., Isère) constate que « le budget de la santé n'est plus aujourd'hui prioritaire puisque sa progression est inférieure à celle du budget de l'Etat ». Et il ajoute : « En vérité, le gouvernement a choisi d'imposer aux Français une politique d'austérité et cette austérité frappe de plein fouet l'action sociale et sanitaire ; c'est grave car le bien-être des Français devrait être assuré en tout état de cause ». En ce qui concerne l'humanisation des hôpitaux, il affirme que « l'objectif fixé ne sera pas atteint », puis il constate que « la situation des familles n'a cessé de se dégrader et que la présence d'enfants dans un foyer reste un facteur d'insécurité ».

Pour l'orateur, tout se passe comme si « le gouvernement était frappé d'impuissance, incapable de statuer sur des problèmes, aux véritables réformes de structure ». « Il faut changer les choses, affirme-t-il, sans pour autant tout bouleverser ». Il conclut : « Nos propositions sont extrêmement claires : nous ne sommes

ni pour la nationalisation ni pour l'étatisation de la médecine. Nous voulons, tout en garantissant l'indépendance de la médecine et le libre choix des malades, lever les obstacles qui empêchent l'évolution de la médecine dans un sens plus social. Le programme commun en dessine les perspectives. En attendant, nous voterons contre ce budget ».

M. BOUYARD (ref. Martinique) évoque l'aide aux plus défavorisés, en particulier aux personnes âgées (six millions et demi de Français ont plus de soixante-cinq ans), cevers qui est le pays à un

### M. FEIT : pour un « Grenelle » de la famille

La discussion se poursuit vendredi 29 octobre, sous la présidence de M. CLAUDE WEBER (P.C., Val-d'Oise) qui regrette que « les dépenses d'équipement diminuent en pourcentage et en valeur absolue, et que, pour ce qui est de la recherche médicale, nous restions en deçà de 1975 et même de 1971 ». Et il ajoute : « Quant aux efforts en faveur de l'humanisation des hôpitaux, ils ne coûtent pas cher au gouvernement, puisque, sur une participation de 20 %, il récupère 17,50 % de T.V.A. Nous approuvons ces mesures d'humanisation, mais nous faisons observer qu'elles suscitent de nouveaux besoins en personnel en entraînant des pertes de lits qu'il faudrait compenser immédiatement. Dans l'ensemble, les mesures partielles que prend ainsi le gouvernement ne masquent pas que l'hospitalisation n'est pas, en France, à la hauteur des besoins ».

Après avoir relevé les insuffisances en matière d'éducation sanitaire et de protection maternelle et infantile, il estime que « parler de surconsommation médicale aux yeux du citoyen est une véritable insulte à son égard ». Pour terminer, il affirme que « la nationalisation de l'industrie pharmaceutique est la seule façon de maîtriser la production et les prix ».

M. MARCUS (U.D.R., Paris) consacre son intervention aux difficultés financières de l'assurance publique de Paris, qu'il attribue à l'importance des dépenses de formation de son personnel, à la lenteur des actualisations de tarifs et à l'existence de trop nombreux « mauvais payeurs ».

« Le budget 1977 est au total un bon budget, car il amorce un redéploiement des dépenses d'équipement lourdes vers des dépenses de services, suivant en cela les recommandations des trois programmes d'action prioritaires ».

Pour M. TISSANDIER (R.I., Indre), ce budget témoigne de « la permanence de l'effort accompli par le gouvernement dans ce domaine prioritaire » et marque « une volonté nouvelle réelle dans le domaine de l'action sociale ».

M. ANDRIEU (P.S., Haute-Garonne) regrette « l'insuffisance des diverses prestations versées aux personnes handicapées et le caractère trop restrictif des conditions d'attribution ». « Les handicapés, conclut-il, doivent être exclus des mesures d'austérité ».

Pour M. FEIT (R.I., Jura), « le record de la fécondité est sans précédent dans notre histoire », et le redressement de cette évolution doit être une priorité nationale. Aussi suggère-t-il l'organisation d'un « Grenelle » des familles, car il estime qu'il faudrait mieux payer la note, quasi lourde soit-elle, que d'assister au naufrage de la France en l'an 2000.

Pour M. GILBERT SCHWARTZ (P.C., Meurthe-et-Moselle), « il suffit de considérer les crédits affectés aux familles, aux personnes âgées et aux handicapés pour être édifié sur ce budget d'austérité qui accentue la ségrégation au détriment de ces catégories ». Il estime que « la carence de l'Etat impose aux collectivités locales une augmentation considérable des contingents d'aide sociale ».

M. GISSINGER (U.D.R., Haut-Rhin) se déclare « heureux que le gouvernement se préoccupe pour bénéficier, en 1977, du complément familial, sera suffisamment élevé pour que 70 % des familles en bénéficient ».

M. SAINT-PAUL (P.S., Ariège) signale « l'insuffisance numérique du personnel, tant pour l'administration que pour les interventions sanitaires et sociales ». (R.I., Indre-et-Loire) estime que « ce budget manifeste une certaine continuité

dans le progrès ». Les centres hospitaliers généraux constituent, à son avis, une très bonne formule, mais leur situation est difficile en matière d'investissement. Pour Mme MOREAU (P.C., Paris), « la santé et l'hospitalisation sont en crise en France, car les Français vivent mal et ne peuvent se soigner ni à temps, ni convenablement ». Elle estime que l'une des causes de cette situation est constituée par « le prix excessif des produits pharmaceutiques, qui entraîne une scandaleuse dissipation par l'argent ». M. EHM (U.D.R., Bas-Rhin) demande que « la carte sanitaire ne soit pas figée au détriment de l'aménagement du territoire et de l'équilibre entre les villes et les campagnes ».

M. LABOURE (P.S., Gers) regrette que « l'équipement hospitalier du pays ne soit pas quantitativement et qualitativement en état de satisfaire aux besoins ».

M. GAU (P.S.) regrette que la nouvelle présentation des fascicules budgétaires se traduise par « une diminution des dépenses mises à la disposition des députés ».

Répondant aux orateurs, Mme VEIL, ministre de la Santé, indique qu'elle insistera pour que la priorité soit accordée, dans la création des postes d'agréés, à la psychiatrie. Elle estime qu'il n'y a pas lieu de réduire de 50 % les prix des produits pharmaceutiques, mais, ajoute-t-elle, « nous évaluerons d'après et de rembourser des produits qui ne représenteront pas un progrès sur le plan médical ». Elle affirme que la durée d'hospitalisation diminue, puis reproche à l'opposition de s'en tenir à des propositions générales. « Il est trop facile, déclare-t-elle, de rester éphémère et de satisfaire chacun en ne parlant jamais des réalités concrètes ».

Pour terminer, elle indique que le plafond de ressources requis pour bénéficier, en 1977, du complément familial, sera suffisamment élevé pour que 70 % des familles en bénéficient. « L'essentiel, conclut Mme Veil, est de donner aux familles la possibilité d'exercer leur libre choix ».

Après une intervention de M. LENOIR, qui assure que le calendrier de la loi d'orientation pour les handicapés sera respecté, l'Assemblée examine un amendement de la commission des finances, conséquence du rejet par cette dernière du budget de la Santé.

M. ICART (R.I.), président de la commission, se déclare satisfait des explications données au cours du débat par Mme Veil. L'Assemblée repousse l'amendement du suppression des crédits du ministère de la Santé, qui sont, par conséquent, adoptés. La séance est levée à 17 h. 25. S.B. et P.Fr.

### Cabinets ministériels

**M. HERVÉ DE CHARETTE DEVIENT DIRECTEUR DE CABINET DE M. BEULLAC**

M. Hervé de Charette de la Courte, maître des requêtes au Conseil d'Etat, directeur du cabinet de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs immigrés, vient d'être nommé directeur de cabinet de M. Christian Beullac, ministre du travail. Il remplace à ce poste M. Paul Camous, qui est désormais chargé de mission auprès du ministre. D'autre part, M. Jean-François Burgelin, magistrat, est nommé directeur du cabinet de M. Dijoud, en remplacement de M. de Charette.

M. Hervé de Charette de la Courte, né en 1938, maître des requêtes au Conseil d'Etat, ancien élève de l'E.N.A., diplômé d'Etat et de l'Institut d'études politiques, a été successivement conseiller technique au cabinet de M. Georges Gorse, puis chargé de mission et directeur de cabinet de M. Paul Dijoud.

M. Paul Camous, né en 1922, licencié de lettres, a fait une carrière professorale. Il participe au cabinet de M. Olivier Guichard en 1963 et contribue à la création de la DATAR. Il avait été appelé au cabinet de M. Beullac en 1970. M. Jean-François Burgelin, né en 1936, occupait jusqu'à présent le poste de secrétaire général de la première présidence de la Cour d'appel de Paris. Auparavant, il avait été successivement auditeur de justice en 1960, substitut de Nancy en 1962, et premier juge au tribunal de grande instance de Pontivy en 1973.

## Qui tire les ficelles de Jimmy Carter ?



Une nouvelle légende de l'Ouest peut faire croire que Jimmy Carter est venu de sa Géorgie natale sans autres armes que son sourire, la Bible et quelques cacahuètes. Pour connaître la réalité, non la légende, lisez Politique Hebdo : vous saurez comment le candidat à la Maison Blanche a été, en fait, sélectionné par un véritable « gouvernement de l'ombre », et quel rôle ont joué, en cette affaire, des commissions d'experts internationaux, parmi lesquels on rencontre M. Agnelli et un certain... M. Barre.

Dans ce numéro, il est aussi question de football, et de la future rencontre St-Etienne-Rindhoven. Politique Hebdo donne son pronostic : nous sommes tous menacés de fièvre verte. C'est plus sérieux qu'il n'y paraît.

nouvelle formule

# Politique hebdo

En vente dès aujourd'hui.

سكنا في الامم



## ÉDUCATION

inté  
les

### Les responsables de formation continue des universités redoutent leur « marginalisation »

Nancy. — Le troisième colloque des responsables et animateurs de formation continue des universités a eu lieu, du 28 au 30 octobre, à Nancy. Organisé par le Centre universitaire

de coopération économique et sociale (CUCES), service commun aux deux universités de cette ville, il a rassemblé deux cents personnes environ.

#### De notre envoyé spécial

d'organismes consulaires ou privés, plus généraux. Surtout, le comité consultatif des universités, dont dépend l'avancement des enseignements, ne tient pas compte dans son jugement des activités de formation permanente.

Est-ce pour cette raison que nombre d'universités peuvent si facilement détourner de leur destination des postes qui leur sont attribués au titre de la formation continue ? « Cette pratique ne doit plus être tolérée », ont, en tout cas, affirmé les participants dans une motion votée à l'unanimité.

L'avenant à l'accord de 1970 sur la formation professionnelle, signé en juillet entre trois organisations syndicales et le G.N.P.F., ouvre-t-il de nouvelles perspectives aux universités ? C'est — à en croire les débats — peu probable. Cet avenant, qui élargit le droit au congé individuel, subordonne toujours le financement de celui-ci à l'agrément, par une commission paritaire de l'emploi, de la formation dispensée. Or, en raison des lenteurs administratives et du contenu des stages proposés par les universités, peu d'entre elles obtiennent cet agrément.

Ce bilan, somme toute honorable, ne doit pas, toutefois, masquer les zones d'ombre. La méfiance du patronat à l'égard des universités reste tenace : celles-ci n'ont réussi à détourner en leur faveur que 5 % des sommes versées par les entreprises privées à des organismes de formation extérieure. Parallèlement, M. Tomas souligne dans son rapport qu'un accroissement de cette part n'est guère prévisible.

Directeur du service universitaire de formation continue de Bourgogne, M. Michel Guyot a affirmé que l'importance accordée par l'Etat à la formation continue et aux universités dans ce domaine ne faisait que décevoir. Placé jusqu'en 1974 sous la houlette d'une « grande direction » du ministère de l'éducation nationale, les missions et services de la formation continue ne dépendent plus, aujourd'hui — après la partition du ministère — d'un bureau rattaché à la sous-direction des enseignements technologiques du secrétariat d'Etat aux universités.

Les rapports se sont, petit à petit, améliorés entre les universités, jalouses de leur autonomie, et les délégués académiques à la formation continue (DAFCO), chargés auprès des recteurs de coordonner la politique de formation permanente de l'enseignement public : selon plusieurs participants, les catalogues de stages diffusés par certains DAFCO ne faisaient pas mention des formations dispensées par les universités. Parallèlement, la politique de régionalisation des fonds de la formation continue, menée par le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle, a renforcé le rôle des préfets et restreint l'initiative des universités. « Si nous ne réagissons pas », a remarqué un participant, la caractéristique de nos services risque de s'accroître.

Près d'un universitaire sur cinq consacre une partie ou la totalité de son enseignement à la formation continue. Malgré cela, la plupart des participants ont souligné le « reflux » de l'idée de formation permanente chez leurs collègues. L'attrait de la nouveauté ne joue plus ; certains enseignants, déçus par la rémunération qu'on leur offre, préfèrent exercer leurs talents auprès

Constat pessimiste, auquel ont fait écho certains participants, préoccupés de l'« émiettement » des formations dispensées par les universités. « L'éventail des stages que nous proposons est trop vaste », a souligné l'un d'entre eux. Une même formation n'a pas toujours le même nom d'une université à l'autre. Comment voulez-vous que les salariés et les commissions paritaires s'y retrouvent ?

Pour remédier à cette situation, des participants ont proposé la création d'un groupe permanent chargé de négocier l'agrément national des formations les plus couramment dispensées. Dans l'esprit de certains, ce groupe aurait aussi reçu mission de réagir contre la « marginalisation » progressive des services de formation continue.

Cette proposition n'a pas été retenue, une partie de l'assistance voulant éviter de « court-circuiter » les instances représentatives des universités. Avant de se séparer, les participants ont toutefois décidé de demander à la conférence des présidents d'étudier la création d'une « structure permanente » permettant aux universitaires de s'informer mutuellement et de coordonner leurs efforts en matière de formation continue.

BERTRAND LE GENDRE.

### M. HABY PRÉCISE LES LIMITES DE L'UTILISATION PÉDAGOGIQUE DE LA PRESSE

L'utilisation de la presse à l'école n'implique nullement l'abonnement des établissements à un ou plusieurs journaux ou revues, écrit M. Haby dans une circulaire parue au Bulletin officiel de l'éducation du 28 octobre. Pour le ministre, « les articles peuvent être apportés en classe par les élèves eux-mêmes ».

Rappelant sa note adressée le 28 septembre à l'inspection générale (le Monde du 8 octobre), le ministre précise que l'usage pédagogique de la presse doit avoir lieu « lorsque les matières du programme le permettent », et porter sur « des sujets traités en classe ».

Le ministre évoque à nouveau la nécessité d'utiliser plusieurs journaux et « de des fins de comparaison et d'objectivité ». Une telle méthode permettra notamment de bien distinguer entre les faits et leur interprétation. Il ajoute, enfin, que « les dispositions actuelles relatives à la présence éventuelle de journaux et revues dans les foyers socio-éducatifs restent bien entendu en vigueur ».

[Cette circulaire complète la note à l'inspection générale datée du 28 septembre et publiée le 28 octobre. Au ministère de l'éducation, on précise qu'elle avait été adressée à des destinataires en même temps que la circulaire du 28 septembre. Elle s'ajoute à la circulaire du 28 septembre qui avait été envoyée par ce ministère.]

### « UN APPARTEMENT CONTESTÉ »

#### Une lettre du recteur de Rennes

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Yves Martin, recteur de Rennes, au sujet de l'article publié dans le Monde du 28 octobre sous le titre « Un appartement contesté ».

Chacun sait à Rennes comme à Caen, où j'ai vécu respectivement dix-neuf et douze années, que, fils de fonctionnaires modestes, je n'ai aucun goût personnel pour le faste ou les honneurs. Les repas officiels auxquels mes fonctions m'obligent ont toujours été préparés par les personnels dévoués du CROUS pour allier l'économie à la dignité. Mon appartement de fonction actuel (en réalité, il s'agit d'un bureau de travail, de deux pièces réception et de quatre petits bureaux aménagés en chambres) présente un double inconvénient. Il expose ma famille à des situations pénibles voire dangereuses, qui, j'en suis persuadé, ne laissent pas de gêner le travail de l'administration. D'autre part, il est impossible d'entrer ou de sortir de l'appartement lorsque des manifestations bloquent le rectorat, plastage récent où mon petit-fils a failli trouver la mort le 16 octobre dernier, après qu'une lettre de menaces m'eût été adressée. L'année dernière, le 28 novembre 1975, lettre dont je n'aurais naturellement fait état auprès de personne. De plus, cet appartement est totalement inadapté à l'accueil d'élèves de marque tels que ceux que j'ai eu l'honneur de recevoir à la demande du gouvernement français à Caen (M.M. les ambassadeurs d'Allemagne, d'Espagne, d'Italie, de Belgique, d'Union soviétique, etc.), sans oublier de nombreux recteurs et présidents d'universités étrangères.

Je ne voudrais pas que ce soit la FEN d'Ille-et-Vilaine qui m'empêche de recevoir dignement à Rennes de tels hôtes. Quant aux bureaux actuels de l'inspection académique, ils occupent provisoirement (cela est admis par tous), et dans des conditions de travail que j'estime pour ma part peu favorables, un bâtiment dont la structure est celle d'appartements et non de bureaux, et qui figure au classement des monuments historiques depuis 1964, sous l'appellation hôtel du rectorat : je n'étais pas recteur de l'académie de Rennes à cette époque.

Le but général de l'opération contestée par la lettre ouverte du 13 octobre 1976 est essentiellement de regrouper les services de l'inspection académique dans des locaux modernes, fonctionnels et plus vastes situés tout du long de la rue de la République. Cette opération avait été étudiée par M. le recteur Durand-Prinborgne, dès 1972, et n'avait pas été poussée par suite de sa nomination à Orléans.

Le transfert de mon appartement vers l'hôtel du rectorat est une opération subsidiaire peu coûteuse, puisque aucun travail de gros œuvre n'est à prévoir, la structure étant déjà celle d'un appartement ancien.

Dans ces conditions, je ne puis que regretter que des personnels qui prétendent servir l'éducation nationale engagent vis-à-vis de moi un procès d'intention, sans avoir cherché le moins du monde à vérifier leurs affirmations blessantes et calomnieuses de dilapidation des deniers publics et de « démantèlement des services de l'inspection académique ».

## RELIGION

### Les états généraux de l'Eglise italienne s'ouvrent à Rome

Rome. — Mille cinq cents délégués représentant les évêques, les prêtres, les religieux et les laïcs d'Italie se réunissent à Rome du 30 octobre au 4 novembre pour une « rencontre ecclésiale » sans précédent sur le thème : « Évangélisation et promotion humaine ». Cette assemblée, qui est préparée depuis trois ans, n'équivaut pas à un concile national et on n'en attend d'ailleurs aucune décision (« le Monde »

des 10 et 11 octobre). Elle a pour but de favoriser « un courageux examen de conscience » des catholiques italiens et « un moyen plus conscient et plus authentique de vivre la foi en pleine communion avec les évêques ». Ce sera aussi une photographie — incomplète, mais significative — d'un catholicisme en plein changement qui traverse, malgré ses particularités, la même crise que dans les autres pays européens.

#### De notre correspondant

Si elle n'avait pas été décidée il y a trois ans, la « rencontre ecclésiale » ne serait sans doute pas convoquée aujourd'hui. Il s'est passé trop de choses en Italie depuis 1973 (échec du référendum sur le divorce, présence des catholiques sur les listes électorales communales, poussée de la gauche et débat sur l'avortement) pour que des états généraux ne risquent de se transformer en forum contestataire, sinon en tribunal. Peu eût-il à recommander l'expérience de la rencontre diocésaine sur « les maux de Rome » (février 1974), qui avait eu des accents polémiques imprévus, l'évêque de cette fois est plus prudent. Mais, pour garantir, cependant, la docilité d'une assemblée de mille cinq cents membres qui compte 80 % de laïcs ?

On prête déjà à l'un des trois rapporteurs officiels, M. Giuseppe de Rita, directeur d'un centre d'études sociales, l'intention de présenter un texte provocant. Interviewé par l'hebdomadaire Famiglia Cristiana, il a déclaré : « La rencontre du 30 octobre sera un événement. D'une part, elle s'adresse à ceux qui travaillent dans la société pour la promotion humaine ; d'autre part, compte tenu de sa caractéristique sociale, on n'y admet que ceux qui sont en communion avec leurs collègues. Pour ma part, je suis convaincu que, après cette rencontre, il faut avoir une attitude de compagnons de route, non un rapport magistral : dans ce domaine, l'Eglise peut seulement chercher, non enseigner ».

#### Des absents de poids

Les grands absents de cette « rencontre ecclésiale » seront les catholiques du Dissens. Dans l'auditorium de l'Eur, le nouveau quartier administratif de Rome, on ne verra ni les chrétiens pour le socialisme, ni les membres des communautés de base, ni le groupe florentin Testimonianna, ni les laïcs catholiques, comme M.M. Pratesi, Mario Gonnelli et Ranieri La Valle, qui s'étaient présentés sur les listes communistes aux dernières élections. « Ils se sont auto-exclus de l'assemblée », remarque-t-on dans les milieux officiels, puisque la condition était de « se sentir en communion avec l'Eglise hiérarchique ». Cela n'empêche pas quelques groupes contestataires d'avoir participé aux travaux de préparation, fût-ce par des écrits critiques. On notera, au contraire, la présence active de plusieurs animateurs de la Ligue démocratique. Il s'agit de personnalités en vue, syndicalistes, hommes politiques, journalistes — issues pour la plupart de la démocratie chrétienne et qui avaient voté « non » au référendum sur le divorce.

Le thème de la rencontre : « Évangélisation et promotion humaine », suscite lui-même des

controverses. C'est le « et » que conteste Com Nuvoli Temp, hebdomadaire des chrétiens de gauche. Nuvoli — il s'agit d'une « mentalité dualiste » distinguant spirituel et temporel, Eglise et monde — a noté, dans ce journal, la promotion humaine doit être au premier plan. Il n'y a pas, d'une part l'évangélisation et, de l'autre, la promotion humaine en engagement politique de libération (c'est le terme que nous préférons) considéré comme obédience au Créateur et participation à ses œuvres. Un intellectuel catholique, qui ne participera pas aux travaux, remarque de son côté : « Le thème du colloque est mal choisi. L'Eglise ne peut s'interroger sur ce qu'elle apporte aux hommes, alors que la question centrale qui devrait la tourmenter concerne sa propre identité. Elle ne doit pas se demander : « Un intellectuel catholique, vient de synthétiser dans une étude les résultats des diverses enquêtes de sociologie religieuse effectuées dans le péninsule. L'Italie, affirme-t-il, compte 5 % de non-croyants, 55 % d'indifférents et un « monde catholique » qui se répartit en trois groupes : des traditionalistes (20 %), des

#### DIX COMMISSIONS A HUIS CLOS

La rencontre de Rome est précédée par la cardinal Antonio Poma, archevêque de Bologne et président de la conférence épiscopale italienne. Elle compte trois vice-présidents : Mgr Luigi Mavarna, secrétaire général de l'épiscopat ; M. Giuseppe Lanzani, recteur de l'université catholique de Milan, et le Père Bartolomeo Sorge, jésuite, directeur de la revue « Civiltà Cattolica ».

Après avoir entendu plusieurs rapports, les participants doivent se répartir en dix commissions. Elles travailleront à huis clos — « pour respecter au maximum la liberté des intervenants » — autour des thèmes suivants : le monde du travail, la culture, les nouvelles formes de participation sociale, la liturgie et la catéchèse, les mariages, la famille, le rôle de la femme, l'engagement politique et le marxisme.

Plusieurs moments de prière sont prévus au cours de la rencontre. Le plus solennel aura lieu le dimanche 31 octobre à la basilique Saint-Pierre, où le pape présidera une célébration.

(1) « Évangélisation et promotion humaine », conférence épiscopale italienne, juin 1975.

### Dans les Hautes-Pyrénées

#### POPULATION ET MILITAIRES EN MANŒUVRES ONT COLLABORÉ A LA RECHERCHE DU RENSEIGNEMENT

(De notre envoyé spécial.)

Tarbes. — C'est une « grande première » que les chasseurs de la 27<sup>e</sup> division d'infanterie alpine de Grenoble viennent d'effectuer dans les Hautes-Pyrénées, aux alentours du pic du Midi de Bigorre, avec des éléments de la 11<sup>e</sup> division parachutiste de Pau et de la 15<sup>e</sup> division d'infanterie de Limoges, pendant trois jours, dans une couche de 80 centimètres de neige fraîche, qui recouvrait la totalité du massif.

Baptisés DIVIR-76, ces manœuvres, que commandait le général de brigade Jean-Louis Lacaze, étaient destinées à tester les unités et le matériel transporté par moyens mécanisés ou hippomobilités en haute montagne, dans de dures conditions climatiques, et à connaître la capacité de liaison entre la gendarmerie nationale et une grande unité, ainsi que l'aptitude de la délégation militaire des Hautes-Pyrénées et du centre de renseignement et de coordination (organisme préfectoral), à résoudre les problèmes posés dans le département par l'état d'urgence, en cas d'agression. Dans ce but, les manœuvres ont demandé à leurs administrés de jouer le jeu et d'apporter les renseignements à la moindre apparition d'éléments ennemis. Les populations ont joué le jeu, et chaque passage était signalé un quart d'heure après. — L. P.

### La dépouille mortelle de l'amiral Georges Cabanier, ancien chef d'état-major de la marine, décédé mardi 26 octobre, sera incinérée, et ses cendres seront dispersées dans la mer à partir du sous-marin le Rabie, qu'il

### LES UNIFORMES REFLEURISSENT...

Le ministre de la défense a donné l'ordre, récemment, aux cadres militaires de restituer l'uniforme pendant les heures de service et cette consigne, transmise par le chef d'état-major des armées et les chefs d'état-major de chacune des trois armées — terre, air et marine, — est applicable à Paris et dans la 1<sup>re</sup> région militaire.

En particulier, les officiers et sous-officiers qui travaillent à l'administration centrale, au ministère de la défense et à l'école militaire, ont été invités à revenir à la tenue militaire, alors que, depuis de nombreuses années, ils avaient pris l'habitude d'assumer leurs fonctions en vêtements civils.

A première vue, les intéressés ont apprécié cette décision dans la mesure où, disent certains des cadres interrogés, le port de l'uniforme permet, lors des prises de contact, de savoir immédiatement à qui chacun a affaire. Dinant le 18 mars dernier au domicile d'un cadet-chef de l'armée de terre, à Brétigny-sur-Orge (Essonne), le président de la République avait eu l'occasion de dire à son hôte que, pour lui, un militaire d'active était toujours en tenue.

Depuis, les propos de M. Giscard d'Estaing ont été entendus presque dès la rentrée scolaire, et, au printemps, M. Bourges a voulu que les uniformes refléussent à Paris.

commande. La volonté du créateur des forces navales françaises libres a été révélée vendredi 29 octobre, à l'occasion de ses obsèques, qui ont été célébrées à l'église Saint-Louis des Invalides à Paris, en présence de M. Raymond Barre, premier ministre.

## SOCIÉTÉ

### UN ÉTABLISSEMENT POUR ADOLESCENTS INADAPTÉS EST ÉVACUÉ

Les soixante pensionnaires d'un établissement pour adolescents présentant des troubles du comportement, le centre Charles-Fégy, de Meslay-le-Vidame, près de Chartres, ont dû évacuer les lieux hier soir, à la suite d'un incendie survenu la nuit du 25 au 26 octobre, à destination d'un camp de vacances situé en Corse.

Cette « méthode originale » — ainsi s'exprime M. Nivet, directeur de l'Association départementale pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, dont dépend ce centre — a été utilisée pour évaluer les progrès des adolescents mis en cause estimant qu'ils étaient capables de gérer seuls leur vie. Le centre, qui avait été créé pour leur part, que le conflit d'ordre pédagogique, est venu du refus réitéré des directions successives (un directeur intérimaire dirigeait depuis le départ, en juillet dernier, du directeur en titre) de modifier des conceptions

éducatives qu'ils jugent autoritaires à l'excès.

La signature, en mars 1975, d'un protocole d'accord après une grève de six semaines avait momentanément mis fin au conflit. Mais celui-ci devait reprendre un peu plus tard.

Mais les responsables de l'association s'alarment en apprenant que les éducateurs avaient remis au journal local l'Echo républicain un texte critiquant leurs méthodes et mettant en cause leurs conceptions. Ils décidèrent alors de précipiter le départ des adolescents, initialement prévu pour le 27 octobre. Les éducateurs se rendirent, mardi matin 26 octobre, à leur travail. En rentrant chez eux, quatre éducateurs — appartenant à la C.F.D.T. — apprenant qu'une procédure de licenciement était engagée contre eux, et un cinquième, présent dans l'établissement depuis moins d'un an, qu'il était immédiatement licencié « pour faute grave ».

# LA PENSÉE UNIVERSELLE

## romans

Jean-François GROSS  
« LES LÉZARDS BLEUS »  
La quête initiatique d'un humain déshérité  
156 pages, 32,10 F

Amadou-Mactar N'DONGO  
« MASQUE VIVANT »  
Interrogation d'un Africain sur le sens de l'existence  
128 pages, 23,00 F

OMO YA EKU  
« LA PRISON SOUS LE SLIP D'EBELA »  
Les pièges de l'amour en Afrique  
224 pages, 30 F

Guy GEDDA  
« L'ENFANT DU MISTRAL »  
L'âme d'un village provençal  
224 pages, 30 F

Jacques MERANNE  
« LES NAUFRAGES DE DIEU »  
Une adolescente perdue dans un torrent de passions  
152 pages, 25,00 F

Norbert CALDERARO  
« LES CONTES DE NICOLAS »  
De grands voyages au pays de l'imaginaire  
86 pages, 21,40 F

Emile PENA  
« LA PREMIÈRE ÉTINCELLE »  
Voyage parmi les hommes des cavernes  
128 pages, 23,00 F

René MERLAND  
« RAPT À LA BOURBOULE »  
Meurtre et chantage dans une aimable ville d'eau  
180 pages, 26,00 F

TERSEUR  
« FARCE »  
Amours maudites et calculs sordides : une tragédie moderne  
152 pages, 21,50 F

François de VESQUEZ  
« HUMOUR ET VIE »  
Relation joyeuse de scènes authentiques de la banalité quotidienne  
128 pages, 23,00 F

Jean-Claude LE GOFF  
« KALYMNOS »  
Entre la vie sur un bateau et la vie à Paris, les raisons d'une rupture  
64 pages, 19,50 F

K. GHATTAS  
« MYSTIFICATION À BEYROUTH »  
Un monstrueux puzzle dans la ville ensablée  
128 pages, 23,00 F

Marie-Claude GIL  
« AU PLURIEL DE L'AUTRE »  
La recherche fébrile d'un Art du tant bien que mal vivre  
224 pages, 30 F

Noël MAUCLAIRE  
« UNE TELLE AUDACE »  
Une période troublée dans la vie des Français : 1940-1945  
128 pages, 23,00 F

Colette DELREZ  
« MONSIEUR ET MADAME VOYAGEURS DE COMMERCE »  
Une leçon de philosophie... et d'humour  
152 pages, 21,50 F

Pierre-Albert MURTEL  
« UN COIN SANS FLICS »  
Le cri de révolte d'un écrivain guyanais  
180 pages, 27,00 F

GIVANE  
« ZAÏDA »  
Contes, Récits et Récits  
Divertissement pour rire  
64 pages, 15,50 F

Claude GRANDJEAN  
« L'OPPIDUM »  
Une jeunesse précipitée dans les rousces de l'Histoire  
220 pages, 42,00 F

Roger SARDIERE  
« L'HOMO ABOMINATUS »  
Une verve rébelles pour huit nouvelles sur notre civilisation  
180 pages, 25,00 F

A.-Jean PROUTIER  
« INSPECTEUR MERVILLE »  
Le dernier mot reste au policier  
Un « classique » rondement mené  
256 pages, 32,10 F

LARRARTE  
« LA CROISIÈRE DE L'ETORKI »  
Le voyage étonnant d'un bateau de pêche, et la vie des artisans de la mer  
160 pages, 25,00 F

Marcel MARTINELLI  
« LA LONGUE QUÊTE »  
Une observation aigüe mais tendresse des choses et des êtres  
160 pages, 25,00 F

José DEJEAN-CAZENÈVE  
« LA CARAVANE ENCHANTEE »  
Le récit heureux d'une randonnée en groupe à travers l'Espagne  
224 pages, 37,50 F

Louis-Léonard NANEIX  
« PÉLERINS DU MONT-GARGAN »  
Un hymne à la province limousine d'avant la pollution  
256 pages, 34,50 F

Gérard GEORGES  
« CLAUDE SOGRÈGE »  
La solitude de l'homme et sa quête perpétuelle du bonheur  
224 pages, 32,10 F

Georges BERTLET  
« L'ESCALACON »  
Une fantaisie surréaliste sur le comportement humain  
160 pages, 25,00 F

Florence LITRE  
« LA PETITE CHINETOC »  
La vie d'un quartier populaire à travers une gamine tôt mariée  
160 pages, 25,00 F

René BOUGUIN-ROB  
« L'ANE NÉ DE LA FEMME »  
Un bilan de l'Année de la Femme : une satire savoureuse  
224 pages, 32,10 F

Cosmire CHINAUD  
« L'AFFAIRE JEAN BONNEL »  
Un « policier » particulièrement cruel, basé sur des faits authentiques  
128 pages, 23,00 F

Michel-André SARK  
« LES GARÇONS ASSASSINÉS »  
Par-delà l'homosexualité caricaturale : l'histoire d'un bel amour  
128 pages, 23,00 F

Emile GINES  
« FAUX DÉPART »  
Le récit poignant de la faillite d'un jeune couple  
304 pages, 42,00 F

Docteur Henri SENA  
« NOUVELLES HISTOIRES JUDICIAIRES »  
Rencontre malheureuse de la femme et du désir  
152 pages, 21,50 F

Ethel DAVY  
« AMOUR DE COSMONAUTE »  
Une étudiante dans le Paris littéraire, artistique et politique  
160 pages, 25,00 F

Vincent GRASSI  
« AMOUR ET JUNGLE »  
La lutte héroïque d'un grand blessé pour sa survie... et pour l'amour  
224 pages, 32,10 F

Adrienne JUGLAS  
« LA JOLIVIE »  
Chroniques villageoises  
Un village du Périgord, au fil des années 1875-1900  
180 pages, 21,50 F

H. DUPUY-GANTEAUME  
« UN GRAIN DE CAFÉ »  
Chronique de l'immuable  
Un drame à travers la ramure monotone  
256 pages, 32,10 F

Kathy OBRECHT  
« VACANCES TOURMENTÉES »  
Le don de déchiffrer des catastrophes  
96 pages, 21,40 F

Jean-François DUTRETE  
« MÉTROPOLE »  
Voyage unique et poétique à travers les mondes obscurs  
96 pages, 21,40 F

Jean-Michel BRAUN  
« FANTAISIE EN SOL MINEUR »  
Trois femmes marquées par un destin implacable  
192 pages, 27,00 F

Claude ARCHIMBAUD  
« ZOULETTE ET LES BARBES NOIRES »  
L'éternel combat du bien contre le mal  
160 pages, 25,00 F

Daniel TEULADE  
« LES SENTIERS MAGIQUES »  
La dure réalité de la vie dans un bidonville  
128 pages, 23,00 F

THÉÂTRE

Jean-Marc LCO  
« LES OISEAUX »  
NOS FRÈRES « PORTE-PLUMES »  
160 pages, 25,00 F

## poètes du temps présent

Rodolphe ROLDAN-ROLDAN  
« LES CHÊNES, LES CHÊNES... »  
128 pages, 23,00 F

Mamadou LAMINE DIAWARA  
« LES ÉLUCUBRATIONS SAUVAGES »  
112 pages, 16,10 F

Danielle DIDSON  
« COUP DE POING DANS LA CARROSSERIE »  
56 pages, 16,10 F

Pierre SYLVESTRE  
« LES COULEURS DE LA VIE »  
32 pages, 16,10 F

Paule CSILLAG  
« CANTILÈNE POUR LES OUBLIETTES »  
suivi de « CLAIR-OBSCUR »  
96 pages, 19,30 F

Jean-Marc PASQUALETTI  
« LA BEAUTÉ DU VIDE »  
240 pages, 32,10 F

Suzanne MASMONTIEL  
« MOISSON DE POÈMES »  
104 pages, 19,30 F

Paul KUPELIAN  
« MIROIRS D'AILLEURS »  
Poèmes et chansons  
192 pages, 21,40 F

Daniel WUNDERLICH  
« PARADIS ORANGE »  
112 pages, 19,30 F

Edouard CATAFAGO  
« AU FIL DE L'INSPIRATION »  
160 pages, 26,00 F

Marie-Thérèse DELOR  
« UN CRI »  
96 pages, 19,30 F

Georges ANGÉLOTH  
« AU JARDIN BLEU »  
122 pages, 26,50 F

René HUGUET  
« LE SABLIER »  
180 pages, 26,50 F

Patrick AGARUTY  
« JE »  
96 pages, 19,30 F

Marie-Gervaise TUZET  
« TEMPS PERDU »  
96 pages, 19,30 F

LE THANH 'CHE  
« AU FIL DE L'EAU »  
160 pages, 21,40 F

## essais

Théodore-Camille PONTZEN  
« PATHOLOGIE DE LA PAIX »  
Une étude tendant à entrevoir des thérapeutiques nouvelles  
128 pages, 23,00 F

Abbé Pierre VILLETTE  
« LA SORCELLERIE ET SA RÉPRESSION DANS LE NORD DE LA FRANCE »  
A partir de procès inédits, une tentative d'explication de ce phénomène  
288 pages, 42,00 F

Guy BIGEARD  
« QUIBUS AUXILIIS OU L'HÉRITAGE DE ROME »  
Connaître le passé pour maîtriser le futur  
240 pages, 32,10 F

Jean BODIN  
« PIERRE ET CÉSAR »  
Les tentatives d'unité européenne pendant l'ère chrétienne  
160 pages, 26,00 F

René THOUVENOT  
Agréé de l'Université  
« PRÉCIS DE CARACTÉROLOGIE »  
Préface de Roger Marchielli  
Une somme, une synthèse et un instrument de travail  
254 pages, 32,10 F

Julien VIGNOLI  
« CONVERSATION AVEC TALLEYRAND »  
Une conception de l'Histoire directe et dynamique  
64 pages, 19,30 F

Jacques LEMAIRE  
« LE COU DU CHIEN PELÉ »  
Essai sur un nouveau régime de vie sociale  
224 pages, 30 F

Noël EMILE-LAURENT  
« HISTOIRE ÉTRANGE DE L'ART »  
Une réflexion sur l'évolution de l'Histoire de l'Art en France  
272 pages, 37,50 F

Emile NEMOZ  
« AU PIED DU CHÉNOUA »  
Témoignage sur l'Algérie  
Un Pied-Noir se souvient et accuse  
194 pages, 27,00 F

Etienne CANONNE  
« PAS DE MOLLESSE DANS LE DÉSERT »  
(Vu d'en bas)  
L'équipe africaine d'un aventurier moderne  
184 pages, 26 F

Yves COSNARD  
« MON ENFANCE CHEZ LES HOMMES NOIRS »  
Mémoires d'un Africain blanc  
224 pages, 30 F

Jacques FORESTIER  
« UN GOÛT EN ISRAËL »  
Un document précieux d'après une expérience vécue  
224 pages, 32,10 F

J.-C. SALEMI  
« PÉLERINAGE À JÉRUSALEM »  
Dans les pas de Jésus, en des lieux où souffle l'Esprit  
140 pages, 27,00 F

Walter FROELICH  
« CAP SUR ISRAËL »  
Une plongée au milieu du Temple de la Bible  
128 pages, 25,70 F

Emile DALLIERE  
« LA TOUR DE BABEL »  
Trois documents : la Tour de Babel, l'Arche de Noé, la Légende  
Pour une meilleure compréhension des Écritures  
224 pages, 26,00 F

Evelyn SEGARD  
« CONFESSIONS D'UN ANCIEN TÉMOIN DE JÉHOVAH »  
Un témoignage unique sur la vie interne de la secte  
222 pages, 32,10 F

Robert FUTE  
« CES ENFANTS PRIS EN OTAGES »  
La racket judiciaire  
Une dénonciation vigoureuse, à partir d'un cas exemplaire  
224 pages, 30 F

Robert HUBDOS  
« INTRODUCTION À UN HUMANISME SCIENTIFIQUE »  
Bien au-delà du Petit Livre Rouge...  
64 pages, 20,40 F

Elie TEYSSEDE  
« MES RÉVÉLATIONS »  
A la lumière de divines révélations  
176 pages, 30 F

Nicole DELYA  
« VOYANCES »  
Le vrai visage d'une vraie voyante  
128 pages, 21,40 F

Jean KECK  
« CAP PLEIN SUD POUR L'AVENTURE »  
L'amour de la mer et de la navigation à voile  
224 pages, 32,10 F

Paul PREAU  
« AU-DELÀ DU RACISME »  
Réflexion sur l'immigration et ses problèmes  
96 pages, 21,40 F

Michel RONDIER  
« B COMME BONHEUR »  
Les étapes successives de la route du bonheur  
48 pages, 17,20 F

Marthe JANDUN  
« LA REPASSEUSE »  
Réflexion teintée d'optimisme sur la philosophie  
96 pages, 21,40 F

3 BIS, QUAI AUX FLEURS • PARIS-4<sup>e</sup> • 325-85-44

Pour les libraires DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 7, rue des Carmes. — PARIS (5<sup>e</sup>). — Tél. : 033-75-95 ou aux C.R.D.L. HACHETTE

سكاك الامل





## ETRANGER

## REFLETS DU MONDE ENTIER

## VEČERNJE NOVOSTI

## Un tombeau pour le directeur

Le quotidien du soir de Belgrade VEČERNJE NOVOSTI raconte cette histoire :

« Dorjé Mitovitch était directeur d'une entreprise communale de Tchatchak, en Serbie centrale. Avant son départ à la retraite, le conseil ouvrier avait décidé de lui faire un cadeau. Mitovitch suggéra une pierre tombale. La suggestion fut acceptée à l'unanimité, et les ouvriers de l'entreprise s'attélèrent immédiatement à la tâche. Pendant la durée des travaux, Mitovitch passait de temps en temps au cimetière et leur apportait, selon la coutume, un peu de viande rôtie et des boissons. »

« Pourquoi avez-vous accepté un tel cadeau ? », a demandé un journaliste du VEČERNJE NOVOSTI à Mitovitch. « J'ai des enfants qui terminent leurs études. J'ai répondu celui-ci. « Je n'ai pas de problèmes financiers. Il n'y avait que cette pierre tombale qui me manquait. »

« Les mauvaises langues racontent maintenant en ville que nos directeurs ne cèdent leur fauteuil qu'en échange d'un cadeau précieux. Mais Mitovitch conserve son sang-froid. Les ouvriers, dit-il, ont fait des heures supplémentaires pour terminer les travaux le plus tôt possible. Ils les ont faites de leur plein gré. Ils ont voulu m'offrir un très beau monument. Moi, je n'avais besoin que d'un monument ordinaire. »

## AKTUELT

## La reine et le social-démocrate

« Est-ce que Kjeld Olesen, le jeune vice-président du parti social-démocrate danois, a réellement baisé la main de la reine d'Espagne ? », se demande le quotidien social-démocrate AKTUELT.

« Si nous nous référons à notre confrère jullandais le Jyllands-Posten, cet événement se serait produit à l'occasion du congrès de l'Union interparlementaire européenne à tenu récemment à Madrid. Et ce spectacle aurait été littéralement sublime ! Seulement... Kjeld n'est sûrement pas de cette façon, et nous le croyons volontiers. Certes, il n'aurait aucunement à rougir de ce geste galant : Sophie est une charmante fille, et puis elle s'est bien lavé la main droite depuis que Franco l'a touchée pour la dernière fois. »

« Mais voilà... Kjeld nous a dit : « Je ne pratique jamais la baise-main, car il n'est pas digne de regarder ou fonder des yeux la femme que l'on salue de cette manière. »

« Un pareil argument, avancé par un charmeur qui a l'air de ne rien ignorer des armes de la séduction, nous a semblé assez percutant, conclut Aktuel, pour que nous ne donnions pas cher des prétendues observations que nos collègues de province affirment avoir faites par le truchement de la télévision espagnole. »

## Shopping en Concorde

Les Anglais ont du pétrole, mais ils ont aussi des idées : « Néron aurait aimé cela ! », écrit l'INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE. Selon le quotidien américain, « les British Airways viennent, en effet, de proposer aux touristes américains un voyage de Noël « Shopping à Londres » pour 190 livres. Pour ce prix, les voyageurs auront droit à Concorde, aller et retour une nuit dans l'un des palaces londoniens les plus prestigieux (le Dorchester ou le Savoy)... et une valise vide. »

« Il ne restera plus qu'à persuader les douaniers américains de se montrer compréhensifs... »

## TO THE POINT

## Les éléphants finissent à Hongkong

Le renouveau de la mode de l'ivoire menace-t-il les éléphants ? C'est ce que pense le magazine de langue anglaise publié en Belgique TO THE POINT INTERNATIONAL. « La quantité d'ivoire africain qui transite par Hongkong a atteint de telles proportions que les spécialistes de la protection de la nature craignent que l'éléphant ne disparaisse d'Afrique centrale et orientale. »

« Plus de 500 000 kilos d'ivoire, en provenance du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie et du Zaïre, sont arrivés à Hongkong l'année dernière. Ce qui signifie que 20 000 éléphants au moins ont été tués. Pendant les six premiers mois de cette année, plus de 350 000 kilos d'ivoire sont arrivés chez les négociants de Hongkong — 30 % de plus que l'année dernière. Ce qui veut dire que 14 000 éléphants ont été abattus pour alimenter six mois du commerce de Hongkong. »

## LA STAMPA

## Dites-le en cimbre ou en ladin

Le centre de dialectologie de l'université de Padoue vient d'enquêter dans deux mille communes italiennes sur la diffusion des dialectes dans la péninsule. Il s'agissait à la fois de délimiter les zones habitées par les minorités ethniques et d'enregistrer sur bande magnétique les différents parlers italiens.

« Des sondages, indique LA STAMPA, ont révélé que la moitié des Italiens parlent le dialecte en famille. Un quart seulement parlent le pur italien ; le dernier quart alterne les deux registres. La langue nationale est utilisée surtout pour parler avec les enfants et les petits-enfants. »

Le dialecte, en général, est en régression. « Il décline en même temps que la culture qu'il exprime. » Mais il faut distinguer entre les formes dialectales de l'Italien et les langues véritables, telles que le franco-provençal, l'albanais, le grec, le cimbre, le celtique ou le ladin qui restent diffusés, quoique en régression, parmi les minorités ethniques.

## Lettre de San-Diego

## Une oasis entre les « marines » et le chômage



On est surpris par la douceur de l'air, la lumière si pure, du monde, disent les pionniers. Mais le désert s'est fait oasis de beauté, aux collines submergées de fleurs. Les palmiers, superbes, sont brochés dans la dentelle bien coupée des maisons entouées sous des toiles d'eucalyptus. Ici, semble-t-il, on vit dans le calme et la volupté. Et la brise appelle à la rêverie, sous les voiles des trois vaisseaux repeints pour le bicentenaire.

Un léger virage, et l'horizon change de mise en scène. On découvre alors, rangés, prêts à partir, immenses et menaçants, des croiseurs gris. A eux seuls, ils masquent la côte. Les soldats ont beau agiter les mains, débordant de courtoisie, on ne peut oublier que San-Diego est un port de guerre, à quelques kilomètres du Mexique.

C'est d'ici qu'est parti Lindbergh pour affronter l'Atlantique. Mais le nom même de San-Diego — fondé en 1769 par un prêtre espagnol — rappelle la plus vieille des vingt-et-une missions catholiques installées tout au long de la côte. Elle est, à côté, dans certains quartiers, l'originalité, avec les petites maisons basses, les patios aux tons roses et orange, et l'architecture espagnole.

Les bateaux de guerre emplissent le port, mais le littoral reste pur. A l'aube, la voile de brume est dû à la chaleur, non à la pollution. Les autoroutes et boulevards périphériques sont chargés, mais les embouteillages restent rares. Et l'on est à une heure de la forêt, de la montagne, ou du désert. Les collines ont rien du décor pompeux de Los Angeles ni du narcissisme de San-Francisco. C'est plutôt, au premier regard, un exotisme bon enfant. Dans les rues denses, vivantes, les résidents se promènent, une planche de surf à la main, et très souvent à bicyclette.

L'essor de San-Diego a longtemps dépendu des industries navales et aéronautiques. Mais, comme Seattle, dans l'Etat de Washington, la ville a été très touchée par la récession de ces deux secteurs vers les années 60. Depuis, elle a dû se reconstruire. Non sans succès : l'Imperial Valley est devenue l'une des premières régions d'agrumes du monde ; la flotte des thoniers est la plus importante du monde également.

Le tourisme, troisième source de revenus après la marine de guerre et le port, incite le maire à rendre cette ville accueillante. M. Pete Wilson, républicain, est populaire. Il faut dire qu'il s'est fait la réputation de vouloir éviter que la démographie ne galepe trop rapidement (sept cent quatre-vingt mille habitants actuellement). Et il est bien décidé à ne pas imiter les erreurs de Los Angeles.

Comment, en effet, ne pas désirer préserver une cité qui possède le parc Balboa, l'un des plus beaux du monde, dont l'aménagement remonte à l'exposition Pan Pacific, lors de l'ouverture du canal de Panama.

C'est la couronne de diamants de notre ville », disent les édiles. Vues du haut des collines, les vallées s'engouffrent dans une végétation semi-tropicale paradisiaque. Le climat est l'un des meilleurs du globe, comparable à celui du Pérou et de la Nouvelle-Zélande, et l'on trouve dans Palm-Canyon diverses variétés sauvages de palmiers. Depuis quelques mois, le parc a ouvert une réserve d'animaux sauvages en liberté, dans un environnement qui rappelle celui de l'Afrique. La contraception est à l'ordre du jour : vasectomies sur les lions mâles, pilule pour les tigresses et léopards femelles. Mais les bêtes captives, comme les humains, continuent de se reproduire trop rapidement.

San-Diego, la population compte 13 % de « chicanos » (d'origine mexicaine) et 6 % de Noirs. Mais elle est surtout composée de militaires à la retraite. Et après la fermeture des bases navales de l'est des Etats-Unis comme Norfolk et Baltimore, le grand port de l'ouest redevient ce qu'il était : un quartier général. Dans les basses marées, il y a cent treize bateaux de guerre. Plus de quatre-vingt-trois mille personnes travaillent pour la marine militaire ou commerciale. En même temps, vingt-cinq mille soldats retraités vivent

ici, y compris quatre-vingts amiraux. Mais ce qui frappe tout autant à San-Diego, c'est le dynamisme des l'enseignement. Ces deux mondes, ailleurs antagonistes — l'armée, l'université — coexistent apparemment sans problèmes. Il y a cinq universités et huit collèges. Et les employés qui dépendent du gouvernement suivent des cours aux côtés des militaires.

Dans cette région fondamentalement conservatrice, l'université exerce une pression constante, et collabore — avec l'armée — à la gestion de la ville. On réfléchit, on cherche : mieux, on prévoit des initiatives. En décembre 1974, San-Diego a été l'une des premières villes à interdire la cigarette dans de nombreux endroits publics : bibliothèques, hôpitaux, boutiques, théâtres, supermarchés.

Mais l'armée, c'est d'abord les jeunes engagés volontaires. Cantonnés en batterie dans des baraquements de bois blanchis entourés de barbelés, sur un macadam triste qui contraste avec la luminosité crue de l'océan, ils se rendent souvent à la ville. Les de milieux généralement pauvres, ils se sont enrôlés parfois avant la fin du lycée. Ils reçoivent ainsi la garantie d'une éducation peu coûteuse, et, par la suite, d'un emploi. Ils viennent surtout des petites villes du Sud — Alabama, Texas, Virginie — et se sentent perdus. Mais ici, c'est encore un endroit où l'on est fier d'être un « marine » : à l'entrée du camp de Pendleton, l'une des quatre bases qui entourent San-Diego, l'officier de garde espère nous avoir donné « bonne impression ». Au mur du local, trônent les photos des commandants du camp. Reconnaissables à leurs cheveux ras, de nombreux jeunes soldats déambulent dans les rues bordées de palmiers. Ils vont jouer au poker et finissent la nuit dans les bars. Ici, la drogue n'est plus un problème majeur. « Pour port de moins de 30 grammes de marijuana, on a une amende de 5 dollars », nous dit en riant M. Slory, un fonctionnaire municipal. Mais l'alcool reprend ses droits, avec la bière et le vin de Californie. Et le soldat ne procure donc pas que des joies.

De fait, si l'on sort de la base, les militaires changent de vêtement.

Tout le monde est en civil, même les policiers locaux, qui marquent une préférence pour les chemises hawaïennes multicolores. C'est aussi que l'uniforme ne fascine plus les jeunes filles. Lorsque l'armée installe un stand de propagande sur un campus, des jeunes qui ont quitté l'armée forment des pickets et distribuent des tracts qui racontent leur désenchantement.

L'armée fournit à la ville une main-d'œuvre considérable de « jeunes retraités » — à partir de cinquante ans — accueillis à bras ouverts dans les services et l'administration. L'un est un ancien « marine ». Dans son bureau somptueux qui domine l'aéroport et les bassins de radoub, il raconte à tout venant ses souvenirs de Saigon, du temps de l'Indochine française...

L'OMNIPRESENCE des militaires n'est pas sans conséquences sur l'emploi. Les salaires restent très bas par rapport au niveau national, plus bas même qu'à San-Francisco. L'ennemi, secrétaire dans l'administration du port, est deux fois moins payé qu'un homme. Comme tant d'autres, elle lit dans le journal local San Diego Union les offres d'emploi pour un « moonlight » — travail de nuit dans les hôtels, les restaurants et les bars. Un second travail, nocturne ou à mi-temps, est presque toujours nécessaire si l'on veut vivre confortablement. Ce n'est pas un problème pour les militaires pensionnés : « On trouve surtout des annonces comme celle-ci : « Etudiant ou militaire les bienvenus », et l'on comprend aussitôt », soupire Jennifer. De même, si les salaires féminins sont si faibles, c'est que les épouses de tous ces guerriers acceptent de travailler au moindre prix.

Quant au taux de chômage, c'est l'un des plus élevés des Etats-Unis. Il vient de passer de 11,2 à 11,8 %, la moyenne nationale étant de 8,9 %. L'une des raisons : l'armée encore, que l'on embauche en priorité. Or les travailleurs américains, mobiles par tradition, démangent plus souvent qu'autrement, et vers la Californie. La légende veut qu'on puisse y faire n'importe quel travail, et, au besoin, l'on trouve de l'embauche sur un chantier naval. Mais de nombreuses industries américaines de sous-traitance se sont fixées en

Californie mexicaine et tout au long de la frontière, où la main-d'œuvre coûte moins cher. La compagnie Van Housen, comme tant d'autres, fabrique des chomisés pour hommes. On coupe le tissu aux Etats-Unis pour l'envoyer ensuite au Mexique, dans l'une des villes frontalières. Là, les femmes, payées 40 cents l'heure (au lieu d'un minimum de 2 dollars 30 cents à San-Diego), cousent les chomisés. La compagnie, qui n'aura même pas de taxe à payer pour les livrer aux Etats-Unis — puisque le produit n'a pas été entièrement fabriqué au Mexique — les vendra très cher.

« A San-Diego, les conditions de travail sont dures », nous dit Masquel, soudeur chez Campbell. Et les syndicats sont peu puissants. Pourtant, de temps à autre, on donne des « wild cats », des « chats sauvages », autrement dit des grèves illégitimes. Elles sont surtout liées aux mauvaises conditions de travail sur les chantiers navals : bruit, danger, chaleur, produits toxiques ; mais aussi aux revendications politiques des militaires.

Mais, de l'avis général, il y a peu de tension raciale. La communauté noire, moins nombreuse il est vrai que dans d'autres endroits des Etats-Unis, s'intègre plus facilement. Les mariages entre Blancs et gens de couleur sont acceptés, même dans des familles « réactionnaires ». Et les réfugiés vietnamiens qui ont décidé de rester sur place, après avoir été hébergés au camp Pendleton, sont bien accueillis. Rares sont, en tout cas, les habitants de San-Diego qui ne parlent pas avec chaleur de leur « voisin vietnamien ».

PARFOIS, cependant, le conservatisme remonte à la surface. Il y a deux ans, le gouvernement fédéral a construit une prison ultra-moderne en plein centre de la ville. Il n'y a pas de barreaux, et les détenus se retrouvent, durant les heures de loisir, devant un poste de télévision en couleurs. Eldridge Cleaver y séjourna récemment. C'est à présent le tour de Patty Hearst. Des manifestations se sont déroulées devant cette prison modèle, non pour la libération des détenus, mais parce que l'établissement était jugé d'un luxe « scandaleux ».

CLAUDINE SERRE.

## AUTOBIOGRAPHIES AFRICAINES ET « MONDE DES BLANCS »

## Le plançon et la puéricultrice

LES Nouvelles Editions africaines, dont le siège est à Dakar, lancent une nouvelle collection dénommée « Vies africaines » (1). Dont les deux premiers volumes sont parus. L'un, écrit par Seydou Traore, est intitulé « L'existence en attendant les patrons européens qui souffraient des rigueurs du climat soudanais, a été successivement sergent, maître d'hôtel, puis plançon. Ses « vingt-cinq ans d'escapade » ne lui ont laissé aucune amertume, aucune rancoeur. »

grossièrement colorée de vermillon, toujours caricaturée de façon implacable, mais sans méchanceté. « Boy panika » à huit ans, Seydou Traore, qui débuta dans les « souvenirs », a pour ses enfants profitant de son expérience, car mon intention initiale était de rédiger un texte destiné à leur être lu par mes soins, et non pas de publier un livre. Elle précise : « Ces propos étaient exclusivement destinés à mes proches, mais j'ai accepté de les publier sur la suggestion d'une amie. Après ce récit de mes débuts dans l'existence, je prépare un livre sur ma vie familiale et professionnelle... »

La petite fille de condition modeste, devenue puéricultrice, est représentative d'une certaine bourgeoisie africaine. Elle ne cède pourtant pas à la tentation facile de l'élitisme et elle entend faire profiter de sa propre expérience tous ceux qui reçoivent l'éducation musulmane qu'elle a elle-même reçue. « Je raconte, dit-elle, des choses dont l'ignorance a beaucoup limité ma liberté personnelle... »

Ni Seydou Traore ni Nafissatou Diallo n'évoquent les questions politiques. Pour le plançon, « la politique, c'est pour les gens instruits ». Quant à la puéricultrice, elle explique : « Pendant la période que je décris, la politique restait le monopole des parents. Je ne parle que de mon enfance. Plus tard, il sera question de cela... » La mise en parallèle, un peu arbitraire certes, mais néanmoins révélatrice, des deux ouvrages, montre que Nafissatou Diallo est moins sur le plan familial que le volubile Seydou Traore — qui ne parle jamais de ses proches, — l'aliénation politique et culturelle de ce dernier est beaucoup plus accentuée. En effet, alors que la puéricultrice ne parle que de ses compatriotes, la vie du plançon reste très étroitement liée à celle de ses interlocuteurs — et patrons — européens.

PHILIPPE DECAENE  
(1) B. P. 260, Dakar, Sénégal.  
(2) 140 pages, 15,80 francs.  
(3) 122 pages, 15,80 francs.

صبراً من الامل



## RADIO-TELEVISION

APRÈS-MIDI DE TF 1

Des documentaires qui mettent en jeu l'histoire et le quotidien

## LES SIGNES DE PISTE DE GÉRARD GUILLAUME EN ARIÈGE

En deux émissions qui ne sont ni du reportage ni de la reconstitution, Gérard Guillaume et Jeanne Labruno évoquent une révolte du siècle passé, la Guerre des Demoiselles ; ils questionnent la mémoire des Ariégeois d'aujourd'hui ; ils parlent d'aujourd'hui.

Ce sont d'abord quelques mots, la Guerre des Demoiselles, et cela invite au romanesque, à une histoire traversée par l'écriture, comme on dépasse les mots et les rivalités lorsque l'on évoque la guerre des Deux Roses. Mais les Demoiselles, on ne sait plus très bien au fait — il y a une grève de ce nom dans l'Hérault, elle a servi de refuge aux carmélites — les Demoiselles dont il s'agit étaient de pays d'oc et portaient effectivement chemise, de longues chemises de tannin ; c'étaient des paysannes, et sous ces habits de transgression, avec des masques et des chapeaux, ils narquaient les forces de l'ordre, la loi ; l'ordonne se situe dans l'Ariège, 1820-1870.

De l'histoire de cette résistance, d'une minorité campée sur sa montagne, ses forêts, ses vallées, Gérard Guillaume et Jeanne Labruno, guidée par une thèse de François Baby (« La guerre des Demoiselles. Un exemple de folklore engagé »), ont voulu chercher les traces chez les hommes et les femmes d'aujourd'hui, dans le Couserans ; cependant telles sont les conditions de la télévision que l'on ne peut envisager un travail d'analyse spectrale — ethnographique par exemple — ou une reconstitution hollywoodienne ; faut-il le regretter ?

Ne désirant relater ni Méditerranée ni les Camille, les auteurs de la Guerre des Demoiselles ont adopté un style composé : enquête au passé, enquête au présent, regard sur l'enquête, et, enfin, le principal : le collectif, à la fois fête et sociodrame, car l'événement — la guerre des Demoiselles — était sorti de la conscience des Ariégeois ; il fallait la saisir au-delà, dans leur tête, dans leur vécu, dans leur culture.

Il y a, même si les chemins empruntés ne sont pas identiques, des points communs entre cette expérience et le travail d'Ariane Mnouchkine et les siens (1978, 1979), peut-être des conceptions proches sur l'homme porteur de son histoire. Et le succès remporté par les projections des deux épisodes de la Guerre des Demoiselles, dans l'Ariège même où ils furent tournés (le Monde daté 10-11 octobre) indique, au-delà des préjugés que l'on a sur le « libéralisme » d'un émission par le grand public — car ici le réel et sa fiction s'interpénètrent sans panneaux de signalisation, — qu'il existe des zones où le didactisme emprunte les voies du plaisir.

« La question, dit Gérard Guillaume, était de savoir comment faire réinvestir leur propre culture par les personnes que nous filmions, et les traditions, surtout quand elles sont oubliées. L'idée du jeu, c'était l'idée que les gens se détermineraient en fonction d'un jeu qu'on leur proposait, mais sur une thématique qui leur appartenait en propre.

— Ainsi vous faites appel à un sociodrame, dont vous donnez le spectacle.

— Je pars de la thèse qu'il existe un fonds culturel collectif, inconscient. Et même si les gens ont oublié l'histoire, qu'ont-ils oublié ? L'étiquette mise sur les choses par les spécialistes. En revanche, ce qu'ils n'ont pas effacé, parce que cela appartient à leur quotidien, ce sont les attitudes ; ils en savent long sur la montagne et son mystère, toute une mythologie, réelle, concrète et magique. Au siècle dernier il y avait certainement plus qu'aujourd'hui la proximité d'un folklore vivant, qui empruntait les défilés du carnaval, le carnaval revêche des paysans, et la guerre des Demoiselles, c'était le carnaval toutes les nuits. Le déguisement permet la confluence ; là, on se reconnaît sous les masques, et on rejette physiquement l'étranger ; lui, il n'est pas déguisé, ou alors en soldat, en uniforme.

— Aujourd'hui encore, dans les hautes vallées de l'Ariège on peut observer des phénomènes qui s'apparentent à de la xénophobie : l'étranger n'a pas le droit de pénétrer certains mystères. La défense des bois, du droit de passage, la défense contre les riches, s'organisaient contre des gens qui d'autre part venaient d'ailleurs. Il s'agit du monde auquel les autres n'ont pas droit, et même nous, qui sommes devenus d'une certaine manière des familiers, des tas de choses nous sont interdites. Ainsi la vie réelle de la montagne, pas question d'y être associé sérieusement ; on peut suivre une chasse à l'égard, mais savoir ce qui se produit en fait là-haut — les tensions, la jalousie, la frontière, on en a parfois des récits, — ce qui nous est livré ne dépasse pas l'anecdote.

— Donc, il s'agit de refuser plutôt que d'oublier.

— Certains faits, certaines idées qui sont difficilement livrables dans le dispositif de l'interview, sont rendus accessibles par la thématique du jeu. Les gens investissent quelque chose qui est au plus profond d'eux-mêmes, ils le cacheraient peut-être dans la parole, car ils ne parviendraient pas à la faire égarer. Il y a alors des histoires qui leur parlent, des histoires de bûche, ils se livrent au-delà des mots ; on a posé une règle, c'est de raconter au présent : « Les Demoiselles sont venues cette nuit », par exemple, et partant de là, le bûcheron qui jouait devant la caméra, je ne sais pas s'il a inventé ou

« il a fait surgir de sa mémoire le récit en réponse, mais c'est venu, comme du fantastique.

— Dans ce jeu-là, d'ailleurs, certains n'ont pas eu vraiment à inventer leur rôle.

— Le facteur Pons, c'est Marcu, il est ainsi dans la vie, celui qui porte la nouvelle, pas seulement la lettre. D'un village à l'autre, les gens ne s'écrivent pas ; au temps de la guerre des Demoiselles, il y avait sûrement des personnes comme lui, qui tout le monde connaît, ce n'est pas l'aura d'un homme politique, mais quelque chose qui on a confiance, et qui transmettait la bonne et la mauvaise nouvelle, la révolte d'une vallée à l'autre.

— L'émission s'est constituée, comme beaucoup de documentaires de création, à partir d'un scénario, on ignore trop souvent. Mais là, au lieu de réclamer la reproduction du naturel, vous avez demandé aux protagonistes d'avoir des comportements non quotidiens. Il semble que ce soit une préoccupation assez nouvelle à la télévision.

— L'idée me trotte dans la tête depuis que, à dix-huit ans, j'étais monteur de colonies de vacances, j'ai éprouvé la séduction qu'exercent les grands jeux offerts aux gosses. Je me souviens du jeu de Zorro : un personnage inconnu jetait des défis à la collectivité, ça pouvait durer un mois. A travers les défis, il s'agissait d'identifier Zorro : la réalité des gosses, manifestement, passait par là.

— Ce que j'ai recherché, c'est la participation des gens. Non à une fiction, mais à une problématique dont ils se saisissent parce qu'elle correspond à quelque chose de réel ; ils peuvent la commenter ou bien la mythifier. La « lecture » du rapport qu'ils établissent entre le thème et le théâtre qu'ils s'en font est, à mon avis, plus intéressante que la représentation « réaliste » des choses. La vision « réaliste » conduit à reconstruire une vérité, mais comment ne pas se demander si — une « vérité » est toujours — la « vérité. Quoi qu'on montre, il s'agit de spectacle, de lumière ; il s'agit d'un éclairage. On peut faire croire que c'est la vérité, mais on n'en est pas dupe. Le problème consiste en fait à amener une véritable réflexion. Quand Stille Lorenz fait pleurer sur Jacques Le Croquant ou sur les Rosenberg, c'est une forme de spectacle, mais je ne la crois pas satisfaisante ; pleurer devant la poésie, c'est se débarrasser de quelque chose. Tandis que le jeu — celle Brecht — aide à appréhender la réalité à travers le plaisir conscient du spectacle.

Propos recueillis par MARTIN EVEN.

★ Dimanche 7 et lundi 8 novembre, TF 1, 22 h.

## Les aventures de José Berzosa à Saint-Amour

L'élection d'une miss dans une petite ville du Jura fournit à José Berzosa le prétexte d'un grand jeu de société. Jamais méprisant, le regard du réalisateur de Rouge, Grèce, Rouge, et d'Espagne, qui ne refuse jamais les décrets du surréalisme, dévoile les mécanismes d'un rêve stéréotypé et d'autres désirs, réels.

« LES DEMOISELLES DE SAINT-AMOUR. » Un titre un peu désuet qui évoque — quoi d'autre ? — Les questions d'enfants de la bourgeoisie, la vie dévote de catholiques aux chapeaux noirs ? Nous en sommes loin. Dans le Jura, José Berzosa raconte l'élection de la plus belle fille, de la « Miss ». Avec humour, il pénètre dans la vie de cette petite ville, avec sa mairie, son café, son orchestre, il se glisse dans les conversations, les fêtes, les commémorations. L'événement se prépare, c'est à une aventure collective que Berzosa traite le spectateur.

« Comment est née l'idée de filmer Saint-Amour ?

— J'avais un projet de série appelé le Miroir aux alouettes où je voulais montrer les moyens qu'utilise notre société pour distraire les jeunes par des solutions individuelles, dit José Berzosa. Il s'agissait de démontrer le mécanisme par lequel on fait croire que chacun peut devenir un grand boxeur ou une vedette de la chanson. Les statistiques sont écrasantes ! L'idée n'ayant pas été retenue, Denis Chegaray et Pascal Breugnot m'ont demandé de faire ce film sur l'élection de Miss Jura pour leur série L'Épave des faits. Je suis parti pour Saint-Amour où Denis Chegaray m'a servi d'interprète (au bon sens du mot) lui qui connaissait la région. Ensuite, Jean-Pierre Guicelli et moi avons écrit le scénario. Et voilà.

Dans le café, un café comme beaucoup d'autres, avec son comptoir, son baby-foot, on voit une vieille dame entrer et raconter son histoire. Personne ne s'émotionne, ne l'écoute vraiment non plus.

« Comment l'avez-vous rencontrée ?

— Un événement m'a poussé à tourner cette scène. Nous étions dans le café quand une vieille dame — pas celle du film, une autre — est arrivée avec un sac et un bouquet de lilas. Elle a dit : « Y a pas quelqu'un qui

m'emmène au cimetière ? » J'ai trouvé cela tellement poétique, ou, la vieillesse, la mort, mes angoisses et l'humour, ma défense.

Le cabaretier, un caractère truculent. Pourtant, ce personnage observe avec réserve l'animation créée autour de ses filles. Elles n'ont pas besoin d'être belles pour être femmes, dit-il en substance.

« Est-ce vous qui parlez ?

— C'est sûrement un des personnages-clés. On a monté ensemble un canular. Il lit un passage attribué à Mauriac qui dénonce l'imposition de normes esthétiques par les classes dirigeantes et cela dans un langage emphatique. Le texte finit sur la phrase : « Mais revenons aux beautés du cœur... » Là, vraiment, je me suis amusé.

« L'autre personnage-clé est l'organisateur du concours. Elle est sans doute de bonne foi, mais elle utilise un vocabulaire mégalomane qui est pour moi assez dangereux. J'ai d'ailleurs montré la puissance évocatrice de ces mots en les faisant passer en arrière-plan quand les filles attendent le verdict du jury. Elles sont muettes, tendues, prêtes à croire que le jugement rendu influencera le reste de leur vie : « Être les ambassadrices de la France, voyages, haute culture, président de la République... » Au départ, je ne voulais même pas filmer la décision du jury, le couronnement de Miss Jura. Cela me paraissait anecdotique. Ce qui me déplaît, c'est pas tant l'exploitation de ces filles, qui est bien minime ici, que le pouvoir magique, déclenché d'images de ces mots. Ils font rêver à une vie de privilèges, libre de contraintes, fabuleuse, quoi ! Quand on fait croire que ces rêves-là sont la réalité, c'est de l'aliénation.

« Ce film, peut-on le considérer comme différent de ceux que vous avez faits ?

— Je ne sais pas. Je vieillie sans doute, mais c'est un des rares films où je n'ai pas cherché la privauté pour cacher ma pudeur. La tendresse pour les vieux, pour le chef d'orchestre... Je ne me suis pas senti honteux de parler de ces choses.

« J'ai toujours pris la vie à rebrousse-poil. Depuis mon enfance je suis révolté, je suis contre tout. J'ai une attitude très critique qui m'empêche de me laisser aller. Aussi, il m'est rarement

arrivé de travailler en accord avec ceux que je mets en scène. A Saint-Amour, au contraire, je me suis senti complice, j'avais confiance dans le regard que je portais sur les autres. Le fait de vieillir doit contribuer à ce changement, peut-être, simplement, parce qu'on a de plus en plus besoin d'indulgence pour soi-même. Cette tolérance me vient aussi d'une intransigence qui grandit, qui mûrit ailleurs.

« Si on veut mettre en question une idéologie et qu'on a choisi le réel, il faut bien l'incarner. Le fascisme a une gueule ; il faut attaquer ce qui doit être sans être réel. Les gens, même ceux qui participent à ce qu'on veut démontrer, ils représentent quelque chose de néfaste, mais ils ne sont pas forcément coupables. Les circonstances ont un poids énorme. Le manichéisme est dangereux ; il n'y a pas d'un côté les bons et de l'autre les méchants. La complexité de la vie se charge d'ailleurs de ridiculiser cette vision simple des choses. Cependant, attention, quand il y a des choix à faire, il faut les faire.

Propos recueillis par LAURE DEBREUIL.

★ Mercredi 3 novembre, TF 1, 22 heures.

## Témoignage

## Parler de France-Culture

FRANCE-CULTURE : une radio, presque une école, une série de cours. Géo, sciences, histoire, musique, tout y passe. Un échantillon complet de toutes les disciplines. Une richesse incroyable. C'est le joyau de Radio-France, un diamant finement ciselé.

France-Culture ne peut bien sûr assurer aux Français une culture générale, mais au début de culture générale, ce qui est déjà considérable. Et surtout lui donner le goût de savoir et du savoir. Reste à l'appliquer d'applaudir tel ou tel sujet dans lequel il veut se spécialiser, par la lecture. (Car rien ne remplace la lecture !)

L'instruction par l'audio-visuel, je n'y crois pas, et jamais ne pourrai y croire. L'ombre la plus mortelle est la télévision. Une ombre de la culture, et même parfois une ombre contre la culture, la vraie culture. Parce que la culture forme des esprits critiques, et les esprits critiques les mouvements de pensée ; et de là, il n'y a qu'un pas jusqu'aux révolutions. Et de nos jours, où les frontières s'effacent, où chaque État est lié intimement à l'autre, les révolutions se muent en ces conflits ; je nommerai guerre. Donc la télévision s'agit-elle de faire entrer le peuple dans une pseudo-culture ? Ou même dans une absence totale de culture ? Je ne pose la question.

Ne peut-on s'étonner du fait qu'aucune publicité n'est faite pour France-Culture ? Evident ! Et évident !

Huit cent mille auditeurs fidèles, pour un auditoire possible de 30 millions d'habitants. Si j'ai bien calculé, cela nous donne du 1,6 % positif, et donc du 98,4 % négatif. Ce dernier chiffre est plus explicite. Quelle perte !

Je ne vous tracerais pas la grille de France-Culture, vous l'avez, et pourriez donc vous-mêmes la parcourir de A à Z.

Le l'écoute très, très souvent ; mais pas par « hasard ». Je n'apprends pas sur la touche F.C. comme on frappe le bouton TF 1. Le mercredi, jour de réception de mon hebdomadaire, je sélectionne, crayon en main, les émissions à ne pas manquer, ou qui me plairont davantage, ou qui peuvent m'ouvrir à d'autres univers.

Je n'écoute pas France-Culture : je prends rendez-vous. Comme chez le dentiste. Et France-Culture ne faillit jamais à sa mission, c'est un coquelicot sûr. Ce n'est pas un trompe-l'œil, c'est un instructeur, un professeur complet, aimable, présent et même proche. En un mot, c'est un être vivant, et ce ne sont pas des fleurs mortuaires que je lui offre aujourd'hui, mais bien un bouquet d'immortalité, car il se doit de l'être.

Que dire d'autre, toujours en voulant viser à l'essentiel ?

Comme tout être vivant, France-Culture a ses défauts. Mais comme je ne suis pas à l'origine de ces défauts, je ne suis pas en mesure de les corriger, et de sa voie, comme je ne suis pas en mesure de les corriger, je me garde

quelque chose a changé dans la vie des familles. Une réforme est intervenue, elle est fondamentale, elle n'émane pas du gouvernement et elle n'est pas d'ordre social. Mais on peut bien dire que c'est une mesure qui relève du salut public : « la Une est à vous », Niveau des week-ends, passion des enfants qui avalaient ça comme du mauvais chocolat, sans pouvoir s'en empêcher et à s'en rendre malade — « la Une est à vous », c'est fini. Désormais, les samedis après-midi s'appellent désormais, bonnement, « Restez donc avec nous le samedi ».

Le titre est suivi de la mention « en compagnie de Pierre Bonte et Denise Fabre ». Mais ils ne sont ni les héros ni les auteurs de ces nouvelles programmes. Ce ne sont, en fait, que des invités privilégiés, des télespectateurs dont la particularité est qu'on les regarde regarder. D'autre part, ils « animent », de même qu'à des visiteurs de marque, il est laissé le soin d'animer une soirée.

A l'origine, Pierre Bonte, après « Le petit rapporteur », avait présenté un projet d'émission mensuelle sur la France, projet que la direction de TF 1 lui avait demandé d'adapter au samedi après-midi. Il avait alors proposé un grand magazine, qui aurait été une promenade à travers le pays, à la rencontre des gens et des choses. « C'était ma France », dit Pierre Bonte, celle que j'aime, après vingt ans de pérégrinations. Son émission du dimanche matin, sur Europe 1, « Le bonheur est dans le pré », ressemble un peu, dit-il, à ce qu'il aurait voulu faire à la télévision : ça lui plaît, il est chez lui.

De son idée, on a gardé treize minutes : « Ma vie est un roman ». En écoutant Maurice Brajou, l'instituteur en retraite qui racontait à ses dières, à Paris, son enfance de berger jorézien, Pierre Bonte avait pensé à ses enfants du samedi après-midi. Son émission ne s'adresse pas uniquement à eux, mais il s'est appuyé sur cette passion qu'ont les enfants pour les histoires de leurs grands-parents. « Maintenant, remarque-t-il, ils sont moins en contact qu'autrefois avec cette génération. Ce seront des témoins d'une époque proche encore, mais aussi tellement lointaine. »

Pierre Bonte fait donc ses débuts de présentateur et avec Denise Fabre, ils mettront leur double notoriété au service d'un programme assuré par TF 1, essentiellement par l'intermédiaire des jeux. Quatre interventions leur sont aménagées (entre les « séries ») pour proposer aux télespectateurs des témoignages d'une époque proche et réagissent sur ce qu'ils viennent de voir. Ils n'ont aucune influence sur le déroulement de l'après-midi mais cette présence en direct donne le ton (le « bon ton ») de ces nouveaux samedis : détendu, familial, familial.

D'autres avaient des idées pour le samedi après-midi ou

bien alors le mercredi. C'était le C.N.D.P. (Centre national de documentation pédagogique), la télévision scolaire, cette télévision que l'on s'imagine à tort rébarbative par nature. Finalement (le Monde du 15 octobre), le C.N.D.P. a acheté le temps d'antenne du jeudi après-midi et groupé dans ce créneau des émissions auparavant éparpillées sur toute la semaine, en fonction des tranches d'âge. Pour l'équipe responsable des Vingt-quatre heures (Annette Bon et Jacques Casanova), il s'agit de « montrer l'école aux parents, au grand public, parce que la question éducative est une question nationale ». Donc, sans oublier sa mission strictement pédagogique (être un outil de travail pour toutes les classes), ces émissions entendent répondre à une demande qui s'exprime, souvent par écrit. C'est, par exemple, l'intérêt de l'ingénieur pour l'enseignement des mathématiques.

La télévision scolaire qui souffrait d'une mauvaise image de marque a donc la possibilité de sortir de son isolement, en essayant de ne pas être « un ghetto de l'école à la télévision ». Pour les responsables, TF 1 représente l'« Nslantanté du message, la gratuité de la couverture du territoire ». Alors qu'avec les tranches horaires ils avaient « perdu la qualité des relations émetteur-récepteur qui permet le direct », ils retrouvent l'opportunité de « jouer davantage le principe de la communication, d'actualiser les documents enregistrés, de faire des suggestions d'exploitation immédiates ».

Faire comprendre, bien plus qu'enseigner, être pour les enseignants un miroir, pour le grand public une fenêtre sur la vie scolaire, et pour tous un écran pour des images de la vie et de la société, la télévision scolaire, c'est de la télévision tout court, qui vient s'installer avec armes et bagages dans les grilles de programmes. TF 1 vend un emplacement et retire le bénéfice de la réflexion que des groupes constitués comme le C.N.D.P. ont mené sur les médias. Qu'est-ce que cela donnerait la télévision éducative le samedi après-midi ? « Il faut avoir conscience du phénomène du week-end qui concerne une certaine classe, dit-on au C.N.D.P. Il faut occuper des enfants qui restent. Cela ne se pose plus en termes de documents pédagogiques destinés à être exploités en groupe. Il s'agit de faire un après-midi distrayant conçu pour une réception de type individuel ou familial, en présentant — entre autres — des éléments d'appréhension du monde extérieur. Il y a des pistes à mettre en lumière : retrouver des connaissances scientifiques à partir du bricolage ; partir de l'intérêt des jeunes pour la moto. En fait, nous considérons que pour concevoir une télévision, il faut partir des prolongements qu'elle suscite. »

CLAIRE DEVARREUX.

★ Restez donc avec nous le samedi, de 15 h. 35 à 18 heures. Les vingt-quatre heures, de 14 heures à 18 heures.

FRANÇOIS LOURGANT.

## RADIO-TELEVISION

### Les informations sur France-Inter

#### ENTENDRE LE RIRE DU PRÉSIDENT FORD

C'est un évènement pour vivre, comment et avec qui il prend d'ordinaire ses repas, son emploi du temps et ses principales activités, l'origine de sa vocation et comment il est devenu responsable d'un diocèse... Toutes ces questions faisaient le sujet d'un récent magazine de France-Inter : le *Médier d'évêque*, réalisé à l'occasion de la conférence épiscopale. Au-delà de la fonction, des déclarations officielles publiques de l'homme d'Eglise, il y a aussi l'homme de tous les jours. Et, même si le mot sonne curieusement, c'est vrai qu'il s'agit d'un « médier ». A la fois reportage et interview, cette émission allait, comme on dit, « plus loin » (en une demi-heure on peut dire beaucoup). Ainsi, chaque jour, à 19 h. 20, France-Inter diffuse, après le bulletin d'informations, un long magazine.

Il y a bien sûr, le lundi, les Dix questions, dix réponses : tribune offerte à une personnalité en fonction de l'actualité. Il y a les *Histoires extraordinaires* le jeudi. Et puis, les autres jours, on traite de sujets rattachés, eux aussi, à l'actualité : reportages sur l'île de la Réunion, sur les problèmes des huttes ; dossiers sur l'UNESCO, etc.

On prépare une émission sur la Comédie-Française, sur Molière — un Molière vu par les autres. Une équipe a suivi chez l'habitant les grandes manœuvres de l'armée. On a décrit, interrogé les détenus en permission. On ira voir les maternités de l'an 2000 et on comparera les expériences de médecine collective.

La responsabilité de ces magazines quotidiens a récemment été confiée à Bernard Segura : des moyens accrus sont offerts au réalisateur de chacune de ces émissions. Prévue à l'avance, ces émissions demandent en moyenne une semaine de préparation. On procède, dans le souci de « faire du son » à un long travail de montage, car, selon M. Perrier, directeur des Informations de France-Inter, la radio, au jour le jour, doit être complétée, approfondie. France-Inter se doit d'être « un instrument qui donne des images ».

« Tout se passe le matin, à la radio, dit M. Perrier. Les gens sont alors dispos, disponibles, réceptifs. A la fin de la journée, ils regardent la télévision. Cependant, il y a un auditoire le soir, un auditoire à garder, ou à gagner, avant et après les émissions télévisées. Voilà pourquoi nous restons attachés au long journal de 19 heures. Voilà également la raison du nouveau journal de fin de soirée : 22 heures, c'est peut-être encore un peu tôt, ce serait mieux à 23 heures ; mais l'idée est bonne. En quinze minutes, Jacques Chabot présente un résumé des bulletins diffusés au cours de la journée et,

grâce aux dernières informations disponibles, il donne une idée de ce que sera l'actualité du lendemain. Cette synthèse, même, constitue déjà une sorte de réflexion : l'auditeur moyen ne relient pas plus de quatre à cinq nouvelles par jour, il s'agit donc de définir ces quatre ou cinq sujets, de les développer. Le reste doit être abrégé. » Et la croix cette méthode valable pour l'ensemble des informations, il ne faut pas craindre les « ratages », il n'est plus question d'envoyer des journalistes systématiquement partout. A vouloir tout les « couvrir », on banalise les événements ; on ne respecte pas leur importance relative si on les traite dans le même temps.

« Nous ne nous battons pas sur le même terrain, ni avec les mêmes armes que les radios périphériques. France-Inter peut se permettre de sacrifier un peu la rapidité de l'information à la rapidité de la réflexion. La surinformation est une sorte de pollution. Pour donner un exemple : parler du conflit au Liban matin, midi et soir, c'est risquer de perdre la crédibilité. Il ne semble pas préférable de s'aborder le sujet que deux ou trois fois par semaine, mais de façon plus approfondie, plus détaillée. Faire de la radio, ce n'est pas se réfugier derrière une dépêche d'agence, ni citer un journal.

« La télévision a tué, et pour longtemps, hélas ! le goût du grand reportage radiophonique. Trop souvent, le journaliste de radio est devenu un éditeur. Dès lors, on n'entend plus que trois sortes de sons : la voix de ses chroniqueurs, qui font un discours sur l'événement, la voix de l'homme politique, celle du syndicaliste ou de l'assassin qui parlent devant un micro qu'on leur a tendu et puis, entre tout cela, des enchaînements. On oublie trop d'introduire les bruits de l'extérieur, ces sons souvent plus étonnants, plus forts même que des images. Enregistrer à la radio l'éclat de rire du président Ford débarquant au Vietnam est beaucoup plus frappant que filmé à la télévision. Certains silences parlent, contribuent aussi à la description. Car il s'agit bien avant tout de décrire, d'apporter un dossier qui soit le résultat d'une enquête personnelle, d'un véritable travail d'écriture radiophonique.

« La formule du débat est bonne : l'émission de Jean-Pierre Elkabbach la prouve — puisqu'il réussit chaque jour à élever la discussion grâce à la présence d'invités de marque. Ce modèle ne peut cependant pas être uniformisé. La confrontation avec les spécialistes n'est riche que si elle vient après un véritable reportage. »

MATHILDE LA BARDONNIE.

### CORRESPONDANCE

#### Cette « affaire » qui n'en finit pas

Jean A. Chénasse, réalisateur de *Dreyfus ou l'intolérable vérité*, nous envoie une mise au point après les « prévisions » de la direction de FR 3 que nous avons publiées dans le Monde daté 17-18 octobre :

1) Il est exact que j'avais écrit, le 26 février 1976, à FR 3 pour demander que mon film *Dreyfus ou l'intolérable vérité* soit acheté par cette chaîne, de façon à alder mon ami producteur Jacques Charrier, qui se débattait dans de graves difficultés financières. Mais cette lettre indiquait nettement qu'il s'agissait soit de la version cinématographique du film, soit d'un montage spécial pour la TV, un peu plus long que la version cinématographique.

2) FR 3 a profité de cette situation pour exiger quarante-sept minutes de coupes, qui ont été effectuées sans mon accord et en dehors de moi, et qui dénaturaient complètement mon propos.

3) Je n'ai pas protesté au moment où le producteur (propriétaire du film) a signé le contrat avec FR 3, car on nous avait promis que la diffusion de ces extraits serait suivie d'un débat.

4) Je n'ai jamais livré aucune copie de *Dreyfus* à la cinémathèque de FR 3. Préférer cela relève soit de l'erreur soit du mensonge.

5) Devant un tel étalage de mauvaise foi, j'ai décidé de remettre le dossier de cette pénible affaire à mes avocats afin de demander à la justice réparation du très grave préjudice professionnel et moral que je viens de subir.

[Comme l'indique Jean A. Chénasse, il appartient désormais aux tribunaux de trancher dans cette polémique interminable.]

ABRÉVIATIONS  
Dans ce supplément radio-télévision, les sigles (s) renvoient à la rubrique Écouter, voir, ou aux articles de première page de l'édition. (s) indique des émissions sortant de l'ordinaire. (N) les programmes en noir et blanc diffusés sur les chaînes en couleurs. (K) les rediffusions. (R) les émissions de TF1 relayées en couleurs sur FR 3.

FRANCE-INTER : (Informations routes les heures) : 5 h. La main à la pâte ; 7 h. Gérard Sire ; 9 h. 10. Le magazine de Pierre Bouteiller ; 10 h. Six à malices (samedi) : Questions

pour un samedi) : 11 h. Anne Gaillard ; 12 h. Résonnances ; 13 h. Journal de Jean-Pierre Elkabbach ; 14 h. Le temps de vivre (samedi) ; dimanche : L'oreille en coin ; 16 h. L'heure de musique classique ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Bananas ; 19 h.

Journal ; 20 h. 10. Marche ou rêve (samedi) : La tribune de l'histoire ; dimanche : Le masque et la plume ; 22 h. 10. Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult.) ;

6 h. 30 (cult. et mus.) ; 8 h. 30 (cult. et mus.) ; 9 h. 30 (cult. et mus.) ; 10 h. 30 (cult. et mus.) ; 11 h. 30 (cult. et mus.) ; 12 h. 30 (cult. et mus.) ; 13 h. 30 (cult. et mus.) ; 14 h. 30 (cult. et mus.) ; 15 h. 30 (cult. et mus.) ; 16 h. 30 (cult. et mus.) ; 17 h. 30 (cult. et mus.) ; 18 h. 30 (cult. et mus.) ; 19 h. 30 (cult. et mus.) ; 20 h. 30 (cult. et mus.) ; 21 h. 30 (cult. et mus.) ; 22 h. 30 (cult. et mus.) ; 23 h. 30 (cult. et mus.) ; 24 h. 30 (cult. et mus.) ; 25 h. 30 (cult. et mus.) ; 26 h. 30 (cult. et mus.) ; 27 h. 30 (cult. et mus.) ; 28 h. 30 (cult. et mus.) ; 29 h. 30 (cult. et mus.) ; 30 h. 30 (cult. et mus.) ; 31 h. 30 (cult. et mus.) ; 32 h. 30 (cult. et mus.) ; 33 h. 30 (cult. et mus.) ; 34 h. 30 (cult. et mus.) ; 35 h. 30 (cult. et mus.) ; 36 h. 30 (cult. et mus.) ; 37 h. 30 (cult. et mus.) ; 38 h. 30 (cult. et mus.) ; 39 h. 30 (cult. et mus.) ; 40 h. 30 (cult. et mus.) ; 41 h. 30 (cult. et mus.) ; 42 h. 30 (cult. et mus.) ; 43 h. 30 (cult. et mus.) ; 44 h. 30 (cult. et mus.) ; 45 h. 30 (cult. et mus.) ; 46 h. 30 (cult. et mus.) ; 47 h. 30 (cult. et mus.) ; 48 h. 30 (cult. et mus.) ; 49 h. 30 (cult. et mus.) ; 50 h. 30 (cult. et mus.) ; 51 h. 30 (cult. et mus.) ; 52 h. 30 (cult. et mus.) ; 53 h. 30 (cult. et mus.) ; 54 h. 30 (cult. et mus.) ; 55 h. 30 (cult. et mus.) ; 56 h. 30 (cult. et mus.) ; 57 h. 30 (cult. et mus.) ; 58 h. 30 (cult. et mus.) ; 59 h. 30 (cult. et mus.) ; 60 h. 30 (cult. et mus.) ; 61 h. 30 (cult. et mus.) ; 62 h. 30 (cult. et mus.) ; 63 h. 30 (cult. et mus.) ; 64 h. 30 (cult. et mus.) ; 65 h. 30 (cult. et mus.) ; 66 h. 30 (cult. et mus.) ; 67 h. 30 (cult. et mus.) ; 68 h. 30 (cult. et mus.) ; 69 h. 30 (cult. et mus.) ; 70 h. 30 (cult. et mus.) ; 71 h. 30 (cult. et mus.) ; 72 h. 30 (cult. et mus.) ; 73 h. 30 (cult. et mus.) ; 74 h. 30 (cult. et mus.) ; 75 h. 30 (cult. et mus.) ; 76 h. 30 (cult. et mus.) ; 77 h. 30 (cult. et mus.) ; 78 h. 30 (cult. et mus.) ; 79 h. 30 (cult. et mus.) ; 80 h. 30 (cult. et mus.) ; 81 h. 30 (cult. et mus.) ; 82 h. 30 (cult. et mus.) ; 83 h. 30 (cult. et mus.) ; 84 h. 30 (cult. et mus.) ; 85 h. 30 (cult. et mus.) ; 86 h. 30 (cult. et mus.) ; 87 h. 30 (cult. et mus.) ; 88 h. 30 (cult. et mus.) ; 89 h. 30 (cult. et mus.) ; 90 h. 30 (cult. et mus.) ; 91 h. 30 (cult. et mus.) ; 92 h. 30 (cult. et mus.) ; 93 h. 30 (cult. et mus.) ; 94 h. 30 (cult. et mus.) ; 95 h. 30 (cult. et mus.) ; 96 h. 30 (cult. et mus.) ; 97 h. 30 (cult. et mus.) ; 98 h. 30 (cult. et mus.) ; 99 h. 30 (cult. et mus.) ; 100 h. 30 (cult. et mus.) ; 101 h. 30 (cult. et mus.) ; 102 h. 30 (cult. et mus.) ; 103 h. 30 (cult. et mus.) ; 104 h. 30 (cult. et mus.) ; 105 h. 30 (cult. et mus.) ; 106 h. 30 (cult. et mus.) ; 107 h. 30 (cult. et mus.) ; 108 h. 30 (cult. et mus.) ; 109 h. 30 (cult. et mus.) ; 110 h. 30 (cult. et mus.) ; 111 h. 30 (cult. et mus.) ; 112 h. 30 (cult. et mus.) ; 113 h. 30 (cult. et mus.) ; 114 h. 30 (cult. et mus.) ; 115 h. 30 (cult. et mus.) ; 116 h. 30 (cult. et mus.) ; 117 h. 30 (cult. et mus.) ; 118 h. 30 (cult. et mus.) ; 119 h. 30 (cult. et mus.) ; 120 h. 30 (cult. et mus.) ; 121 h. 30 (cult. et mus.) ; 122 h. 30 (cult. et mus.) ; 123 h. 30 (cult. et mus.) ; 124 h. 30 (cult. et mus.) ; 125 h. 30 (cult. et mus.) ; 126 h. 30 (cult. et mus.) ; 127 h. 30 (cult. et mus.) ; 128 h. 30 (cult. et mus.) ; 129 h. 30 (cult. et mus.) ; 130 h. 30 (cult. et mus.) ; 131 h. 30 (cult. et mus.) ; 132 h. 30 (cult. et mus.) ; 133 h. 30 (cult. et mus.) ; 134 h. 30 (cult. et mus.) ; 135 h. 30 (cult. et mus.) ; 136 h. 30 (cult. et mus.) ; 137 h. 30 (cult. et mus.) ; 138 h. 30 (cult. et mus.) ; 139 h. 30 (cult. et mus.) ; 140 h. 30 (cult. et mus.) ; 141 h. 30 (cult. et mus.) ; 142 h. 30 (cult. et mus.) ; 143 h. 30 (cult. et mus.) ; 144 h. 30 (cult. et mus.) ; 145 h. 30 (cult. et mus.) ; 146 h. 30 (cult. et mus.) ; 147 h. 30 (cult. et mus.) ; 148 h. 30 (cult. et mus.) ; 149 h. 30 (cult. et mus.) ; 150 h. 30 (cult. et mus.) ; 151 h. 30 (cult. et mus.) ; 152 h. 30 (cult. et mus.) ; 153 h. 30 (cult. et mus.) ; 154 h. 30 (cult. et mus.) ; 155 h. 30 (cult. et mus.) ; 156 h. 30 (cult. et mus.) ; 157 h. 30 (cult. et mus.) ; 158 h. 30 (cult. et mus.) ; 159 h. 30 (cult. et mus.) ; 160 h. 30 (cult. et mus.) ; 161 h. 30 (cult. et mus.) ; 162 h. 30 (cult. et mus.) ; 163 h. 30 (cult. et mus.) ; 164 h. 30 (cult. et mus.) ; 165 h. 30 (cult. et mus.) ; 166 h. 30 (cult. et mus.) ; 167 h. 30 (cult. et mus.) ; 168 h. 30 (cult. et mus.) ; 169 h. 30 (cult. et mus.) ; 170 h. 30 (cult. et mus.) ; 171 h. 30 (cult. et mus.) ; 172 h. 30 (cult. et mus.) ; 173 h. 30 (cult. et mus.) ; 174 h. 30 (cult. et mus.) ; 175 h. 30 (cult. et mus.) ; 176 h. 30 (cult. et mus.) ; 177 h. 30 (cult. et mus.) ; 178 h. 30 (cult. et mus.) ; 179 h. 30 (cult. et mus.) ; 180 h. 30 (cult. et mus.) ; 181 h. 30 (cult. et mus.) ; 182 h. 30 (cult. et mus.) ; 183 h. 30 (cult. et mus.) ; 184 h. 30 (cult. et mus.) ; 185 h. 30 (cult. et mus.) ; 186 h. 30 (cult. et mus.) ; 187 h. 30 (cult. et mus.) ; 188 h. 30 (cult. et mus.) ; 189 h. 30 (cult. et mus.) ; 190 h. 30 (cult. et mus.) ; 191 h. 30 (cult. et mus.) ; 192 h. 30 (cult. et mus.) ; 193 h. 30 (cult. et mus.) ; 194 h. 30 (cult. et mus.) ; 195 h. 30 (cult. et mus.) ; 196 h. 30 (cult. et mus.) ; 197 h. 30 (cult. et mus.) ; 198 h. 30 (cult. et mus.) ; 199 h. 30 (cult. et mus.) ; 200 h. 30 (cult. et mus.) ; 201 h. 30 (cult. et mus.) ; 202 h. 30 (cult. et mus.) ; 203 h. 30 (cult. et mus.) ; 204 h. 30 (cult. et mus.) ; 205 h. 30 (cult. et mus.) ; 206 h. 30 (cult. et mus.) ; 207 h. 30 (cult. et mus.) ; 208 h. 30 (cult. et mus.) ; 209 h. 30 (cult. et mus.) ; 210 h. 30 (cult. et mus.) ; 211 h. 30 (cult. et mus.) ; 212 h. 30 (cult. et mus.) ; 213 h. 30 (cult. et mus.) ; 214 h. 30 (cult. et mus.) ; 215 h. 30 (cult. et mus.) ; 216 h. 30 (cult. et mus.) ; 217 h. 30 (cult. et mus.) ; 218 h. 30 (cult. et mus.) ; 219 h. 30 (cult. et mus.) ; 220 h. 30 (cult. et mus.) ; 221 h. 30 (cult. et mus.) ; 222 h. 30 (cult. et mus.) ; 223 h. 30 (cult. et mus.) ; 224 h. 30 (cult. et mus.) ; 225 h. 30 (cult. et mus.) ; 226 h. 30 (cult. et mus.) ; 227 h. 30 (cult. et mus.) ; 228 h. 30 (cult. et mus.) ; 229 h. 30 (cult. et mus.) ; 230 h. 30 (cult. et mus.) ; 231 h. 30 (cult. et mus.) ; 232 h. 30 (cult. et mus.) ; 233 h. 30 (cult. et mus.) ; 234 h. 30 (cult. et mus.) ; 235 h. 30 (cult. et mus.) ; 236 h. 30 (cult. et mus.) ; 237 h. 30 (cult. et mus.) ; 238 h. 30 (cult. et mus.) ; 239 h. 30 (cult. et mus.) ; 240 h. 30 (cult. et mus.) ; 241 h. 30 (cult. et mus.) ; 242 h. 30 (cult. et mus.) ; 243 h. 30 (cult. et mus.) ; 244 h. 30 (cult. et mus.) ; 245 h. 30 (cult. et mus.) ; 246 h. 30 (cult. et mus.) ; 247 h. 30 (cult. et mus.) ; 248 h. 30 (cult. et mus.) ; 249 h. 30 (cult. et mus.) ; 250 h. 30 (cult. et mus.) ; 251 h. 30 (cult. et mus.) ; 252 h. 30 (cult. et mus.) ; 253 h. 30 (cult. et mus.) ; 254 h. 30 (cult. et mus.) ; 255 h. 30 (cult. et mus.) ; 256 h. 30 (cult. et mus.) ; 257 h. 30 (cult. et mus.) ; 258 h. 30 (cult. et mus.) ; 259 h. 30 (cult. et mus.) ; 260 h. 30 (cult. et mus.) ; 261 h. 30 (cult. et mus.) ; 262 h. 30 (cult. et mus.) ; 263 h. 30 (cult. et mus.) ; 264 h. 30 (cult. et mus.) ; 265 h. 30 (cult. et mus.) ; 266 h. 30 (cult. et mus.) ; 267 h. 30 (cult. et mus.) ; 268 h. 30 (cult. et mus.) ; 269 h. 30 (cult. et mus.) ; 270 h. 30 (cult. et mus.) ; 271 h. 30 (cult. et mus.) ; 272 h. 30 (cult. et mus.) ; 273 h. 30 (cult. et mus.) ; 274 h. 30 (cult. et mus.) ; 275 h. 30 (cult. et mus.) ; 276 h. 30 (cult. et mus.) ; 277 h. 30 (cult. et mus.) ; 278 h. 30 (cult. et mus.) ; 279 h. 30 (cult. et mus.) ; 280 h. 30 (cult. et mus.) ; 281 h. 30 (cult. et mus.) ; 282 h. 30 (cult. et mus.) ; 283 h. 30 (cult. et mus.) ; 284 h. 30 (cult. et mus.) ; 285 h. 30 (cult. et mus.) ; 286 h. 30 (cult. et mus.) ; 287 h. 30 (cult. et mus.) ; 288 h. 30 (cult. et mus.) ; 289 h. 30 (cult. et mus.) ; 290 h. 30 (cult. et mus.) ; 291 h. 30 (cult. et mus.) ; 292 h. 30 (cult. et mus.) ; 293 h. 30 (cult. et mus.) ; 294 h. 30 (cult. et mus.) ; 295 h. 30 (cult. et mus.) ; 296 h. 30 (cult. et mus.) ; 297 h. 30 (cult. et mus.) ; 298 h. 30 (cult. et mus.) ; 299 h. 30 (cult. et mus.) ; 300 h. 30 (cult. et mus.) ; 301 h. 30 (cult. et mus.) ; 302 h. 30 (cult. et mus.) ; 303 h. 30 (cult. et mus.) ; 304 h. 30 (cult. et mus.) ; 305 h. 30 (cult. et mus.) ; 306 h. 30 (cult. et mus.) ; 307 h. 30 (cult. et mus.) ; 308 h. 30 (cult. et mus.) ; 309 h. 30 (cult. et mus.) ; 310 h. 30 (cult. et mus.) ; 311 h. 30 (cult. et mus.) ; 312 h. 30 (cult. et mus.) ; 313 h. 30 (cult. et mus.) ; 314 h. 30 (cult. et mus.) ; 315 h. 30 (cult. et mus.) ; 316 h. 30 (cult. et mus.) ; 317 h. 30 (cult. et mus.) ; 318 h. 30 (cult. et mus.) ; 319 h. 30 (cult. et mus.) ; 320 h. 30 (cult. et mus.) ; 321 h. 30 (cult. et mus.) ; 322 h. 30 (cult. et mus.) ; 323 h. 30 (cult. et mus.) ; 324 h. 30 (cult. et mus.) ; 325 h. 30 (cult. et mus.) ; 326 h. 30 (cult. et mus.) ; 327 h. 30 (cult. et mus.) ; 328 h. 30 (cult. et mus.) ; 329 h. 30 (cult. et mus.) ; 330 h. 30 (cult. et mus.) ; 331 h. 30 (cult. et mus.) ; 332 h. 30 (cult. et mus.) ; 333 h. 30 (cult. et mus.) ; 334 h. 30 (cult. et mus.) ; 335 h. 30 (cult. et mus.) ; 336 h. 30 (cult. et mus.) ; 337 h. 30 (cult. et mus.) ; 338 h. 30 (cult. et mus.) ; 339 h. 30 (cult. et mus.) ; 340 h. 30 (cult. et mus.) ; 341 h. 30 (cult. et mus.) ; 342 h. 30 (cult. et mus.) ; 343 h. 30 (cult. et mus.) ; 344 h. 30 (cult. et mus.) ; 345 h. 30 (cult. et mus.) ; 346 h. 30 (cult. et mus.) ; 347 h. 30 (cult. et mus.) ; 348 h. 30 (cult. et mus.) ; 349 h. 30 (cult. et mus.) ; 350 h. 30 (cult. et mus.) ; 351 h. 30 (cult. et mus.) ; 352 h. 30 (cult. et mus.) ; 353 h. 30 (cult. et mus.) ; 354 h. 30 (cult. et mus.) ; 355 h. 30 (cult. et mus.) ; 356 h. 30 (cult. et mus.) ; 357 h. 30 (cult. et mus.) ; 358 h. 30 (cult. et mus.) ; 359 h. 30 (cult. et mus.) ; 360 h. 30 (cult. et mus.) ; 361 h. 30 (cult. et mus.) ; 362 h. 30 (cult. et mus.) ; 363 h. 30 (cult. et mus.) ; 364 h. 30 (cult. et mus.) ; 365 h. 30 (cult. et mus.) ; 366 h. 30 (cult. et mus.) ; 367 h. 30 (cult. et mus.) ; 368 h. 30 (cult. et mus.) ; 369 h. 30 (cult. et mus.) ; 370 h. 30 (cult. et mus.) ; 371 h. 30 (cult. et mus.) ; 372 h. 30 (cult. et mus.) ; 373 h. 30 (cult. et mus.) ; 374 h. 30 (cult. et mus.) ; 375 h. 30 (cult. et mus.) ; 376 h. 30 (cult. et mus.) ; 377 h. 30 (cult. et mus.) ; 378 h. 30 (cult. et mus.) ; 379 h. 30 (cult. et mus.) ; 380 h. 30 (cult. et mus.) ; 381 h. 30 (cult. et mus.) ; 382 h. 30 (cult. et mus.) ; 383 h. 30 (cult. et mus.) ; 384 h. 30 (cult. et mus.) ; 385 h. 30 (cult. et mus.) ; 386 h. 30 (cult. et mus.) ; 387 h. 30 (cult. et mus.) ; 388 h. 30 (cult. et mus.) ; 389 h. 30 (cult. et mus.) ; 390 h. 30 (cult. et mus.) ; 391 h. 30 (cult. et mus.) ; 392 h. 30 (cult. et mus.) ; 393 h. 30 (cult. et mus.) ; 394 h. 30 (cult. et mus.) ; 395 h. 30 (cult. et mus.) ; 396 h. 30 (cult. et mus.) ; 397 h. 30 (cult. et mus.) ; 398 h. 30 (cult. et mus.) ; 399 h. 30 (cult. et mus.) ; 400 h. 30 (cult. et mus.) ; 401 h. 30 (cult. et mus.) ; 402 h. 30 (cult. et mus.) ; 403 h. 30 (cult. et mus.) ; 404 h. 30 (cult. et mus.) ; 405 h. 30 (cult. et mus.) ; 406 h. 30 (cult. et mus.) ; 407 h. 30 (cult. et mus.) ; 408 h. 30 (cult. et mus.) ; 409 h. 30 (cult. et mus.) ; 410 h. 30 (cult. et mus.) ; 411 h. 30 (cult. et mus.) ; 412 h. 30 (cult. et mus.) ; 413 h. 30 (cult. et mus.) ; 414 h. 30 (cult. et mus.) ; 415 h. 30 (cult. et mus.) ; 416 h. 30 (cult. et mus.) ; 417 h. 30 (cult. et mus.) ; 418 h. 30 (cult. et mus.) ; 419 h. 30 (cult. et mus.) ; 420 h. 30 (cult. et mus.) ; 421 h. 30 (cult. et mus.) ; 422 h. 30 (cult. et mus.) ; 423 h. 30 (cult. et mus.) ; 424 h. 30 (cult. et mus.) ; 425 h. 30 (cult. et mus.) ; 426 h. 30 (cult. et mus.) ; 427 h. 30 (cult. et mus.) ; 428 h. 30 (cult. et mus.) ; 429 h. 30 (cult. et mus.) ; 430 h. 30 (cult. et mus.) ; 431 h. 30 (cult. et mus.) ; 432 h. 30 (cult. et mus.) ; 433 h. 30 (cult. et mus.) ; 434 h. 30 (cult. et mus.) ; 435 h. 30 (cult. et mus.) ; 436 h. 30 (cult. et mus.) ; 437 h. 30 (cult. et mus.) ; 438 h. 30 (cult. et mus.) ; 439 h. 30 (cult. et mus.) ; 440 h. 30 (cult. et mus.) ; 441 h. 30 (cult. et mus.) ; 442 h. 30 (cult. et mus.) ; 443 h. 30 (cult. et mus.) ; 444 h. 30 (cult. et mus.) ; 445 h. 30 (cult. et mus.) ; 446 h. 30 (cult. et mus.) ; 447 h. 30 (cult. et mus.) ; 448 h. 30 (cult. et mus.) ; 449 h. 30 (cult. et mus.) ; 450 h. 30 (cult. et mus.) ; 451 h. 30 (cult. et mus.) ; 452 h. 30 (cult. et mus.) ; 453 h. 30 (cult. et mus.) ; 454 h. 30 (cult. et mus.) ; 455 h. 30 (cult. et mus.) ; 456 h. 30 (cult. et mus.) ; 457 h. 30 (cult. et mus.) ; 458 h. 30 (cult. et mus.) ; 459 h. 30 (cult. et mus.) ; 460 h. 30 (cult. et mus.) ; 461 h. 30 (cult. et mus.) ; 462 h. 30 (cult. et mus.) ; 463 h. 30 (cult. et mus.) ; 464 h. 30 (cult. et mus.) ; 465 h. 30 (cult. et mus.) ; 466 h. 30 (cult. et mus.) ; 467 h. 30 (cult. et mus.) ; 468 h. 30 (cult. et mus.) ; 469 h. 30 (cult. et mus.) ; 470 h. 30 (cult. et mus.) ; 471 h. 30 (cult. et mus.) ; 472 h. 30 (cult. et mus.) ; 473 h. 30 (cult. et mus.) ; 474 h. 30 (cult. et mus.) ; 475 h. 30 (cult. et mus.) ; 476 h. 30 (cult. et mus.) ; 477 h. 30 (cult. et mus.) ; 478 h. 30 (cult. et mus.) ; 479 h. 30 (cult. et mus.) ; 480 h. 30 (cult. et mus.) ; 481 h. 30 (cult. et mus.) ; 482 h. 30 (cult. et mus.) ; 483 h. 30 (cult. et mus.) ; 484 h. 30 (cult. et mus.) ; 485 h. 30 (cult. et mus.) ; 486 h. 30 (cult. et mus.) ; 487 h. 30 (cult. et mus.) ; 488 h. 30 (cult. et mus.) ; 489 h. 30 (cult. et mus.) ; 490 h. 30 (cult. et mus.) ; 491 h. 30 (cult. et mus.) ; 492 h. 30 (cult. et mus.) ; 493 h. 30 (cult. et mus.) ; 494 h. 30 (cult. et mus.) ; 495 h. 30 (cult. et mus.) ; 496 h. 30 (cult. et mus.) ; 497 h. 30 (cult. et mus.) ; 498 h. 30 (cult. et mus.) ; 499 h. 30 (cult. et mus.) ; 500 h. 30 (cult. et mus.) ; 501 h. 30 (cult. et mus.) ; 502 h. 30 (cult. et mus.) ; 503 h. 30 (cult. et mus.) ; 504 h. 30 (cult. et mus.) ; 505 h. 30 (cult. et mus.) ; 506 h. 30 (cult. et mus.) ; 507 h. 30 (cult. et mus.) ; 508 h. 30 (cult. et mus.) ; 509 h. 30 (cult. et mus.) ; 510 h. 30 (cult. et mus.) ; 511 h. 30 (cult. et mus.) ; 512 h. 30 (cult. et mus.) ; 513 h. 30 (cult. et mus.) ; 514 h. 30 (cult. et mus.) ; 515 h. 30 (cult. et mus.) ; 516 h. 30 (cult. et mus.) ; 517 h. 30 (cult. et mus.) ; 518 h. 30 (cult. et mus.) ; 519 h. 30 (cult. et mus.) ; 520 h. 30 (cult. et mus.) ; 521 h. 30 (cult. et mus.) ; 522 h. 30 (cult. et mus.) ; 523 h. 30 (cult. et mus.) ; 524 h. 30 (cult. et mus.) ; 525 h. 30 (cult. et mus.) ; 526 h. 30 (cult. et mus.) ; 527 h. 30 (cult. et mus.) ; 528 h. 30 (cult. et mus.) ; 529 h. 30 (cult. et mus.) ; 530 h. 30 (cult. et mus.) ; 531 h. 30 (cult. et mus.) ; 532 h. 30 (cult. et mus.) ; 533 h. 30 (cult. et mus.) ; 534 h. 30 (cult. et mus.) ; 535 h. 30 (cult. et mus.) ; 536 h. 30 (cult. et mus.) ; 537 h. 30 (cult. et mus.) ; 538 h. 30 (cult. et mus.) ; 539 h. 30 (cult. et mus.) ; 540 h. 30 (cult. et mus.) ; 541 h. 30 (cult. et mus.) ; 542 h. 30 (cult. et mus.) ; 543 h. 30 (cult. et mus.) ; 544 h. 30 (cult. et mus.) ; 545 h. 30 (cult. et mus.) ; 546 h. 30 (cult. et mus.) ; 547 h. 30 (cult. et mus.) ; 548 h. 30 (cult. et mus.) ; 549 h. 30 (cult. et mus.) ; 550 h. 30 (cult. et mus.) ; 551 h. 30 (cult. et mus.) ; 552 h. 30 (cult. et mus.) ; 553 h. 30 (cult. et mus.) ; 554 h. 30 (cult. et mus.) ; 555 h. 30 (cult. et mus.) ; 556 h. 30 (cult. et mus.) ; 557 h. 30 (cult. et mus.) ; 558 h. 30 (cult. et mus.) ; 559 h. 30 (cult. et mus.) ; 560 h. 30 (cult. et mus.) ; 561 h. 30 (cult. et mus.) ; 562 h. 30 (cult. et mus.) ; 563 h. 30 (cult. et mus.) ; 564 h. 30 (cult. et mus.) ; 565 h. 30 (cult. et mus.) ; 566 h. 30 (cult. et mus.) ; 567 h. 30 (cult. et mus.) ; 568 h. 30 (cult. et mus.) ; 569 h. 30 (cult. et mus.) ; 570 h. 30 (cult. et mus.) ; 571 h. 30 (cult. et mus.) ; 572 h. 30 (cult. et mus.) ; 573 h. 30 (cult. et mus.) ; 574 h. 30 (cult. et mus.) ; 575 h. 30 (cult. et mus.) ; 576 h. 30 (cult. et mus.) ; 577 h. 30 (cult. et mus.) ; 578 h. 30 (cult. et mus.) ; 579 h. 30 (cult. et mus.) ; 580 h. 30 (cult. et mus.) ; 581 h. 30 (cult. et mus.) ; 582 h. 30 (cult. et mus.) ; 583 h. 30 (cult. et mus.) ; 584 h. 30 (cult. et mus.) ; 585 h. 30 (cult. et mus.) ; 586 h. 30 (cult. et mus.) ; 587 h. 30 (cult. et mus.) ; 588 h. 30 (cult. et mus



# RADIO-TELEVISION

## Samedi 30 octobre

### CHAINE I : TF 1

20 h. 30. Variétés : Numéro un (André Cordy) ; 21 h. 35. Série : Matt Helm ; 22 h. 25. Tennis : Tournoi international à Coubertin.

Bienvenue en Suisse,  
le pays du Royalp  
SWITZERLAND



### CHAINE II : A 2

20 h. 30. Les soirées du grand théâtre historique : « l'Assassinat de Concino Concini ».

dial J. Chatenak, réal. G. Vergez, avec D. Blanchard, Cl. Mathieu, J. Rispail, F. Beucier.

Qui a armé la main de Ravaillac ? Et d'où vient l'hostilité de Louis XIII envers Concini et Marie de Médicis ? Des questions indissociables, dans cette première émission d'une nouvelle série historique.

22 h. 10. Tribune : Les grands hommes ont une histoire ; 22 h. 50. Cabarets et cafés-théâtres : Drôle de baraque.

### CHAINE III : FR 3

20 h. 30. Téléfilm : « Winchester 73 », réal. H. Daugherty, avec T. Tryon, J. Saxon. Deux cousins rivalisent pour s'approprier

l'arme légendaire. Remake télévisé d'un classique du western.

### FRANCE-CULTURE

Jusqu'à 23 h. 55. Le rêve américain, par J. Dalve, avec des écrivains, des artistes, des intellectuels américains ; 23 h. 55. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

19 h. 35. Festival de Schwetzingen 1976... Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart, direction P. Maag, avec Carlos M. Frustoni, M. Croux, « Leonora », opéra en deux actes sur un livret de N. Bouilly (Ferdinando Paer) ; 23 h. 55. Vieilles cires : Ernesto Haffner interprète de Manuel de Falla : « l'Amour sorcier », « les Trézéaux de Maître Pierre » ; 0 h. 5. Un musicien dans la nuit : Teddy Lespy.

## Dimanche 31 octobre

### CHAINE I : TF 1

9 h. 15. Emissions religieuses et philosophiques ; 12 h. (III). La séquence du spectacle : 12 h. 30. (III). Magazine du dimanche : Bon appétit ; 13 h. 30. (III). Vive le cirque ; 14 h. (III). Les rendez-vous du dimanche ; 15 h. 45. Sports : Direct à la une (basket-ball) : Stade français-Bagnole, en direct d'Evry-Ville nouvelle ; 17 h. 15. (III). Film : « Atlantis, terre engloutie », de G. Pal (1960), avec A. Hall, J. Taylor, J. Dall, B. Smith.



Un pêcheur grec sauve la fille du roi de la fabuleuse Atlantide et découvre ce royaume incertain qui domine un monde sans scrupules préparant la conquête du monde. Une diffusion initialement prévue le 24 octobre.

18 h. 45. Série : Les jours heureux ; 19 h. 15. Les animaux du monde. Ville sans loi, de H. Hawks (1963), avec S. G. Robinson, M. Hopkins, J. McCrea, W. Brennan, B. Donlevy (N.). En 1888, une jeune femme, débauchée à San Francisco, devient l'associée d'un tueur de maison de jeu qui règne sur la ville, puis tombe amoureux d'un chercheur d'or.

22 h. (III). Magazine d'actualité : L'événement... Spécial élections américaines. Un coup d'œil par Robert Buckard, d'une petite ville américaine (Payton Place) ; les portraits de Gerald Ford et de Jimmy Carter, par Nicole Infroy.

### CHAINE II : A 2

11 h. 30. Concert : « Capriccio », de Stravinski et la « Grande Polonaise », de Chopin, par l'Orch. phil. de la radio, sol. C.-R. Alstina ; 12 h. Magazine du spectacle : Ecran blanc, rideau rouge ; 13 h. 30. Série : King et Cie ; 14 h. Monsieur Cinéma ; 14 h. 50. Téléfilm : « Planète Terre », réal. M. Daniels. Quelques thèmes chers à la science-fiction : la disparition dans le temps (XXIV siècle) ; la supériorité des femmes dans une civilisation utopique.

16 h. 20. Des animaux et des hommes :

17 h. 15. Jeu : Chacun chez soi (final) ; 18 h. 5. Série : Super Jaimie ; 19 h. Sports : Stade 2 ; 20 h. 30. Music-hall (Philippe Clay) ; 21 h. 35. (III). Série soviétique : Les ombres disparaissent à midi (troisième partie : La falaise de Maria).

### CHAINE III : FR 3

11 h. Emission destinée aux travailleurs immigrés : A écrans ouverts ; 11 h. 30. Immigrés parmi nous ; 17 h. 35. Pour les jeunes ; 17 h. 50. (III). Rediffusion : Méditerranée (reprise de l'émission diffusée le 29 octobre) ; 18 h. 45. Spécial DOM-TOM ; 19 h. Hexagonal ; 20 h. 5. Feuilleton : la Fieffe noire. 20 h. 30. Tribune : L'homme en question (le romancier R.-V. Pilhes) ; 21 h. 45. Aspects du court métrage français ; 22 h. 30. (III). Cinéma de minuit : « Vers sa destinée », de J. Ford (1936), avec H. Fonda, A. Brady, A. Whelan, E. Collins, W. Bond (v.p. sous-titrée, N.). De 1834 à 1941, épisodes de la vie du jeune Abraham Lincoln, avocat dans une ville de l'Indiana et futur président des Etats-Unis.

### FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 7. La fenêtre ouverte ; 7 h. 15. Horizon ; 7 h. 40. Chasseurs de son ; 9 h. Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regards sur la musique : Hommage à Roland Manuel, avec le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France, direction M. Rosenthal ; 12 h. 5. Allégo ; 12 h. 45. Musique de chambre (Haydn, Schumann, Beethoven, Chostakovitch, Scriabine) ;

14 h. Poésie ; 14 h. 5. « Le Génie et la Déesse », d'A. Huxley, adaptation N. Neveu, avec M. Lacroix, J. Jelford, réalisation E. Cramer ; 16 h. (III). Orchestre de la Suisse romande, direction K. Penderecki, avec S. Palm (violoncelle) : « Le Réveil de Jacob », « Concerto pour violoncelle et orchestre », « Première symphonie » (K. Penderecki) ; 17 h. 30. Rencontre avec J. Chalon ; 18 h. 30. Ma non troppo, divertissement de B. Jérôme ; 19 h. 10. (III). Le cinéma des cinéastes ;

20 h. Poésie ; 20 h. 5. Poésie interrompue ; 20 h. 40. (III). Atelier de création radiophonique : « Dessein Tom un », quatre fantaisies, suivi de Courant alternatif ; 22 h. Black and Blue ; 23 h. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Concert promenade ; 8 h. Cantate pour le vingtième dimanche après la Trinité : « Cantate BWV 113 » (J.-S. Bach) ; 9 h. 2. Musical graffiti ; 11 h. Harmonie sacrée ; 12 h. Sortilèges du flamenco ; 12 h. 35. Opéra bouffon : « Sacre du printemps » (Igor Stravinsky) ; 13 h. 45. Petites formes (Vivaldi) ; 14 h. La tribune des critiques de disques : « Concerto pour orgue et orchestre, opus 4 » (Händel) ; 17 h. (III). Le concert épistolaire de C. Sautet (Bach, Beethoven, Mozart, Leo Ferré, Bruckner, Debussy, Satie, Ravel, J. Durand) ; 19 h. La route des longjumeaux ; 19 h. 35. Jazz vivant ; 20 h. 30. Orchestre symphonique de la Radio autrichienne, direction F. Cerno : Concerto Erik Satie... « Socrate », drame symphonique en trois tableaux, avec J. Bradel, M. Lambrini, H. Hübner ; « Prélude de la porte héroïque du ciel », « Cinq grimaces », « Le Chapelet et la Statue de bronze », « Parade » et « Gymnopédies n° 1 et 3 » ; 21 h. Cycle de musique de chambre : Mozart ; « Sonate pour piano n° 8 en la mineur », par J. Lippert, « Petite cantate allemande », avec D. Fischer-Dieskau et D. Barenboim, piano ; « Quintette à cordes en ré majeur », par le quatuor Amadeus ; 0 h. 5. Musique dans les Aures ; 1 h. 15. (III). Trêve.

## Lundi 1<sup>er</sup> novembre

### CHAINE I : TF 1

11 h. 40. (III). Concert : les tournois du royaume de la musique I : « Concerto pour flûte », de Mozart ; 12 h. 15. (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. (III). Midi première ; 13 h. 35. (III). Téléfilm : « Six ours et un clown » ; 15 h. (III). Reportage : Des moines au pays des Mille et Une Nuits, réal. M. Leclerc.

Sixante-quinze motocyclistes de Paris à Ispahan : la suite des « Cent Motos pour l'humanité », diffusée l'an dernier.

15 h. 45. (III). Histoires : le Héros ; 16 h. 20. (III). Le monde des animaux sauvages, réal. E. Schumacher, commentaire J. Kessel ; 17 h. 50. (III). Musique de France : L'harmonie des équipages de la flotte ; 18 h. 20. La France est à vous : la grande Vite ; 18 h. 45. Pour les petits ; 18 h. 50. L'île aux enfants ; 19 h. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 25. Concert en images : le « Concerto en sol pour orgue, orchestre à cordes et timbales », de F. Poulenc, par l'Orch. national, avec M.-C. Alain, R. Veyron-Lacroix, Dir. J. Martinon.

20 h. 30. (III). La caméra du lundi : « Jules et Jim », de F. Truffaut (1962), avec J. Moreau, O. Werner, H. Serre, M. Dubois, S. Haudepin. (N.).

ainsi également deux hommes, deux amis, Jules l'Autrichien (qu'elle a épousé) et Jim le Français.

22 h. (III). Essai : Histoire des gens. (Mourir autrui). Prod. P. Dumayet. Réalis. J. Caze-neuve.

Mutations et permanence de l'idée de la mort depuis le quinzième siècle, commentées par la philosophe Michel Vovelle, directrice de l'I.U.E.R. d'histoire de l'université de Provence.

### CHAINE II : A 2

14 h. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (R.). Série : Mannix ; 15 h. 50. (III). Histoire de la musique : Les grands chefs d'orchestre (Karl Böhm), réal. J. Kaiser ; 16 h. La vie secrète des animaux ; 17 h. 50. (R.). Film : « Invitation à la danse », de G. Kelly (1958), avec J. Young, G. Kelly, Cl. Sombert, Cl. Bessy, C. Haney.

Un clown est amoureux d'une jeune fille prise d'un fanatisme. Un bract de diamants passe de main en main. Un marin américain devient Sirena dans le monde des « Mille et Une Nuits ».

19 h. 35. Les palmarès des enfants ; 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 44. (R.). Rétrospective : La caméra invisible.

Un choix des meilleures séquences, établi par J. Rouland et G. Vergne.

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55. Alain Decaux raconte... La tragédie de Clano, l'opposition « tragique » du comte Clano et de son beau-père, Musolini.

22 h. 55. Polémique : L'huile sur le feu, de Ph. Bouvard.

### CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Ecologie : La vie qui nous entoure. (Les océans devaient-ils se rencontrer ?) ; 19 h. 30. Chronique d'art : Cent ans après (Les « Pampiers » et les Impressionnistes) ; 19 h. 40. Tribune libre : L'économie Alain Cottin ; 20 h. Les jeux de 20 heures ; 20 h. 30. Cinéma public : « Sierra torride », de D. Siegel (1970), avec C. Eastwood, Sh. Mac Laine, A. Morin, M. Fabregas.

du Tchécoslovaquie, sous l'occupation française, un mercenaire tchèque, sans une religieuse d'un viol, en plein désert, et voyage avec elle vers un village perdu pour aller des guerriers persans de Juarez.

### FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 45. Matinales ; 8 h. Emissions religieuses et philosophiques ; 9 h. 15. Emissions régionales ; 10 h. 5. Evénement-musique ; 11 h. 2. Evénement-musique ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 30. Eveil à la musique ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « La Fontaine obscure », de R. Jean ; 15 h. 15. Les après-midi de France-Culture... L'invité du lundi : Jacques Godbout, écrivain et cinéaste canadien ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; 18 h. 30. Feuilleton : « La Jungle », d'Upton Sinclair, adaptation M. Ricard, réalisation E. Frémy ; 19 h. 55. Présence des arts ;

19 h. 55. Poésie ; 20 h. (III). « Andromaque », d'Euripide, adaptation G. Audisio ; 21 h. 30. L'autre scène ou les Vivants et les Morts : « l'Humble et l'Humilié », par C. Mettra ; 22 h. 30. Entretiens avec J. Tordet, par J. Guglielmi ; 23 h. Philosophie aujourd'hui, avec J.-P. Dollé ; 23 h. 50. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Petites formes ; 10 h. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Jazz classique ; 13 h. 15. Micro-tacteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : Portrait d'un musicien français... Roland-Manuel ; à 15 h. 22. Après-midi lyrique : « Il Coraro » (Verdi), avec M. Cabili, J. Norman, J. Carreras ; 18 h. 7. Ecoute, magazine musical ; 19 h. Second souffle ; 19 h. 40. Concours international de guitare ;

20 h. A propos, par V. Dehoux ; 20 h. 30. Concert du siècle au Carnegie Hall de New-York : « Leonor » (II) (Beethoven), avec l'Orchestre philharmonique de New-York, direction L. Bernstein ; « Trio pour piano » (Tchaïkovski), par V. Horowitz, I. Stern, M. Rostropovitch ; « Sonate pour violoncelle » (Rachmaninov), par V. Horowitz ; « Dichtersleben » (Schumann), par D. Fischer-Dieskau et V. Horowitz ; « Concerto pour deux pianos BWV 1033 » (Bach), avec Y. Menuhin, I. Stern ; « Pater noster » (Tchaïkovski) ; « Alléluia » (Händel) ; 23 h. Musique économe pour temps d'austérité.

## Mardi 2 novembre

### CHAINE I : TF 1

13 h. 15. (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. (III). Midi première ; 13 h. 45. (III). Restez donc avec nous ; à 14 h. 45. Film : « Déjà, tout un monde est à la maison », d'A. Michel (1962), avec J. Haworth, R. Vannoy, M. Ruhl.

Une femme, qui se croit leuque, met au point son suicide en forme d'assassinat, puis apprend qu'elle est en parfaite santé.

18 h. 8. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ;

20 h. 30. (III). Chronique : Des autos et des hommes (Les années folles, 1924-1930) ; 21 h. 25. Chronique historique : Ces années-là, de M. Droit (1968) ; 22 h. 25. Téléfilm : « Le Visage de la peur ».

Une femme, qui se croit leuque, met au point son suicide en forme d'assassinat, puis apprend qu'elle est en parfaite santé.

23 h. 40. Spécial élections américaines.

### CHAINE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Journal des sourds et des mal entendants ; 14 h. Aujourd'hui, madame ; à 15 h. (R.). Série : Mannix ; 15 h. 50. Aujourd'hui magazine ; 18 h. 35. Les palmarès des enfants ; 18 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. (R.). Rétrospective : La caméra invisible.

20 h. 30. (III). Les dossiers de l'écran... Documentaire : « La Maison Blanche, pourquoi pas ? » et film : « Votez McKay », de M. Richtie (1971), avec R. Redford, P. Boyle, D. Porter, M. Douglas.

La campagne électorale d'un jeune Américain, libéral, candidat démocrate à l'élection présidentielle de Californie, et pris en main par une équipe de spécialistes de la politique.

Vers 22 h. Débat : Les élections américaines. Avec la participation, à Paris, de M. Corne de Murville, Robert et Schwartzberg ; et à New-York, la présence de M. Cabot-Lodge, d'un journaliste et d'organismes de la presse.

### CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Emissions pour la jeunesse ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : La revue « Projet » ; 20 h. Les jeux de 20 heures ;

20 h. 30. Westerns, films policiers, aventure (Cyril Turcan) ; Tarzan d'évasion ; R. Thorpe (1938), avec J. Weissmuller, M. O'Sullivan, J. Buckler, B. Hume (N.).

Fantaisie des comédiens de Jans la recherche pour la ressembler en Angleterre où l'attend un héritage, un chasseur de fautes veut capturer Tarzan et le ramener dans une cage de fer.

### FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 45. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance... La mythologie du loup ; à 8 h. 32. La pensée juive et occidentale ; 9 h. 7. Matinée de la musique ; 10 h. 45. Un quart d'heure avec C. Coccioli ; 11 h. 2. Livre parcours récit ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 15. Livre parcours variétés ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « La Fuite en douce », de G. Lyr ; 14 h. 45. In-quarto ; 15 h. 2. Les après-

mid de France-Culture : CMs pour connaître... la musique ; à 17 h. 15. L'heure de pointe ; 18 h. 2. Musique ; 18 h. 30. Feuilleton : « La Jungle », d'U. Sinclair ; 19 h. 25. Sciences ; 19 h. 55. Poésie ;

20 h. Dialogues franco-allemands : « Les Eglises et la vie politique », avec J. Rouan et K. Southeim ; 21 h. 15. Musiques de notre temps, avec F.-R. Bastide et M. Ohana ; 22 h. 30. Entretiens avec Jean Tordet, par J. Guglielmi ; 23 h. Philosophie aujourd'hui ; 23 h. 50. Poésie.

### FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Petites formes ; 10 h. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Micro-tacteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : Musique ancienne, concert Antonin Filis ; à 15 h. Franck, Bach, Schostak, Dvorak, Liszt ; 17 h. Studio 107 : Sweetie, France, Fauré ; 18 h. 2. Ecoute, magazine musical ; à 19 h. Encore libre ; 19 h. 40. A propos ;

20 h. 30. Echanges internationaux de Radio-France 1976 : Ensemble pro cantone antique, direction M. Brown ; symphonies des XII<sup>e</sup>, XIII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, et Victoria ; Corniche, Händel, Morley, Byrd, Purcell, Ravenscroft ; 22 h. 30. Sens interieur ou la musique dans le maquis ; 23 h. 30. Exclus et parias ; 0 h. 5. Le cinéma est là, la musique s'en va.

## Mercredi 3 novembre

### CHAINE I : TF 1

12 h. 15. (III). Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. (III). Midi première ; 13 h. 35. (III). Les visiteurs du mercredi ; 18 h. 5. (III). A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les petits ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Anne jour après jour ; 19 h. 43. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien ! raconte ;

20 h. 30. (III). Chronique : Des autos et des hommes (Les années folles, 1924-1930) ; 21 h. 25. Chronique historique : Ces années-là, de M. Droit (1968) ; 22 h. 25. Téléfilm : « Le Visage de la peur ».

Une femme, qui se croit leuque, met au point son suicide en forme d'assassinat, puis apprend qu'elle est en parfaite santé.

22 h. (III). Documentaire : L'épreuve des faits, prod. P. Breuknot. Les demoiselles de Saint-Amour, réal. J. Berzosa.

Que se passe-t-il à Saint-Amour, dans le Jura, à la veille de l'élection de la « reine » locale ? Et qu'est-ce qui pose dans la tête des candidats ? Une réflexion sur la beauté éphémère : sur la vie et sur la mort.

### CHAINE III : FR 3

18 h. 45. Pour la jeunesse ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Tribune libre : la FEN ; 20 h. Les jeux de 20 heures ;

20 h. 30. (III). Un film, un auteur : « Point de chute », de R. Hossein (1970), avec J. Hallyday, R. Hossein, P. Rivault, A. Minski.

Une adolescente est enlevée par trois bandits musqués qui veulent obtenir un rançon. Celui qui la garde, dans une cabane isolée, est un garçon au grand cœur, qui va s'efforcer de la protéger.

### FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie ; 7 h. 45. Matinales ; 8 h. Les chemins de la connaissance : « La mythologie du loup », par C. Gaignebet ; à 8 h. 32. La pensée juive et occidentale, par A. Adelman ; 9 h. 5. Echeq au hasard ; 9 h. 7. La matinee des sciences et techniques ; 10 h. 45. Un quart d'heure avec C. Coccioli ; 11 h. 2. Livre parcours récit ; 12 h. 5. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 15. Livre parcours variétés ; 14 h. Poésie ; 14 h. 5. Un livre, des voix : « La Fuite en douce », de G. Lyr ; 14 h. 45. In-quarto ; 15 h. 2. Les après-

### FRANCE-MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 2. Petites formes ; 10 h. La règle du jeu ; à 10 h. 30. Cours d'interprétation ; 12 h. La chanson ; 12 h. 35. Sélection concert ; 12 h. 40. Jazz classique ;

13 h. 15. Micro-tacteur ; 14 h. Mélodies sans paroles : « Les années folles, 1924-1930 », par J. Rouan et K. Southeim ; 21 h. 15. Musiques de notre temps, avec F.-R. Bastide et M. Ohana ; 22 h. 30. Entretiens avec Jean Tordet, par J. Guglielmi ; 23 h. Philosophie aujourd'hui ; 23 h. 50. Poésie.

625 - 819 lignes

### INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Journal ; 20 h. Journal (le dimanche, 19 h 45) ; vers 23 h. Dernière édition.

A 2 : 13 h. Journal (de week-end) ; 15 h. Flash ; 20 h. Journal ; vers 23 h. Dernière édition.

FR 3 : 19 h 55. Journal ; vers 22 h. Dernière édition.

REGIONALES : 19 h. 20. Ensemble du réseau.

### RELIGIEUSES

### ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : 9 h. 15. A Bible ouverte (le 31) ; 9 h. 30. La source de vie (le 24), Orthodoxie (le 31) ; 10 h. Présence protestante ; 10 h. 30. Le jour du Seigneur, Eglise et religions en Chine (le 24), « Patrie de la Tour du Pin » (le 31) ; 11 h. Messe à l'église de Haupperville, Maine (le 24), à la paroisse Saint-Lou - Saint-Gilles de Thiais, Val-de-Marne (le 31).

## Les élections américaines sur les ondes

TF 1 : « Spécial événement », le 31 octobre... A 22 h. : croquis d'une petite ville américaine : Peyton Place : portraits des deux candidats ; mardi 2 novembre, à 23 h. 40 : En direct de New-York... commentaires et résultats.

A 2 : mardi 2 novembre... A 20 h. 30, « Les dossiers de l'écran » : la Maison Blanche, pourquoi pas ? ; à propos du film « Votes Mac Kay », suivi d'un débat et d'un journal spécial à 22 h. 45.

FRANCE-INTER : programme interrompu, de 22 heures à 5 heures du matin, la nuit du 3 au 4 novembre... Liaison directe avec les Etats-Unis. Présentation de Jean-Pierre Elkabbach. Variétés canadiennes, américaines et françaises.

EUROPE 1 : mardi 2 novembre... programme interrompu à partir de 22 heures. En direct

de New-York toutes les vingt minutes. Programme musical américain jusqu'à 5 heures. Troisième débat sur des thèmes politiques, économiques et sociaux, avec notamment MM. Michel Jobert, Jean-Pierre Cot et Maurice Couve de Murville.

RADIO - MONTE - CARLO : mercredi 3 novembre... A 19 h, analyse des résultats, avec des journalistes et des directeurs de journaux français.

SUD-RADIO : les 30, 31 octobre, le 1<sup>er</sup> novembre... A 12 h. 30, interventions depuis les Etats-Unis de M. Armande Simon-Lorère, député D.D.E. du Var.

R.T.L. : la nuit du 2 au 3 novembre... Programme interrompu de minuit à 9 heures du matin, avec Pierre Salinger. Liaisons directes avec les Etats-Unis.





L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

# Les réformes dans le monde rhénan

DANS une synthèse foisonnante et toujours suggestive, Pierre Chaunu (1) a montré récemment la « richesse inouïe des courants de réforme qui traversent la chrétienté » depuis le quatorzième siècle. Cette perspective met en cause la coupure académique, courante dans l'historiographie française, entre l'histoire médiévale et l'histoire moderne. La Réforme protestante, dès lors, « se détache sur un flux ascendant ». On prend pleinement conscience de cette réalité en lisant l'ouvrage de Francis Rapp, *Réformes et Réformation à Strasbourg* (2). Non certes que P. Rapp croie au rôle des « abus » dans les origines de la Réformation et l'élaboration de la théologie nouvelle, mais l'échec des réformes entreprises depuis la fin de la crise conciliaire compte beaucoup dans le succès et la diffusion du message de Luther.

Le diocèse de Strasbourg, c'est-à-dire la Basse-Alsace presque entière et une partie notable du pays de Bade, comprenait quelque deux mille cures, dont un peu moins de la moitié de régulières. C'est en fait à ces gens d'Eglise et aux institutions ecclésiastiques que P. Rapp consacre l'essentiel de son livre. Il fait revivre les religieux, les prédicateurs, les humanistes, qui réclamaient un redressement. Il montre les efforts infructueux des papes et de leur entourage. L'impuissance des partisans de la Réforme, « prophètes » ou « bureaucrates », entraîne la lassitude des laïcs. Les clercs n'étaient pas plus avertis, libérés ou parasites au début du seizième siècle qu'aux époques antérieures : P. Rapp a eu le courage, malgré ce que l'enquête pouvait avoir de fastidieux, de reprendre le dossier. Mais les laïcs étaient plus sensibles aux abus qu'apparaissent.

Le Pfaffenhass, la haine des prêtres, ne cesse de croître depuis la fin du quatorzième siècle. Cet anticléricalisme a des sources chrétiennes. P. Rapp marque le cheminement souterrain des hérétiques. Il montre fortement que c'est peut-être surtout dans les campagnes que se propage l'hérésie à la fin du quatorzième siècle : les errants refoulés des villes sillonnent le plat pays, jongleurs, lanqueneurs débauchés, religieux en rupture de ban, prêtres

« pérégrins ». Certes, les villageois ne sont pas devenus hérétiques, ils restent fidèles aux croyances et aux dévotions traditionnelles, mais, dans leur psychologie collective, se sont insérées des composantes nouvelles, venues des Vaudois, de Wyclif, de Hus. Des espérances millénaristes s'affirment, comme dans le *Livre des cent chapitres* composé vers 1500 par cet inconnu que les historiens dénomment le « révolutionnaire du Haut-Rhin ».

Dans les villes, la prédication des porte-parole de la réforme attachés à l'orthodoxie suscite l'anticléricalisme, par la caricature féroce du monde ecclésiastique. Ce ne sont, chez Geiler, par exemple, que nonnains méchantes, moines paillardes, prêtres corrompus. La critique se fit d'abord dans le respect des institutions et du dogme. Puis l'humanisme érasmien, qui trouva un écho dans l'élite des laïcs, s'en prit aux certitudes dogmatiques. Enfin, à partir de 1520, la prédication luthérienne toucha les foules. Les laïcs s'orientaient de l'impasse d'une réforme toujours différée : « Les prêtres avaient mal vécu parce que l'Eglise avait mal cru ». L'échec de la réforme portait en lui le succès de la Réformation : Jacques Sturm devait le dire en 1524 à son maître l'humaniste Wimpfeling : « Si je suis un hérétique, c'est par vous que je le suis devenu ».

Les deux filles issues de l'Eglise médiévale étaient attachées, conclut P. Rapp, à l'image idéale de ministres exemplaires. Les catholiques fondèrent séminaires et congrégations de prêtres, les protestants constituèrent un corps pastoral. C'est au clergé protestant rhénan au siècle de la Réforme que s'attacha Bernard Vogler (3). De la paix d'Augsbourg à la veille de la guerre de Trente Ans, il entreprend l'étude économique, sociale, intellectuelle et religieuse de près de deux mille deux cents pasteurs dans une région morcelée sur le plan politique et confessionnel. Le Palatinat électoral, sur les deux rives du Rhin moyen, oscille entre le luthéranisme et le calvinisme, qui règne sans partage à partir de 1532. Le duché de Deux-Ponts, sur la rive gauche, voit le calvinisme succéder en 1588 à une Eglise territoriale luthérienne. Le comté de Sponheim, dans le massif du Hunsrück,

demeure, lui, luthérien. Un monde original donc, où trois confessions s'affrontent, un pays de « frontières » religieuses, puisque le catholicisme de la contre-Réforme est proche et puissant, avec ses deux foyers : le duché de Lorraine et les Pays-Bas espagnols.

Ces pasteurs rhénans sont des fils d'artisans (cette catégorie professionnelle constitue le réservoir des pasteurs), des fils de « bourgeois », au sens juridique du mot, des fils d'instituteurs et de professeurs de gymnase, enfin, et de plus en plus, des fils de pasteurs ; ainsi se constituent des dynasties pastorales qui furent une des « grandes chances de l'Europe intelligente des dix-septième et dix-huitième siècles » (P. Chaunu). Peu d'enfants de paysans, de nobles, de familles aisées. Le recrutement urbain est prépondérant.

Le recrutement étranger demeure considérable : le Württemberg fournit toujours des théologiens prêts à s'expatrier, comme à la fin du Moyen Age, lorsque les Souabes — F. Rapp l'a montré — venaient dans le diocèse de Strasbourg. Les futurs pasteurs sont formés dans des écoles secondaires, les gymnases, qui, selon le modèle imposé par Melancthon, dispensent, uniquement en latin, un enseignement à dominante humaniste et religieuse. Puis l'apprentissage à la carrière pastorale s'effectue dans une université. Si le territoire possède sa propre université, le cycle d'études va de trois à cinq ans ; dans les autres principautés, les boursiers ne peuvent s'assurer que deux ou trois ans. B. Vogler étudie l'attraction des différentes universités : il marque le rayonnement de Heidelberg, la capitale palatine, « *primarium Calvinianorum sedem* », le recul de Wittenberg, l'influence de Strasbourg sur les petites principautés luthériennes rhénanes.

Les progrès du niveau intellectuel et théologique permettent aux princes de faire procéder à un examen assez sévère lors de la nomination des pasteurs. Aussi bien s'agit-il, dans ces Eglises établies, de recruter des pasteurs du prince, autant que de l'Eglise. L'orthodoxie, l'attachement à des règles morales strictes, l'acquisition de connaissances sont les critères déterminants. Le clergé n'est plus, comme avant la Réforme, un ordre, il a perdu l'immobilité attachée

au bénéfice, il est devenu « une catégorie socio-professionnelle profane incluse dans le monde des fonctionnaires ». Soumission aux autorités établies, fonctionnarisation, tels sont les traits d'un système qui mènerait à un certain assoupissement, si la polémique confessionnelle n'était vive.

Les conditions de vie du pasteur demeurent médiocres : les actes pastoraux sont désormais gratuits, le pasteur doit faire vivre une famille. B. Vogler consacre des pages attachantes à la famille pastorale, « fait révolutionnaire en Occident », dont l'exemple contribue à relever le niveau culturel des fidèles, à implanter la confession et l'éthique protestantes.

Le presbytère est aussi un foyer de culture. Le contraste entre la culture du clergé et celle du peuple s'accroît à la fin du seizième et au dix-septième siècle. L'analyse des inventaires des bibliothèques révèle la prépondérance de Melancthon, le « *praeceptor Germaniae* » ; il vient bien avant Luther et Brenz. Calvin et Théodore de Bèze ont une place non négligeable, le prestige d'Erasme demeure. La supériorité intellectuelle de ce clergé face au clergé de l'Eglise romaine des quinzième et seizième siècles n'est peut-être pas « énorme » (à un bon nombre des prêtres du diocèse de Strasbourg, rappelle F. Rapp, ont fréquenté quelques semestres ou quelques années une université), elle est sans doute considérable, surtout si l'on songe au monde rude, aux paroisses perdues dans la montagne et la forêt où les pasteurs du Palatinat exercent souvent leur ministère. Comme le niveau culturel, le niveau moral se relève et le contraste est évident avec le clergé d'avant la Réforme. Les défauts les plus fréquents sont l'ivrognerie, à laquelle prête la proximité des vignobles, et l'esprit rétrograde. Ce clergé dévoué et pieux est autoritaire, il constitue un agent d'intolérance confessionnelle.

Au terme d'une monographie véritablement exemplaire, B. Vogler esquisse les points de convergence avec le clergé issu des séminaires catholiques post-tridentins : éducation humaniste, souci de la pastorale et de la prédication, austerité du comportement. Si la Réforme, par la doctrine du sacerdoce

universel, a rapproché le pasteur des fidèles, un milieu sacerdotal s'est reconstruit en fait. Les divergences entre luthériens, luthériens et réformés sont réelles. Les premiers, repliés à l'intérieur du monde germanique, se définissent par un conservatisme rigoureux, une tendance à la contemplation intérieure et au détachement face aux questions terrestres. Les réformés sont ouverts au monde calviniste de l'Occident et à la « modernité », qu'il s'agisse de la conception de l'argent ou de l'exigence plus grande sur le plan moral.

Pourtant, par-delà ces différences, sur lesquelles il passe un peu vite, B. Vogler est sensible à une certaine originalité du clergé rhénan : force de l'influence melancthonienne chez les luthériens, influence du luthérianisme sur les réformés, incidences, sur le clergé des deux confessions, de la pression catholique, du morcellement politico-ecclésiastique, de la perméabilité des frontières. Ce défi évite au clergé de s'engourdir dans une vie tranquille, de se limiter à l'idéal de « *faire des sermons brefs et de manger des saucisses longues* » (« *un lange Bratwürste, kurze Predigten zu halten* », selon une formule passée dans la sagesse populaire).

A bien des égards, ces deux ouvrages d'universitaires strasbourgeois se répondent. Le premier, plus divers, grouillant de vie et de notations, le second, plus linéaire, centré sur un problème majeur : l'étude du corps pastoral. Tous deux, sans concession aux modes, avec une grande justesse de ton, font vivre, dans toute sa richesse, la vie religieuse du monde rhénan au temps des Réformes.

(1) *Le Temps des réformes. La Crise de la chrétienté. L'Eclatement. 1250-1550*. Fayard, 1975, 510 pages.

(2) *Réformes et Réformation à Strasbourg. Eglise et société dans le diocèse de Strasbourg (1450-1535)*. Association des publications près les universités de Strasbourg, collection de l'Institut des hautes études alsaciennes, t. XXXII, Paris, Editions Ophrys, 354 pages.

(3) *Le Clergé protestant rhénan au siècle de la Réforme (1555-1618)*. Association des publications près les universités de Strasbourg, Paris, Editions Ophrys, 1976, 414 pages.

GÉNÉALOGIE

## Alexandre Dumas et ses aïeux

L'UN des griez les plus fréquemment formulés contre la généalogie, c'est de n'aboutir à rien d'autre qu'à une suite de noms sans grande signification. Qu'importe, en effet, de connaître tous ces « quartiers généalogiques » jusqu'à la huitième ou dixième génération, si l'on ne sait, au moins pour quelques-uns d'entre eux, qui étaient ses ancêtres et ce qu'ils faisaient, comment ils vivaient ?

Dans son ouvrage « *Monte Cristo ou l'extraordinaire aventure des ancêtres d'Alexandre Dumas* », Gilles Henry, à la fois passionné par la vie et l'œuvre d'Alexandre Dumas et par la généalogie, démontre ce que doit être une généalogie intelligemment conduite.

Sans doute, il a relevé toutes les ascendances qu'il a pu retrouver. Cela l'a conduit dans l'Alsace d'où étaient originaires les ancêtres maternels du romancier : des commerçants, des jardiniers, des hommes de la terre. Puis à Saint-Domingue où naquit le père de l'écrivain, le général révolutionnaire surnommé « l'Horlaïx Cécile du Tyrol », lui-même fils d'un authentique représentant de la noblesse normande et d'une esclave de sang noir.

Beaucoup d'amateurs se seraient contentés de cette singulière ascendance qui réunit des milieux si divers. Gilles Henry a été beaucoup plus loin. Il a fait de la véritable généalogie, il a retracé l'histoire de ces aïeux.

Non pas de tous : présenter minutieusement la vie de tous les ancêtres retrouvés aurait été fastidieux, peut-être, mais certainement, l'auteur a préféré choisir. Il s'est limité aux ancêtres les plus caractéristiques, ceux qui semblent avoir le plus influencé Alexandre Dumas et son œuvre.

Avec plus de deux cents romans et de nombreux drames, Alexandre Dumas fut l'un des auteurs les plus populaires de son époque. Son œuvre dépasse l'existence de l'auteur, le cadre de sa vie, l'ambiance qui l'entourait... D'où vient-elle ?

Cette imagination fabuleuse est due peut-être, comme le suggère Alain Decaux dans la préface, au fait de sang noir apporté par la grand-mère Cécile Dumas. Elle est tributaire également, sans aucun doute, de la vie orageuse des aïeux Davy de la Pallière, vie que l'écrivain connaissait et qui lui tenait à cœur.

L'histoire de la naissance de son père, le vie aventureux, de son

arrière-grand-père et de ses enfants, ont été reconstitués par Gilles Henry. Elles correspondent à des romans d'Alexandre Dumas. Et si, dans les romans présentés comme des histoires imaginaires, il s'en est expliqué indirectement par la réponse de Monte-Cristo à Andrea Cavalcanti (« *Le comte de Monte-Cristo* », chapitre XVI) : « Je ne dirai pas un mot de toutes ces aventures, c'est un roman que votre histoire, et le monde, qui adore les romans serrés entre deux couvertures de papier jaune, se délecte étrangement de ceux qu'il voit relit en vif dans l'air... » à peine auriez-vous raconté à quel point votre touchante histoire, qu'elle courra dans le monde complètement démentie... ».

Dire à tous que son père est né d'une esclave noire qui vivait avec son grand-père, que ce dernier les a vendus — concubine et enfant — comme un vulgaire bétail, ce n'était évidemment pas possible : mais Alexandre Dumas a certainement été profondément marqué par tous ces événements. Ainsi, ne serait-ce que psychologiquement, chacun des héros de ses romans c'est un peu lui.

PIERRE GALLERY.

\* Monte-Cristo, ou l'extraordinaire aventure des ancêtres d'Alexandre Dumas, par Gilles Henry. Librairie académique Perrin, 192 p., 28 F.

CORRESPONDANCE

## La marine nationale et le naufrage du Bohlen

A la suite de la publication d'un article de Xavier Grall intitulé « *Roulez les trépassés* » (« *Le Monde* » daté 24-25 octobre) sur le naufrage du pétrolier est-allemand Bohlen au large d'Ouessant le 14 octobre dernier, le capitaine de vaisseau Pierre Bastard, chef de l'antenne marine du service d'informations et de relations politiques des armées, nous adresse une mise au point dont voici l'essentiel :

M. Grall fait état du délai de soixante minutes qui aurait été mis à envoyer un Alizé sur les lieux.

Rétablissons tout d'abord la chronologie des événements :

Le S.O.S. du Bohlen a été émis le 17 h 25 et 17 h 33 et reçu par la station radio du Conquet ; intercepté par le sous-marin de Saint-Mathieu, il est retransmis à la préfecture maritime de Brest à 17 h 42. L'officier de surveillance est prévenu à 17 h 45 et donne aussitôt l'ordre d'intervenir. La base d'aéronautique navale de Lann-Bihoué, qui maintient de longueurs d'attente un avion de patrouille maritime en alerte de sauvetage à deux heures de décollage (un Breguet Atlantique, et non pas un Alizé dont la plus faible autonomie et les moyens limités ne permettraient pas d'assurer avec le maximum d'efficacité les longues recherches souvent nécessaires).

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

L'ordre de décollage ayant été confirmé, après que l'éventualité de détachement des hélicoptères Super-Frelon eut été abandonnée en raison de la violence de la tempête, un Atlantique décolla à 18 h 30. Quarante minutes environ après que la base de Lann-Bihoué eut été prévenue, c'est à un délai remarquablement court, à deux heures, si l'on tient compte des vérifications à faire avant l'envol, et du briefing indispensable de l'équipage sur la mission.

Entre-temps, l'ordre d'appareiller a été donné au remorqueur de haute mer Malabar.

Arrivé sur zone à 18 h 52, l'Atlantique, dans des conditions de visibilité difficiles et prenant des risques certains dans la tempête, découvre quatre dinghies entre 20 h et 20 h 5, puis alerte et guide le cargo français Fort Pontévenant. Celui-ci récupère un premier dinghy et embarque ses trois naufragés à 22 h 15 ; de la même façon, le remorqueur ouest-allemand Pacific récupère un deuxième dinghy et embarque ses cinq naufragés à 1 h 45.

Les recherches aériennes se poursuivent pendant le reste de la nuit par quatre Breguet Atlantique, mais sans résultat. Au lever du jour, à lieu le décollage de deux Super-Frelon, dont l'un repêche un survivant à 8 h 25, puis embarque deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

Quant à savoir pourquoi les pêcheurs s'en sont pas été prévenus plus tôt du naufrage, la réponse est simple : aucune permanence d'autorité n'est assurée sur l'île en dehors des heures ouest-allemandes. Pacific récupère deux autres survivants recueillis par un bâtiment de pêche de l'île de Sein. Les recherches sont continuées en vain jusqu'à la tombée de la nuit par les avions, ainsi que par le Malabar.

### La voiture perdue et retrouvée

Une lectrice de Lyon, Mme D., nous adresse la lettre suivante :

Il m'est arrivé, l'autre jour, une mésaventure : ma fille, qui était partie en Italie en voiture, s'est finalement trouvée complètement démunie d'argent et n'a pas trouvé mieux que d'abandonner la voiture quelque part en Italie et de rentrer en auto-stop. Elle n'a pu me donner que de vagues précisions quant à l'aire sur laquelle elle avait abandonné le véhicule.

Quand elle est revenue, je ne savais pas comment faire pour retrouver ma voiture. J'ai téléphoné à Lyon, au service du contrôle des Sociétés concessionnaires d'autoroutes qui dépend de la direction des routes (ministère de l'équipement), pour leur demander conseil.

J'ai été dirigée vers l'agent de ce service qui s'occupe du contrôle de l'exploitation des aires annexes pour l'ensemble de la France, M. Sansoni, qui s'est proposé lui-même de faire le nécessaire pour retrouver la voiture. Il a pris contact avec les autorités autoroutières italiennes, demandant aux concessionnaires de faire des recherches sur la section Gènes-Menton et, deux heures après, il me téléphonait pour me dire que ma voiture était retrouvée, en me donnant des précisions sur son état, ainsi que le nom de l'aire sur laquelle on l'avait trouvée, et en me signalant également que le nécessaire avait été fait pour qu'elle soit à la garde effective du pompiste, auquel on avait, par la même occasion, annoncé ma venue pour retirer le véhicule. Ce que j'ai fait deux jours après.

Je pense qu'il est bon de porter à la connaissance du public les possibilités qui lui sont offertes et que trop souvent il ignore.

Humeur

## La vue et la vie

CONCEPTER — sinon, que fait un concepteur ? — c'est un beau slogan tout en rythmes et en assonances, c'est le rêve quotidien de tout publicitaire. Et son métier. Sur ce thème on a vu d'aimables comédies américaines où la trouvaille d'un jour faisait soudain d'un besogneux le Shakespeare du déodorant ou de la cacahuète. La répétition étant, dit-on, l'âme de l'enseignement — et du comique — le slogan publicitaire ou politique a pour vocation d'être répété. Toutefois, en abusant l'usage.

Ainsi le préemptoire amalgame — pour le plaisir du jeu de mots dans le vent — de la qualité de la vie et de la qualité de la vie — fait-il une carrière un peu longue. Epuisé, affadi par l'usage, on le sert désormais sur les ondes accomodé de sauces qui le relèvent. Hier une voix suavement radio-phonique détaillait donc, pour la centième fois, tous les plaisirs de la vie dont une mauvaise rue peut nous priver. Mon voisin qui passe ses journées à l'écoute de la radio pour cause de cécité totale n'a rien dit. Il n'écrit pas à M. le directeur de la radio, il ne défilera pas dans le trop long cortège des non-royants de France, pancarte au poing, si on ne manifeste pas pour exiger du tact. Simplement, il a tourné le bouton, coupé le courant, interrompu sa relation avec le monde.

JEAN RAMBAUD.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, rue des Italiens PARIS-14<sup>e</sup> 1976

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 5147.

## SOCIÉTÉ

## Croquis

## Le tiercé en cinq chevaux

Du lundi au vendredi, Jacques constant, attend de vivre. Vus du week-end, les jours ovales ne sont, à ses yeux, que postiches ou préface. Pourtant, les charmes opposés des embouteillages et des sentiers pour piétons, des plages gaillardes et du camping sauvage, sont, sur lui, sans pouvoir. Le café, la pipe et les copains l'ennuient, tout comme les devoirs conjugaux et extra-conjugaux. Le mot « tiercé » résume son culte et sa culture. Pour étroite qu'elle semble, sa discipline exige un constant recyclage. La forme des cracks et des jockeys, l'état du terrain, les louches ententes qu'il subodore, l'obligent à suivre la rubrique des courses dans les quotidiens et les journaux spécialisés, sur les ondes et le petit écran. « Préparez votre tiercé dès le vendredi ! », conseille un hebdomadaire corru. Lui, c'est durant toute la semaine qu'il suppute les chances des favoris, grette les forfaits, échafaude nerveusement des combinaisons infaillibles qu'il rature avec rage. Les deux dernières nuits, il perd le sommeil, craignant d'avoir négligé quelque imprononçable. Et il n'a pas tort : après l'annonce des grandes batailles, il se retrouve toujours perdant.

Mais, ce dimanche-là, il se sent soudain sûr de lui ; seuls le 6, le 2 et le 7 peuvent figurer dans le peloton de tête. Il élimine le 7 à cause d'une récente contre-performance, et il s'en tient à la séquence 6-4-2, qui doit triompher dans l'ordre ou, au pis, dans le désordre, expression qu'il préfère à l'académique « dans un ordre différent » : il sait bien que le chambardement de

l'ordre, et non une nouveauté absolue. Obéissant à d'autres motifs, Jean choisit aussi le 6, le 4 et le 2. Pour sa première expérience du tiercé, il a dédaigné toute information. Une formule que sa mère lui répétait dans son enfance lui est revenue en mémoire : « Tu fais tout à la six-quatre-deux », et il a voulu l'utiliser, regrettant de ne pouvoir joindre le 7, qu'il croit de bon augure.

Quand tombent les résultats, nos parieurs partagent l'amertume et une vague fierté. Il fallait jouer le 7, le 4 et le 2. Ils ont été frôlés par le vent de Fortune. Que ne s'agissait-il d'un quarté ! Le lendemain, ils lisent sur un placard publicitaire : « M. X. a encore donné le tiercé » (gros titre) « en cinq chevaux » (petits caractères). Noirs, ils admirent la perspicacité de X et se promettent d'écouter ses conseils. Ils « songent » pas, ce s'ils avaient publié leurs pronostics, ils pourraient écrire : « Jacques et Jean ont donné le tiercé en quatre chevaux. » Et surtout, ils oublient cette règle drastique : entre réussite et échec, entre heur et malheur, il n'existe pas de zone franche. Seule la Loterie nationale offre aux presque gagnants des lots de consolation. C'est peut-être pour cela qu'elle lisse.

A toutes les chasses, dans toutes les parties, il faut viser, il faut miser juste. C'est en quoi le jeu le plus désirable, à l'égal des jeux graves de l'argent, de l'amour et du hasard, est une assez bonne image de nos destins.

ALICE PLANCHE.

## MARCHONS

## J'irai dans les sentiers...

« PAR les soirs bleus d'été, j'irai dans les sentiers, Picolet par les blés, loulou l'herbe menue... »

Vingt-quatre ans avant l'an 2000, les enfants de Rimbaud n'ont pas tous disparu. Nous sommes encore quelques-uns à courir les derniers chemins de France. Ils ont relié, pendant des siècles, la ferme au hameau, le village au ruisseau, la grange au champ perdu dans les bois. Nous ne voulons pas qu'ils meurent. Nous sommes ceux des sentiers : « Chemin étroit, nous dit Larousse paraphrasant Gide sans le savoir, qui ne laisse passage qu'aux piétons ».

Piste ! Sainte ! Laie ! Levée ! Duit ! Venelle ! Chemin de terre ! Sentier ! Pour nous, les plus beaux mots de la langue française. Et comme tout ce qui est beau, des plus menacés. Nous n'avons de sentiers que ceux d'Ile-de-France. Attention aux petites joies, nous les croyons imprévisibles pour ceux qui savent s'y perdre pour s'y retrouver. Loin du Paris... stupide, y cheminer, de l'aube au crépuscule, par-delà le bruit et les embouteillages, libre, tranquille, c'est un tour de force, bon pour la santé. Et c'est aussi simple qu'une phrase musicale ! A 40 kilomètres de la capitale, les sentiers déserts sont nombreux, en dépit des morsures de la ville. Pour peu qu'on sache oublier sa chère voiture, n'importe quel train y conduit en cinquante minutes. Ce n'est pas une aventure, sinon spirituelle.

Ces sentiers peu ou moins parcus, peut-être les avez-vous entrevus ? Deux traits superposés rouge et blanc, le plus souvent, les signalent.

Alors, on les appelle les sentiers de grande randonnée. Rien qu'autour de Paris, 2 000 kilomètres de ces pistes libératrices ont déjà été dégagées par le Comité national des sentiers de grande randonnée (1). Conçus pour des excursions d'une journée entre deux moyens de transport (gare ou car), entretenus par des bénévoles, ils sont ouverts à tous et toujours praticables. Vaste boucle de 585 kilomètres, le GR 1 : sentier « Ile-de-France », est le plus « connu ». Bon confiant, il déroule ses anneaux concaves dans un rayon de 25 à 30 kilomètres autour des banlieues. Sans hâte, il serpente d'abord sur les hauteurs de l'Hautil. Qui aime la France souteraine y connaît de grands moments. Ces hauteurs alimentent, sous Louis XIV, Paris en pierres. Elles sont truffées de souterrains, comme d'autant de boîtes à secret.

## Le chemin des écoliers

Le GR 11, dit « grand sentier de l'Ile-de-France », dessine un second cercle festonné de 750 kilomètres autour de la ville. Son but n'est, bien sûr, pas de conduire d'un point à un autre. Ce serait plat. On est chez soi. On n'est pas pressé. Il s'agit de découvrir les richesses méconnues des derniers hameaux, loin des routes polluées et des agglomérations avérées.

Le GR 2 : le « sentier de la Seine », rayonne à l'ouest et à l'est. Sa branche ouest, la plus connue, a été le grand propriétaire, puisqu'il faut l'appeler par son nom. Hanté, il poursuit un vieux rêve idiot : faire de la nature le privilège des privilégiés seuls. Par tous les moyens, y compris les légalis, il s'approprie les

Monet et ces impressionnistes qui pensaient que la simplicité était le comble de l'art. Evéquemont, Tassancourt, La Monclère, Gailfont, l'Aubette... rien qu'en les nommant, nos ancêtres ont donné un chant à ces lieux muets : bois sauvages, falaises pâles, villages. L'automobiliste pressé d'aller nulle part salue ce qu'il perd ?

Ces petits chemins qui sentent la nouveauté sont en grand péril. L'insouciance et l'égoïsme des « dimanchiers » sème de nouvelles menaces. Mais pire sont les voleurs de petits chemins. Dans le premier peloton de ces prédateurs : la ronce, la friche, la jachère. Combien ont-elles dévoré de sentiers ? Deux générations suffisent pour qu'un sentier de piétons un chemin tombé en désuétude retourne aux éléments, noyé dans la paille végétale. Laissez la nature reprendre ses droits, la misérable ! Il n'est pas millénaire sur laquelle elle ne saute comme une bête, pour l'asphyxier.

Second grand voleur de petits chemins : le paysan qui n'y voit plus passer personne. Un aller-retour de tracteur : le champ, à son tour, fait un band de 1 mètre. Et le sentier qui longeait les buissons d'épines est recouvert. Pour toujours. Jugez-t-on prématuré d'absorber ce chemin ? Rusé, au moins efficace-on les petites balises rouges et blanches. En attendant...

Pire que les ronces, enfin, et toute la paysannerie qui grogne en sabotant le grand propriétaire, puisqu'il faut l'appeler par son nom. Hanté, il poursuit un vieux rêve idiot : faire de la nature le privilège des privilégiés seuls. Par tous les moyens, y compris les légalis, il s'approprie les

chomins qui traversent ses terres, inutile d'aller au Solange pour se heurter à des sentiers barrés et des bois cédants hérissés de piquets. Chaque année, de nouveaux chemins commencent, propriété de la collectivité, tombent dans le domaine privé. Ne disons rien des bords de rivières. Très puissants, bien organisés, une minorité fortunée dicte, ici comme ailleurs, sa loi.

Si rien n'est aussi pénible pour le randonneur qu'un chemin disparu, encore porté sur la carte, quel de plus éprouvant que, cheminant par monts et merveilles — comme me disait une jeune randonneuse — être accablé au demi-tour ? Brutal, un panneau comminatoire dresse ses menaces parmi les branches : Défense d'entrer ! Pourchassés ! Deux façons de réagir. Passer outre. Il suffit de savoir après tout qu'un garde-chasse, assailli ou pas, n'est pas un officier de police. Juridiquement, il n'a aucunement le droit de vous demander une pièce d'identité. La loi vous autorise à lui tourner le dos. Qu'il mette la main sur votre épau, c'est lui-même qui se met en infraction, ipso facto.

Un de nos amis emploie l'autre méthode. Allergique aux « Défense de » semés dans la nature, se trouve-t-il nez à nez avec un de ces panneaux abhorrés, il le démonte, le dévise, l'arrache, ce qui lui permet d'attendre d'un cœur ferme l'homme à casquette qui demande, rugit : « Vous n'avez pas vu le panneau ? — Quel panneau ? — J'ai vu ses tronçons. C'est fort pittoresque. Cela va du « Ramassage et cueillette des noisettes, champignons, châtaignes, muguet, escargots. Interdits sous peine de poursuites » au « Défense d'entrer dans les récoltes », à l'ancienne.

Cadre encadré toute la semaine, la vie n'a pas calmé cet homme. C'est le Rabotier des dimanches. Nos terroirs rennaissent sous nos pas, dit-il les anciens sentiers disparus ou voies. Méthodique, il a dressé la carte des points d'eau de l'ex-Seine-et-Oise, pièce d'autant plus rare que les fontaines de village tarissent une à une. Victime de la sécheresse ? Oui, mais du cœur d'une nouvelle génération de villageois peu soucieux d'entretenir les sentiers. Qu'ils boivent au bistrot ! décrie le maître des sentiers. Mais les dernières fontaines, donc, sur ce curieux document, et jusqu'aux vieux lavoirs de pierre encadrés de leur source. Mais notre homme ne s'en sert plus guère. N'a-t-il pas découvert que tout village possède son petit arpent du Bon Dieu doté d'une fontaine potable : le cimetière, qu'on oublie toujours ?

## Presque heureux

La marche, c'est bon pour la santé. Les cent mille randonneurs — joli dernier carré tout de même ! — qui chaque année empruntent les 15 000 kilomètres de sentiers balisés le savent. Exercice automatique idéal malgré sa complexité, elle permet la meilleure utilisation de l'oxygène consommé et l'adaptation parfaite de la fonction respiratoire et endocrinienne. Ce pourrait être la dernière chance des 85 % de nos compatriotes de moins de trente-cinq ans et des 95 % plus âgés qui ne pratiquent aucun sport. Mais l'homme moderne ne le sait pas. Pris au piège de la ville, il se débat toujours, pour commencer, il préfère finir par décorer sa cage. Esclave des faux-semblants et des ascenseurs, il ignore le plus vieux sport du monde : la marche, symbole de liberté et d'autonomie. Il lui suffit de s'offrir qu'un huitième de sa capacité pulmonaire, quitte à laisser les idées s'envoler autour de son squelette. Jusqu'au jour où...

S'il nous plaît, quant à nous, d'admirer, chemin faisant, nos todes et d'échapper, comme en nous loutant, aux conséquences de la tension nerveuse de la vie moderne, notre propos est autre, au second degré. Nous l'avons vu.

Ce que, finalement, nous cherchons sur les sentiers est ce que nous ne trouvons jamais dans notre vie si quotidienne : le peu de poésie qui justifie une existence. Et peut-être aussi une certaine solitude — Parisiens à qui elle a toujours manqué. Dans la seule camaraderie de l'air, de la terre et du vent, on découvre qui existe encore, autour de la ville, un peu de cette solitude et qu'elle existe même toujours, de moins pour ceux qui ont senti.

On marche. Et on marche-on n'a jamais aussi bien que seul, la nuit, sur une route de forêt ? On n'y a plus, comme en ville, à bafoiiller et s'humilier pour plaire ! Notre chemin est alors partout.

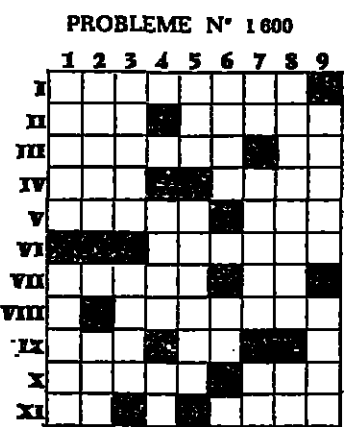
On marche, les yeux fixés sur ses pensées. On ne sait plus que la vie s'écoule. On est presque heureux.

PIERRE LEULIETTE.

(1) Délégation régionale de l'Ile-de-France, 4, allée de la Favorite, 91200 France.

## AUJOURD'HUI

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**  
I. A une influence certaine sur la Lune. — II. Ravit : Substance coûteuse. — III. Fait défaut à l'enfant et abandonne parfois le vieillard : Chef d'atelier. — IV. Assure aux vedettes un rôle prépondérant : Plante. — V. Son accueil est plutôt frais : Se classe donc parmi les premières. — VI. A hélas ! en le dessous. — VII. N'est jamais aussi complète que lorsqu'elle est achevée : Se douille-elle qu'un jour le pis lui arriverait ? — VIII. Fait l'art. — IX. C'est une solution : Un coin de France. — X. Ont la cuisse légère : Beugne quand on l'écorche. — XI. D'un auxiliaire : Carte sur table.

**VERTICALEMENT**  
1. Voie de ses propres ailes : Dissimule parfois un angoisse. — 2. Œuvre d'imagination : Traduit une certaine amertume. — 3. Le beurre leur offre souvent une ultime occasion de nager : Germadrées. — 4. Culotte prussienne de grande dimension ?

## Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 30 octobre 1976 :

## DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 73-910 du 20 septembre 1973 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de bureau et de sténodactylographes des administrations centrales et des services extérieurs et des commis des services extérieurs et aux corps de secrétaires sténodactylographes et adjoints administratifs des administrations centrales des ministères et administrations assimilées (1).

● Modifiant le décret n° 58-651 du 30 juillet 1958 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents de bureau et de sténodactylographes des administrations centrales et des services extérieurs et des commis des services extérieurs et aux corps de secrétaires sténodactylographes et adjoints administratifs des administrations centrales des ministères et administrations assimilées (1).

(1) Ces textes seront ultérieurement publiés en fascicules séparés.

Conjonction. — 5. Cruelle ; Parties de pièces. — 6. Hérons de Zola ; Bien conservé. — 7. Démocratiquement inversé ; Excessivement friable : Terme musical. — 8. Vente illicite qui procure généralement de substantielles bénéfices : Durée d'une révolution. — 9. 2. Fait un travail dans l'ordre ou, au pis, dans le désordre, expression qu'il préfère à l'académique « dans un ordre différent » : il sait bien que le chambardement de

## Solution du problème n° 1599

## Horizontalement

I. Valseurs : Pomme. — II. Pion ; E.O. ; Pou ; On. — III. P.I. ; Balai ; Rlt. — IV. Upsal ; Reprise. — V. Néri ; Se ; Adoucis. — VI. Eclair ; Ch. — VII. E.C. ; Au ; Fraicheur. — VIII. E.C. ; Rature ; E.O. — IX. Fait ; Cid ; Li ; Pus. — X. Jus ; Remissent. — XI. E.C. ; Réel ; Id. — XII. S.O. ; Rlt. — XIII. Masse ; Arno. — XIV. Piano ; Récréatif. — XV. Orne ; Roses ; Erc.

**Verticalement**  
1. Fanée ; Fées ; Pd. — 2. Api. ; Etc. ; Auto ; Ir. — 3. Li ; Uri ; Iso. — 4. Man. — 5. Soufflet ; Crâne. — 6. Base ; Cerfs. — 7. Réale ; Frime ; Ero. — 8. Sol ; Radiuses. — 9. Arrat ; S.L. ; J. — 10. Pied ; Tule ; Ate. — 11. Po ; Po ; Crinières. — 12. Oû ; Ruche ; Tonna. — 13. Riche ; Note. — 14. Moist ; Ugares ; IR. — 15. Entes ; Roses ; Ita.

GUY BROUTY.

## Visites et conférences

## DIMANCHE 31 OCTOBRE

**VISITES GUIDÉES ET PROMENADES** — Celles nationales des monuments historiques — 15 h. : entrée de la rotonde, Mme Penne. — La rotonde de la Vierge et le cimetière israélite de la rue de Flandre. — 15 h. 30 : rue de Flandre. — 15 h. 45 : rue de Flandre. — 16 h. : rue de Flandre. — 16 h. 15 : rue de Flandre. — 16 h. 30 : rue de Flandre. — 16 h. 45 : rue de Flandre. — 17 h. : rue de Flandre. — 17 h. 15 : rue de Flandre. — 17 h. 30 : rue de Flandre. — 17 h. 45 : rue de Flandre. — 18 h. : rue de Flandre. — 18 h. 15 : rue de Flandre. — 18 h. 30 : rue de Flandre. — 18 h. 45 : rue de Flandre. — 19 h. : rue de Flandre. — 19 h. 15 : rue de Flandre. — 19 h. 30 : rue de Flandre. — 19 h. 45 : rue de Flandre. — 20 h. : rue de Flandre. — 20 h. 15 : rue de Flandre. — 20 h. 30 : rue de Flandre. — 20 h. 45 : rue de Flandre. — 21 h. : rue de Flandre. — 21 h. 15 : rue de Flandre. — 21 h. 30 : rue de Flandre. — 21 h. 45 : rue de Flandre. — 22 h. : rue de Flandre. — 22 h. 15 : rue de Flandre. — 22 h. 30 : rue de Flandre. — 22 h. 45 : rue de Flandre. — 23 h. : rue de Flandre. — 23 h. 15 : rue de Flandre. — 23 h. 30 : rue de Flandre. — 23 h. 45 : rue de Flandre. — 24 h. : rue de Flandre. — 24 h. 15 : rue de Flandre. — 24 h. 30 : rue de Flandre. — 24 h. 45 : rue de Flandre. — 25 h. : rue de Flandre. — 25 h. 15 : rue de Flandre. — 25 h. 30 : rue de Flandre. — 25 h. 45 : rue de Flandre. — 26 h. : rue de Flandre. — 26 h. 15 : rue de Flandre. — 26 h. 30 : rue de Flandre. — 26 h. 45 : rue de Flandre. — 27 h. : rue de Flandre. — 27 h. 15 : rue de Flandre. — 27 h. 30 : rue de Flandre. — 27 h. 45 : rue de Flandre. — 28 h. : rue de Flandre. — 28 h. 15 : rue de Flandre. — 28 h. 30 : rue de Flandre. — 28 h. 45 : rue de Flandre. — 29 h. : rue de Flandre. — 29 h. 15 : rue de Flandre. — 29 h. 30 : rue de Flandre. — 29 h. 45 : rue de Flandre. — 30 h. : rue de Flandre. — 30 h. 15 : rue de Flandre. — 30 h. 30 : rue de Flandre. — 30 h. 45 : rue de Flandre. — 31 h. : rue de Flandre. — 31 h. 15 : rue de Flandre. — 31 h. 30 : rue de Flandre. — 31 h. 45 : rue de Flandre. — 32 h. : rue de Flandre. — 32 h. 15 : rue de Flandre. — 32 h. 30 : rue de Flandre. — 32 h. 45 : rue de Flandre. — 33 h. : rue de Flandre. — 33 h. 15 : rue de Flandre. — 33 h. 30 : rue de Flandre. — 33 h. 45 : rue de Flandre. — 34 h. : rue de Flandre. — 34 h. 15 : rue de Flandre. — 34 h. 30 : rue de Flandre. — 34 h. 45 : rue de Flandre. — 35 h. : rue de Flandre. — 35 h. 15 : rue de Flandre. — 35 h. 30 : rue de Flandre. — 35 h. 45 : rue de Flandre. — 36 h. : rue de Flandre. — 36 h. 15 : rue de Flandre. — 36 h. 30 : rue de Flandre. — 36 h. 45 : rue de Flandre. — 37 h. : rue de Flandre. — 37 h. 15 : rue de Flandre. — 37 h. 30 : rue de Flandre. — 37 h. 45 : rue de Flandre. — 38 h. : rue de Flandre. — 38 h. 15 : rue de Flandre. — 38 h. 30 : rue de Flandre. — 38 h. 45 : rue de Flandre. — 39 h. : rue de Flandre. — 39 h. 15 : rue de Flandre. — 39 h. 30 : rue de Flandre. — 39 h. 45 : rue de Flandre. — 40 h. : rue de Flandre. — 40 h. 15 : rue de Flandre. — 40 h. 30 : rue de Flandre. — 40 h. 45 : rue de Flandre. — 41 h. : rue de Flandre. — 41 h. 15 : rue de Flandre. — 41 h. 30 : rue de Flandre. — 41 h. 45 : rue de Flandre. — 42 h. : rue de Flandre. — 42 h. 15 : rue de Flandre. — 42 h. 30 : rue de Flandre. — 42 h. 45 : rue de Flandre. — 43 h. : rue de Flandre. — 43 h. 15 : rue de Flandre. — 43 h. 30 : rue de Flandre. — 43 h. 45 : rue de Flandre. — 44 h. : rue de Flandre. — 44 h. 15 : rue de Flandre. — 44 h. 30 : rue de Flandre. — 44 h. 45 : rue de Flandre. — 45 h. : rue de Flandre. — 45 h. 15 : rue de Flandre. — 45 h. 30 : rue de Flandre. — 45 h. 45 : rue de Flandre. — 46 h. : rue de Flandre. — 46 h. 15 : rue de Flandre. — 46 h. 30 : rue de Flandre. — 46 h. 45 : rue de Flandre. — 47 h. : rue de Flandre. — 47 h. 15 : rue de Flandre. — 47 h. 30 : rue de Flandre. — 47 h. 45 : rue de Flandre. — 48 h. : rue de Flandre. — 48 h. 15 : rue de Flandre. — 48 h. 30 : rue de Flandre. — 48 h. 45 : rue de Flandre. — 49 h. : rue de Flandre. — 49 h. 15 : rue de Flandre. — 49 h. 30 : rue de Flandre. — 49 h. 45 : rue de Flandre. — 50 h. : rue de Flandre. — 50 h. 15 : rue de Flandre. — 50 h. 30 : rue de Flandre. — 50 h. 45 : rue de Flandre. — 51 h. : rue de Flandre. — 51 h. 15 : rue de Flandre. — 51 h. 30 : rue de Flandre. — 51 h. 45 : rue de Flandre. — 52 h. : rue de Flandre. — 52 h. 15 : rue de Flandre. — 52 h. 30 : rue de Flandre. — 52 h. 45 : rue de Flandre. — 53 h. : rue de Flandre. — 53 h. 15 : rue de Flandre. — 53 h. 30 : rue de Flandre. — 53 h. 45 : rue de Flandre. — 54 h. : rue de Flandre. — 54 h. 15 : rue de Flandre. — 54 h. 30 : rue de Flandre. — 54 h. 45 : rue de Flandre. — 55 h. : rue de Flandre. — 55 h. 15 : rue de Flandre. — 55 h. 30 : rue de Flandre. — 55 h. 45 : rue de Flandre. — 56 h. : rue de Flandre. — 56 h. 15 : rue de Flandre. — 56 h. 30 : rue de Flandre. — 56 h. 45 : rue de Flandre. — 57 h. : rue de Flandre. — 57 h. 15 : rue de Flandre. — 57 h. 30 : rue de Flandre. — 57 h. 45 : rue de Flandre. — 58 h. : rue de Flandre. — 58 h. 15 : rue de Flandre. — 58 h. 30 : rue de Flandre. — 58 h. 45 : rue de Flandre. — 59 h. : rue de Flandre. — 59 h. 15 : rue de Flandre. — 59 h. 30 : rue de Flandre. — 59 h. 45 : rue de Flandre. — 60 h. : rue de Flandre. — 60 h. 15 : rue de Flandre. — 60 h. 30 : rue de Flandre. — 60 h. 45 : rue de Flandre. — 61 h. : rue de Flandre. — 61 h. 15 : rue de Flandre. — 61 h. 30 : rue de Flandre. — 61 h. 45 : rue de Flandre. — 62 h. : rue de Flandre. — 62 h. 15 : rue de Flandre. — 62 h. 30 : rue de Flandre. — 62 h. 45 : rue de Flandre. — 63 h. : rue de Flandre. — 63 h. 15 : rue de Flandre. — 63 h. 30 : rue de Flandre. — 63 h. 45 : rue de Flandre. — 64 h. : rue de Flandre. — 64 h. 15 : rue de Flandre. — 64 h. 30 : rue de Flandre. — 64 h. 45 : rue de Flandre. — 65 h. : rue de Flandre. — 65 h. 15 : rue de Flandre. — 65 h. 30 : rue de Flandre. — 65 h. 45 : rue de Flandre. — 66 h. : rue de Flandre. — 66 h. 15 : rue de Flandre. — 66 h. 30 : rue de Flandre. — 66 h. 45 : rue de Flandre. — 67 h. : rue de Flandre. — 67 h. 15 : rue de Flandre. — 67 h. 30 : rue de Flandre. — 67 h. 45 : rue de Flandre. — 68 h. : rue de Flandre. — 68 h. 15 : rue de Flandre. — 68 h. 30 : rue de Flandre. — 68 h. 45 : rue de Flandre. — 69 h. : rue de Flandre. — 69 h. 15 : rue de Flandre. — 69 h. 30 : rue de Flandre. — 69 h. 45 : rue de Flandre. — 70 h. : rue de Flandre. — 70 h. 15 : rue de Flandre. — 70 h. 30 : rue de Flandre. — 70 h. 45 : rue de Flandre. — 71 h. : rue de Flandre. — 71 h. 15 : rue de Flandre. — 71 h. 30 : rue de Flandre. — 71 h. 45 : rue de Flandre. — 72 h. : rue de Flandre. — 72 h. 15 : rue de Flandre. — 72 h. 30 : rue de Flandre. — 72 h. 45 : rue de Flandre. — 73 h. : rue de Flandre. — 73 h. 15 : rue de Flandre. — 73 h. 30 : rue de Flandre. — 73 h. 45 : rue de Flandre. — 74 h. : rue de Flandre. — 74 h. 15 : rue de Flandre. — 74 h. 30 : rue de Flandre. — 74 h. 45 : rue de Flandre. — 75 h. : rue de Flandre. — 75 h. 15 : rue de Flandre. — 75 h. 30 : rue de Flandre. — 75 h. 45 : rue de Flandre. — 76 h. : rue de Flandre. — 76 h. 15 : rue de Flandre. — 76 h. 30 : rue de Flandre. — 76 h. 45 : rue de Flandre. — 77 h. : rue de Flandre. — 77 h. 15 : rue de Flandre. — 77 h. 30 : rue de Flandre. — 77 h. 45 : rue de Flandre. — 78 h. : rue de Flandre. — 78 h. 15 : rue de Flandre. — 78 h. 30 : rue de Flandre. — 78 h. 45 : rue de Flandre. — 79 h. : rue de Flandre. — 79 h. 15 : rue de Flandre. — 79 h. 30 : rue de Flandre. — 79 h. 45 : rue de Flandre. — 80 h. : rue de Flandre. — 80 h. 15 : rue de Flandre. — 80 h. 30 : rue de Flandre. — 80 h. 45 : rue de Flandre. — 81 h. : rue de Flandre. — 81 h. 15 : rue de Flandre. — 81 h. 30 : rue de Flandre. — 81 h. 45 : rue de Flandre. — 82 h. : rue de Flandre. — 82 h. 15 : rue de Flandre. — 82 h. 30 : rue de Flandre. — 82 h. 45 : rue de Flandre. — 83 h. : rue de Flandre. — 83 h. 15 : rue de Flandre. — 83 h. 30 : rue de Flandre. — 83 h. 45 : rue de Flandre. — 84 h. : rue de Flandre. — 84 h. 15 : rue de Flandre. — 84 h. 30 : rue de Flandre. — 84 h. 45 : rue de Flandre. — 85 h. : rue de Flandre. — 85 h. 15 : rue de Flandre. — 85 h. 30 : rue de Flandre. — 85 h. 45 : rue de Flandre. — 86 h. : rue de Flandre. — 86 h. 15 : rue de Flandre. — 86 h. 30 : rue de Flandre. — 86 h. 45 : rue de Flandre. — 87 h. : rue de Flandre. — 87 h. 15 : rue de Flandre. — 87 h. 30 : rue de Flandre. — 87 h. 45 : rue de Flandre. — 88 h. : rue de Flandre. — 88 h. 15 : rue de Flandre. — 88 h. 30 : rue de Flandre. — 88 h. 45 : rue de Flandre. — 89 h. : rue de Flandre. — 89 h. 15 : rue de Flandre. — 89 h. 30 : rue de Flandre. — 89 h. 45 : rue de Flandre. — 90 h. : rue de Flandre. — 90 h. 15 : rue de Flandre. — 90 h. 30 : rue de Flandre. — 90 h. 45 : rue de Flandre. — 91 h. : rue de Flandre. — 91 h. 15 : rue de Flandre. — 91 h. 30 : rue de Flandre. — 91 h. 45 : rue de Flandre. — 92 h. : rue de Flandre. — 92 h. 15 : rue de Flandre. — 92 h. 30 : rue de Flandre. — 92 h. 45 : rue de Flandre. — 93 h. : rue de Flandre. — 93 h. 15 : rue de Flandre. — 93 h. 30 : rue de Flandre. — 93 h. 45 : rue de Flandre. — 94 h. : rue de Flandre. — 94 h. 15 : rue de Flandre. — 94 h. 30 : rue de Flandre. — 94 h. 45 : rue de Flandre. — 95 h. : rue de Flandre. — 95 h. 15 : rue de Flandre. — 95 h. 30 : rue de Flandre. — 95 h. 45 : rue de Flandre. — 96 h. : rue de Flandre. — 96 h. 15 : rue de Flandre. — 96 h. 30 : rue de Flandre. — 96 h. 45 : rue de Flandre. — 97 h. : rue de Flandre. — 97 h. 15 : rue de Flandre. — 97 h. 30 : rue de Flandre. — 97 h. 45 : rue de Flandre. — 98 h. : rue de Flandre. — 98 h. 15 : rue de Flandre. — 98 h. 30 : rue de Flandre. — 98 h. 45 : rue de Flandre. — 99 h. : rue de Flandre. — 99 h. 15 : rue de Flandre. — 99 h. 30 : rue de Flandre. — 99 h. 45 : rue de Flandre. — 100 h. : rue de Flandre. — 100 h. 15 : rue de Flandre. — 100 h. 30 : rue de Flandre. — 100 h. 45 : rue de Flandre. — 101 h. : rue de Flandre. — 101 h. 15 : rue de Flandre. — 101 h. 30 : rue de Flandre. — 101 h. 45 : rue de Flandre. — 102 h. : rue de Flandre. — 102 h. 15 : rue de Flandre. — 102 h. 30 : rue de Flandre. — 102 h. 45 : rue de Flandre. — 103 h. : rue de Flandre. — 103 h. 15 : rue de Flandre. — 103 h. 30 : rue de Flandre. — 103 h. 45 : rue de Flandre. — 104 h. : rue de Flandre. — 104 h. 15 : rue de Flandre. — 104 h. 30 : rue de Flandre. — 104 h. 45 : rue de Flandre. — 105 h. : rue de Flandre. — 105 h. 15 : rue de Flandre. — 105 h. 30 : rue de Flandre. —













# JUSTICE

LE PROCÈS DE « JUSTICE-PIED NOIR »

## « Des hommes raisonnables et des actes déraisonnables »

De notre correspondant régional

M. Eugène Ibagués, quarante-trois ans, vitiiculteur à Tourves (Var), président de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USDFIRA), et huit coaccusés, MM. Jean-Pierre Caserta, quarante et un ans, horticulteur, Robert Arbaud, trente-trois ans, exploitant de camping, Robert Belmonte, trente-six ans, employé de mairie, Jules Arias, trente-cinq ans, menuisier, Georges Buto, trente-quatre ans, chômeur, Joseph Garcia, trente et un ans, commerçant, Jean-Paul Pierron, quarante-cinq ans, technicien, et Georges Kremer, cinquante-deux ans, commerçant, tous domiciliés dans le Var, adhérents ou sympathisants de l'USDFIRA, ont comparu, le vendredi 29 octobre, devant la 6<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Marseille, saisi du dossier « Justice-pied-noir ».

Ils étaient accusés d'avoir, en qualité d'auteurs ou de complices, commis plusieurs attentats à l'explosion contre des bâtiments publics dans le département du Var : le palais de justice de Draguignan, le 8 octobre 1974, l'hôtel des impôts de Toulon, la perception d'Hyères, et la mairie de Sainte-Maxime, dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet 1975. Au terme des débats suivis par un public de rapatriés assez fébrile, le ministère public a réclamé des peines d'emprisonnement sévères mais assorties de sursis, sans en fixer le quantum. Le jugement sera rendu le 26 novembre.

Marseille. — Des exécutants, des intermédiaires, mais pas de chef : l'affaire « Justice-pied-noir » a-t-elle été élucidée dans cette affaire devant le tribunal correctionnel de Marseille, où elle a trouvé un pénible épilogue. Les coaccusés, dont M. Ibagués. Les dans l'ensemble, reconnus les faits qui leur étaient reprochés. Mais certains d'entre eux, qui avaient primitivement désigné le président de l'USDFIRA comme l'instigateur des attentats et qui s'étaient retirés de la suite des débats à la mesure hors de cause. M. Ibagués, lui, a nié systématiquement toute responsabilité autre que morale.

Le système de défense adopté par les prévenus n'a pas facilité le dialogue qui tend à établir avec eux la présidence du tribunal, soucieuse d'éviter tout débordement de la salle. « Ce procès est pour nous difficile à bien des égards », a souligné Mme Delobau, mais il l'est également devant votre conscience personnelle. La plupart de ses questions touchant à l'origine des attentats du mouvement « Justice-pied-noir » se sont heurtées à la solidarité malhabile mais constante de ses interlocuteurs.

« C'est une ambiance qui s'est créée et qui n'a fait qu'aggraver », répond M. Kremer qui justifie la variation de ses déclarations par le fait qu'il a signé, sans ses lunettes. « Ma foi, on recevait des ordres par téléphone, explique, de son côté, M. Caserta et ce n'est que son corps ». Qui donnait les ordres ? « C'était une voix anonyme », réagit-il d'une organisation bien structurée, comme le pense le ministère public. Les explications pittoresques fournies par M. Jules Arias, un menuisier de Saint-Raphaël à cheveux blancs, ne le laissent pas supposer : « On m'a dit de retourner d'une

## DE LOURDES PEINES DE PRISON AVEC SURSIS SONT REQUISES CONTRE LES ANCIENS DIRIGEANTS DE LA BANQUE SAINT-PHILLE.

De lourdes peines d'emprisonnement avec sursis ont été requises, vendredi 29 octobre, l'après-midi par M. Pierre Lecoq, substitut, contre M. Alexandre de Saint-Phalle et son fils Jean-Vincent, au cours de la deuxième audience du procès des anciens dirigeants de la banque Saint-Phalle qui a lieu devant la 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Poursuivis pour exercice illégal de la profession de banquier, et inculpés d'abus de biens sociaux, d'abus de crédit et d'infraction, aux lois sur les sociétés, M. de Saint-Phalle et son fils Jean-Vincent ont été accusés d'avoir effectué des opérations à titre privé sans passer par la société bancaire. Le procédé était, semble-t-il, le suivant : des « amis privilégiés » de M. Alexandre de Saint-Phalle effectuaient sur le compte personnel du banquier des opérations immobilières et de spéculation, puis à la rénovation de ses propres biens immobiliers. Au mois de février 1972, le banquier démissionna après qu'un ami fut venu demander le retrait de son nom de la banque. Le 23 mai 1972 une plainte avec constitution de partie civile est déposée par MM. Ludovic Piel, Pierre Roux et André Beyler, trois nouveaux gérants de l'établissement bancaire. Depuis, toutes les sommes versées par les « clients intimes » ont été remboursées.

Au cours de son réquisitoire, le substitut du procureur de la République a demandé une sanction plus modérée contre M. Edouard de Saint-Phalle, fondé de pouvoir de M. Alexandre de Saint-Phalle et M. Philippe de Sancy, accusés d'avoir été des rabatteurs à l'égard des clients pour la banque. Le procès continuera, mardi 2 et mercredi 3 novembre, par les plaidoiries des avocats.

réunion du syndicat : « C'est à toi de mettre la bombe. Comment ? à moi ? Il n'y en a pas d'autres ? D'autant que je savais pas comment faire, madame la présidente. J'ai essayé d'allumer la mèche avec mes cigarettes, mais ça n'a pas marché. Alors on m'a montré, et puis voilà, je l'ai mise. »

À Mme Delobau, qui s'étonne de l'innocence des posers de bombes et qui pourrissent leur des gens », on répondra que « toutes les précautions avaient été prises », et en premier lieu celle de l'honneur à laquelle ont été commises les attentats. On avait d'ailleurs simplement l'intention de « faire du bruit » (1).

Reste le cas de M. Ibagués. « J'ai essayé de calmer les esprits, dit-il, car la situation était très tendue. » Il a fait, il est vrai, des déclarations fracassantes, mais, comme vient de dire la barre, Mme le docteur Chénit Sid Cara, ancien ministre, témoin de moralité cité par la défense, avec le bachaga Boualam et le sénateur (Centre démocrate) des Bouches-du-Rhône, M. Jean Francou : « Les gens de la-bas menacent volontiers tout le monde et cela se termine devant une tasse de café. » Il demeure pas moins pour Mme Delobau que le président de l'USDFIRA aurait dû « pressentir le danger qui allait entraîner des hommes raisonnables à commettre des actes déraisonnables ». Le ministère public, M. Pierre Zunino s'est déclaré, lui, « convaincu qu'Ibagués a dirigé des opérations de recrutement de personnes d'emprisonnement sévères dans leur principe, mais proportionnées à la responsabilité de chacun, sans toutefois s'opposer à ce qu'elles soient assorties de mesures de sursis ou de mise à l'épreuve. En de chaleureuses plaidoiries axées sur les injustices répétées dont ont été victimes les rapatriés, les dix avocats présents au procès ont exprimé l'espoir, par la voix de M. Blanchot, que « personnes ne retourneront en prison. La légèreté a été mise en délibéré au 26 novembre.

GUY PORTE.

Les poursuites contre un enseignant de Paris-VIII

## Mme SAUNIER-SEITTE COMMENTE LA SITUATION DE M. LESAGE DE LA HAYE

(De notre correspondant)

Grenoble. — Mme Alice Saunier-Seitte, secrétaire d'Etat aux universités, a déclaré, vendredi 29 octobre à Grenoble, à propos de la procédure engagée par son ministère contre M. Jacques Lesage de La Haye, pour qu'il soit révoqué de ses fonctions de chargé de cours à Paris-VIII (le Monde du 28 octobre) : « On ne fait pas des procès d'intention. Alors que c'est M. Jean-Louis Quermonne, à l'époque directeur des enseignements supérieurs et de la recherche, qui a signé. Je trouve cela extraordinaire. »

Mme Alice Saunier-Seitte devait ajouter : « L'affaire Lesage n'est pas du tout une affaire politique et elle ne s'est pas traitée au cabinet du ministre. Il s'agit, en l'occurrence, de l'application d'une réglementation confirmée par un arrêt du Conseil d'Etat. Et c'est une affaire qui relève de la direction des enseignements supérieurs et non pas du cabinet. Je pense que l'administration centrale n'aurait pas dû intervenir, mais elle l'a fait. En l'occurrence, on a appliqué tout simplement la réglementation. »

Il n'a jamais été dit que l'affaire était « politique ». De deux choses l'une : ou Mme Saunier-Seitte n'approuve pas l'action menée par son administration, et elle doit le dire et abandonner la procédure ; ou les services n'ont fait qu'appliquer la loi, et, en ce cas, on comprend mal qu'elle n'en prenne pas la responsabilité. — G. H.

M. Papinski devant le tribunal de grande instance de Senlis

## Le procès de l'arbitraire administratif

Le droit d'expression existe-t-il dans une enceinte scolaire ? Qui possède la légitimité du pouvoir dans un établissement public lorsque la grève paralyse son fonctionnement ? Peut-on encore se réfugier derrière le paravent de la « neutralité » dès que les acteurs sont des lycéens, mineurs pour la plupart et privés du droit de grève ?

Autant de questions qu'il faut désormais joindre, selon ses propres termes, à « la croisade contre l'arbitraire administratif » de M. Jacques Papinski, cet instituteur d'Homécourt (Meurthe-et-Moselle) rétrogradé après une inspection, révoqué après la publication d'un pamphlet, le « Bout-Bout », et finalement « amnistié », a-t-on rappelé, au terme d'une longue grève de la faim en 1975.

M. Papinski comparaitra vendredi 29 octobre devant le tribunal de grande instance de Senlis (Oise) pour avoir refusé, le 18 mars 1976, de quitter les locaux du lycée technique de Coudré (Oise) où il avait été invité par les élèves en grève, et cela malgré les injonctions du proviseur.

Le président du tribunal, M. Pierre Dumas, s'efforcera bien de limiter la discussion à la simple infraction définie par l'article 184 du code pénal. « Monsieur Papinski, les renseignements que nous avons sur vous sont bons », dit même le président. Mais les témoins de moralité et les défenseurs du prévenu, M. Henri Leclerc, saisièrent toutes les occasions d'élargir le débat jusqu'à transformer cette séance en tribune contre les prérogatives de l'administration.

Pour le substitut du procureur de la République, Mme Dominique Commaert, qui intervint précocement, la présidence autorisée de l'instituteur d'Homécourt au lycée de Creil répond à la double définition de l'« assemblée » et de la « manifestation » dans un bâtiment administratif.

Le ministère public aurait pu s'en tenir là et préciser la démarcation de la loi en s'appuyant sur les débats parlementaires de 1970, à propos de la loi « anti-casseurs ». Il choisit de faire porter son argumentation sur le terrain de la « neutralité » des lieux

## LE CAMBRIOLAGE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE NICE

### Albert Spaggiari aurait agi pour le compte d'un mouvement d'extrême droite

Soupçonné d'avoir joué un rôle important dans le cambriolage de l'agence centrale de la Société Générale de Nice, en juillet dernier, Albert Spaggiari, qui s'est vu attribuer depuis deux jours par les policiers nicois (le Monde des 29 et 30 octobre), a reconnu, vendredi 29 octobre, être l'instigateur de l'opération. Inculpé de vol qualifié, il a été écroué à la maison d'arrêt de Nice. Le même jour, un autre membre du gang a été arrêté à l'hôtel Delmas à Grasse, un attentat contre le général de Gaulle mais n'avait jamais reçu l'ordre d'exécution que devait lui donner, de Madrid, Pierre Lagallarde. « Je ne regrette qu'une chose : d'avoir eu à faire à la délinquance qui était sous mon doigt lorsque de Gaulle est passé sous mon toit », a déclaré en son hôtel, M. Pierre Dumas et Christian Plume qui citent son témoignage dans leur livre, *Objectif de Gaulle* (Éditions Robert-Laffont). Arrêté peu après, il avait été condamné à quatre ans de prison.

Depuis, Albert Spaggiari, qui sera jugé par le tribunal de grande instance de Nice, a été placé sous mandat de comparution.

Anglet. — Pour rendre les avocats « accessibles au peuple », notamment par la création de boutiques de droit, un avocat n'est pas un héros. M. J.-J. de Felice, du barreau de Paris, explique que ce procès symbolique est important pour l'amélioration de la défense. De la liberté d'expression et de la critique naïve, le progrès, ajoute-t-il. M. de Felice s'en est pris également aux « juridictions professionnelles secrètes, familiales et paternelles ». Il souligne le danger de répression des idées par le biais de sanctions disciplinaires.

L'affaire a été mise en délibéré.

PIERRE DE VOS.

## A BRUXELLES Un avocat est poursuivi pour avoir critiqué sa profession

De notre correspondant

Bruxelles. — Pour la première fois dans l'histoire de la justice belge, quatre avocats étrangers, un français, un anglais, un néerlandais et un allemand de l'Ouest, sont venus défendre un de leurs confrères belges devant le Conseil de discipline d'appel. L'avocat bruxellois Georges-Henri Beaudier faisait appel contre une réprimande du Conseil de l'ordre pour avoir, dans une émission de la radio belge diffusée en janvier 1975, émis certaines opinions sur la profession d'avocat et l'accès à la justice. Il avait lui-même demandé que l'audience soit publique.

L'écoute de l'émission a occupé la première journée. Le lendemain, le jeudi 28, le procureur général a demandé une atténuation de la peine. Pour lui, M. Beaudier « est un jeune avocat qui a dit de bonne foi des énormités à propos d'un métier resté dans la profession, reconnu par d'autres avocats ».

Pour la défense, il s'agit d'un « procès modeste », mais qui pose un problème important commun à tous les pays d'Europe occidentale. « La justice et la mission de l'avocat doivent être transparentes et compréhensibles par le justiciable. »

M. von Ploittin, du barreau de Francfort, qui plaideait pour la première fois de sa vie en français, déclarait qu'un République fédérale la liberté d'expression des avocats est de plus en plus limitée depuis deux ans, jusqu'à l'intérieur des frontières. « Cette limitation porte atteinte au droit des justiciables », a-t-il déclaré. M. Gifford, du barreau de Le Mans, invoqua l'action menée en

DEVANT LE TRIBUNAL DE PARIS

## Douze ouvriers du Livre se défendent d'avoir « volé » des exemplaires du « Parisien libéré »

Les grilles du Palais de justice fermées, un important service d'ordre mis en place dans tout le quartier, des barrières métalliques devant l'entrée de la 16<sup>e</sup> chambre correctionnelle, c'était presque l'état de siège pour le procès des douze travailleurs du Livre, parmi lesquels sept grévistes du Parisien libéré.

Inculpés de vol et, pour cinq d'entre eux, de dégradation de véhicule, ils ont comparu, vendredi après-midi 29 octobre, devant le tribunal de Paris. Dehors, près de cinq cents manifestants s'étaient venus apporter leur soutien à leurs camarades traduits en justice pour avoir dérobé des exemplaires du Parisien libéré. Un procès mouvementé, qui n'a débuté qu'après quatre heures d'une longue bataille de procédure, et qui doit continuer pendant toute la journée du 31 décembre.

Douze travailleurs, neuf avocats, vingt-trois témoins, dont plusieurs personnalités de gauche, comme MM. Henri Fassin, député communiste de Paris, et Claude Estier, membre du secrétariat national du parti socialiste ; et un long conflit, celui du Parisien libéré, voilà le décor d'un procès qui a débuté par un nouvel épisode de la lutte entre les travailleurs du Livre et M. Emile Amsaury, président-directeur général du Parisien libéré. Le 3 mars 1975, M. Amsaury, « un homme d'un autre âge, d'un autre siècle, seul maître avant Dieu », selon M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., cité comme témoin, déclara, à la surprise de tous, la législation sociale, et en dehors de toute possibilité de contrôle, la fermeture pour raisons économiques de ses deux imprimeries de la rue d'Enghien et de la rue des Petites-Ecuries. Six cents travailleurs du Livre furent touchés par cette décision. Quelque temps après, deux nouvelles entreprises, sont installées à Chartres et à Saint-Ouen avec des employés n'appartenant pas au Syndicat du Livre.

Commence alors une lutte qui dure depuis vingt mois, émaillée de manifestations, d'appels à la négociation. Le 7 juillet dernier, un accord-cadre intervint entre les ouvriers du Livre et toutes les entreprises de la presse parisienne à propos de la modernisation des imprimeries. Toutes les entreprises de presse saut le Parisien libéré. « M. Amsaury se place-t-il au-dessus des lois ? », s'étonne M. Charles Lederman, qui dénonce « les ministères qui courent les diligences » et « le pouvoir qui protège ce patron de presse » en lui fournissant des forces de police pour escorter ses camionnettes de livraison.

Des véhicules qui seront le point de mire des travailleurs du Livre. Le 24 mai 1975, MM. Bernard Bideau et Angel Fernandes repartirent sur la chaussée du boulevard de Magenta le contenu de la décision. Les conclusions des avocats tendant à faire renvoyer le procès à une date ultérieure furent rejetées par le tribunal après une longue querelle de procédure. Appel sera interjeté de la décision de rejet des magistrats, les avocats estimant que le président a motivé celle-ci en affirmant que l'affaire pouvait être retenue à l'audience du jour puisque tous les prévenus étaient présents et que vingt-trois des vingt-cinq témoins cités étaient là. Tous les incidents et les tensions des faits commenceront finalement joints au fond et seront jugés le premier témoin entendue M. Henri Krasucki et après quatre heures de débats, « Des faits qui doivent s'inscrire dans leur contexte syndical, déclara aux juges le premier témoin entendu M. Henri Krasucki, les conséquences de notre jugement seront graves. Toute la classe ouvrière pourra être demain composée de malfaiteurs. »

M. B.-R.

M. Olivier Guichard, garde des sceaux, a présidé vendredi 29 octobre, à Lyon, une réunion des chefs de cour d'appel du Sud-Est et du Midi. Deux réunions ont déjà eu lieu à Paris et une autre sera organisée à Bordeaux pour les cours du Sud-Ouest. Au cours de la conférence de presse, les problèmes ont été abordés : les difficultés de recrutement des personnels des secrétariats-greffes et celles de l'administration pénitentiaire. Parlaient de la jeunesse juvénile. M. Guichard a assuré que les chiffres les plus satisfaisants avaient été avancés. « Elle a été en progression de 18 % sur les six dernières années. C'est trop. Mais on est loin des chiffres supérieurs à 100 % prélevés par certains. »

M. Jean-Marie Le Pen a été envoyé en possession de la succession de M. Hubert Lambert, conformément à la décision prise par le président du tribunal civil de Nanterre, juridiction saisie du litige opposant les héritiers de l'entrepreneur au légataire de ce patrimoine estimé à quelque 30 millions de francs. En accord avec M. André Guibert, conseil de M. Le Pen, le magistrat, en même temps, a chargé un administrateur judiciaire, M. Sennema, de contrôler les opérations.

L'affaire des « Brigades rouges » : un courrier troublant. — Quatre cartes postales écrites à Paris par Joël Matencio ont été postées à Grenoble, le 21 octobre à 21 h. 15, alors que celui-ci avait été arrêté le matin du même jour à Paris. Ces cartes, expédiées de deux heures après l'arrivée de Joël Matencio à l'hôtel de police de Grenoble, permettent aux enquêteurs de présumer qu'il pourrait effectivement bénéficier d'une complicité.

L'attentat contre un avion d'Air France à Ajaccio. — Des demandes de mise en liberté, déposées par cinq des six personnes inculpées après le pistage d'un Boeing 707 d'Air France sur l'aéroport d'Ajaccio, le 7 septembre ont été rejetées par M. Gilbert Thiney, juge d'instruction à Lyon, chargé de dossier. Le magistrat a cependant ordonné une expertise médicale des six inculpés qui ont entrepris depuis une semaine une nouvelle grève de la faim.

## LES DÉCEMBLES DU CRAZY HORSE SALOON

Élevé, paraît-il, au rang d'institution nationale, tout comme le Concerto, le Crazy Horse Saloon s'avère, selon les experts, encore plus bruyant que lui : 110 décibels pour le moteur de l'avion quand celui-ci décolle, 110 pour la musique accompagnant les « cavaliers » quand leurs échauffements atteignent leur paroxysme.

Or trop de décibels — de 25 à 25, d'après un huissier, — ont franchi les limites de l'habitabilité situées à 12, avance Georges au sous-sol, pour aller échoir aux oreilles des époux Serlesse, qui tentaient vainement de s'endormir dans leur appartement, au premier étage du numéro 10.

Le colonel Jean Serlesse, aujourd'hui en retraite, directeur national du tir — que l'on a vu à la télévision arbitrer des épreuves de « La tige et les jambes », — a donc chargé M. Léger de saisir la justice afin de réclamer 250 000 francs de dommages et intérêts. Devant la quatrième chambre civile du tribunal de Paris, M. Sberro, conseil de M. Alain Bernardini, le directeur du Crazy, a fait valoir que des travaux d'insonorisation effectués en 1972 ou 1973 ont définitivement interdit aux décibels de s'élever du cabaret.

Le tribunal, présidé par M. Jean Métyer-Mathieu, a tenu compte de ces divers éléments pour les accorder, par un jugement rendu le 29 octobre, 10 000 francs de dommages. La décision indique notamment : « (...) Les bruits nocturnes qui ont envahi pendant quatre années une chambre et le salon de leur appartement ont causé aux demandeurs un préjudice moral important qu'ils le prétendent, mais néanmoins certains (...) ». — J. L.



# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LES CONSÉQUENCES DU PLAN BARRE

### F.O. s'oppose au gouvernement sur les « structures conventionnelles »

(Suite de la première page.)

« Or les contrats permettent de le savoir. Si leur renouvellement s'avérait impossible, personne ne saurait plus où l'on va », estime M. André Bergeron. Quelques mois avant l'ouverture des discussions salariales pour 1977 — dans le passé, Forces ouvrières, contrairement à la C.G.T. et à la C.F.D.T., a signé, même du bout des doigts, les accords salariaux passés avec les pouvoirs publics ou avec le patronat — la mise en garde est de taille.

**Les réactions de la base**

Ce déroulement de Force ouvrière n'est pas seulement dû à l'évolution personnelle de son secrétaire général. On serait tenté de penser que la « base » y est même pour bien davantage. Il y a un mois, M. André

Bergeron reconnaissait : « Les réactions de nos militants au plan Barre sont très dures et plus vives que nous ne l'imaginions nous-mêmes. »

Depuis, d'autres signes de vit mcontentement des syndicalistes F.O. sont apparus : plusieurs organisations des P.T.T., des impôts, des Houillères de Lorraine, notamment, ont participé aux manifestations du 7 octobre malgré les consignes confédérales. Tout récemment, M. André Glaucque, secrétaire général de la fédération F.O. des fonctionnaires, a appelé ses troupes à se mobiliser d'ici à la fin de l'année et à passer à l'action en vue de défendre la politique contractuelle.

M. André Bergeron craint-il d'être débordé par sa base, à quelques mois du congrès de Force ouvrière qui doit se tenir en mai à Vichy ? Si les militants frondeurs restent

minoritaires comme ceux du Syndicat général des impôts (voir ci-dessous), ils sont de moins en moins isolés.

Il souhaitent que leurs leaders cessent de « composer » aussi souvent avec le pouvoir en place ; ils ressentent, en outre, comme un véritable malaise leur « isolement » de plus en plus grand au sein du mouvement syndical français. Après le défilé « séparé » du 1<sup>er</sup> mai dernier, la non-participation à la journée du 7 octobre a été, pour beaucoup, difficilement supportable.

Nombre d'adhérents de F.O., tout en continuant à vouloir se démarquer de la politique politicienne, souhaitent — et le disent — l'instauration d'une société où il y ait moins de chômage et d'inégalités, voire d'une « socialisme à visage humain ».

MICHEL CASTAING.

## EMPLOI

### M. BEULLAC SOULIGNE LE RECUL DU CHOMAGE PARTIEL

Depuis un an, le chômage partiel a régressé dans la proportion de trois à un, a déclaré M. Christian Beullac, ministre du travail, le vendredi 29 octobre, à Rouen, à l'issue d'une « journée de travail » en compagnie des directeurs régionaux et départementaux de la main-d'œuvre du Nord, de l'Ouest et de la région parisienne. M. Beullac a, en revanche, constaté une remontée tangible des demandes d'emploi.

« (...) phénomène normal puisque chaque fin d'année scolaire ou universitaire est marquée par cet apport ». Mais cette tendance devrait, selon le ministre, se résorber très rapidement, « si les entreprises se remettent à l'emploi ». M. Beullac a-t-il été très optimiste vis-à-vis du plan Barre ?

La présence de M. Beullac à Rouen avait été marquée par une manifestation.

● **Aggravation du chômage des cadres.** À la fin du mois de septembre, on dénombrait 49 513 cadres inscrits comme demandeurs d'emploi à l'Agence nationale de l'emploi (ANPE) et 10 000 cadres de l'industrie et du commerce (U.C.C.-C.F.D.T.), chiffre qui n'avait jamais été atteint auparavant. Depuis juin, le chômage des cadres a augmenté de 12 %.

● **Chômage partiel à Rhône-Poulenc.** Une réduction d'horaire en novembre et un arrêt de fabrication en décembre ont été annoncés au comité d'établissement de l'usine Rhône-Poulenc de Tronville (Meuse). Ces mesures toucheraient environ 200 salariés. Les syndicats ont refusé ces mesures, estimant qu'elles ne permettent pas d'arrêter, bien au contraire, ce qui, ajoute-t-il, entraîne les pertes de production.

## AFFAIRES

### LES DÉPOSANTS DE LA BANQUE BAUD VONT ÊTRE INDEMNISÉS

Vendredi 29 octobre, en fin d'après-midi, l'Association des caisses des Banques a diffusé le communiqué suivant :

« A la suite de la mise en règlement judiciaire de la banque Baud, dont le processus continu de suite son cours, l'ensemble du système bancaire, banques inscrites, crédits populaires et crédits agricoles, étudie, dans un souci d'intérêt général, le principe d'une intervention en vue de sauvegarder au mieux les avoirs des petits et moyens déposants de cette banque ».

Cette intervention, dont les modalités seront précisées prochainement, concernera, pour tout ou partie des montants déposés, la grande majorité des titulaires.

Les opérations de la Banque Baud, premier établissement bancaire de la ville d'Evian, avec une succursale à Paris, ont été arrêtées le lundi 18 octobre 1976, en raison des difficultés imputables à des opérations hasardeuses de la fin du 20<sup>e</sup> octobre 1976. Quelque mille cinq cents déposants ont été ainsi touchés, le déficit s'élevant à 400 millions de francs. M. Pesson, administrateur judiciaire près le tribunal de commerce de Paris, auquel la Commission de contrôle des banques avait demandé de fermer les guichets de la banque Baud, recherche « activement » une solution afin de préserver au mieux les intérêts des déposants.

[Ainsi le système bancaire français, après dix jours d'hésitation, s'est-il résolu à servir les rangs en examinant la possibilité d'indemniser les déposants d'une petite banque en faillite. Une telle lenteur dans la décision est étonnante, car il y va de la bonne réputation des banques et de leur « crédit », si fragile parfois (que l'on se rappelle la panique aux guichets de la Caisse d'épargne de Nice il y a deux ans).

Il faut croire que le dossier de la banque Baud fut jugé, dans l'imédiat, trop obscur ou trop lourd. Il faut croire également que la mutation profonde de la nature de la banque Baud, qui, de deux ans et à l'heure des déposants de banque de dépôt se transforma en banque d'affaires, a échappé à la sagacité vigilante des inspecteurs de la Commission de contrôle des banques, émanant de la Banque de France. Théoriquement et même pratiquement, le contrôle est si bien assuré qu'il n'existe en France aucune procédure d'indemnisation des déposants en cas d'écroulement, comme c'est le cas aux États-Unis (F.D.I.C.) et en Allemagne fédérale (à titre facultatif). Si pareille chose se produisait, les déposants se retrouveraient créanciers de la banque défaillante, sans aucun privilège particulier. Seul, un sauvetage collectif et volontaire peut être organisé par la profession. — P.R.]

### PAS DE REPRISE A LA CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

Les employés de la Caisse d'épargne de Paris ont reconquis, vendredi 29 octobre, par 912 voix contre 11, le mouvement de grève qu'ils ont déclenché le 6 octobre pour, notamment, protester contre la réduction de la prime de fin d'année et réclamer une augmentation des effectifs.

Le Syndicat unifié des agents et cadres des caisses d'épargne et le Syndicat du personnel des caisses d'épargne C.F.D.T. (section de Paris), qui sont à l'origine de cette action, déclarent, dans un communiqué, que cinq délégués ont été reçus vendredi matin par la direction générale, mais qu'ils se sont heurtés au refus de l'ouverture de négociations sur l'ensemble de leur cahier de revendications.

## Libres opinions

### La chasse aux sorcières

par CLAUDE MARCUS (\*)

C'EST un lieu commun que de rappeler que l'entreprise est devenue l'une des cellules les plus vivantes du monde moderne. Elle a de plus en plus tendance à se substituer à la famille ou à la commune, voire la paroisse, qui constituaient les points d'ancrage traditionnels du passé.

Au-delà de sa fonction économique, c'est à travers elle que sont réglés une grande partie des problèmes de santé, de vacances, y compris celles des enfants, de formation, de loisirs et de culture, et bien d'autres encore.

Et cependant, par un paradoxe qu'il est important d'étudier, l'entreprise ne jouit pas d'un statut de collectivité à part entière dans le monde des médias. Alors qu'il n'y a jamais de problème lorsqu'il s'agit de citer le nom d'une commune (lorsqu'un événement se produit à Vernouillet, on cite Vernouillet), il n'en va pas de même lorsque la collectivité intéressée est une entreprise. On constate, dans ce cas, une distinction fondamentale : ou bien l'événement présente un caractère positif pour l'entreprise, et l'on emploie pour la désigner une périphrase du type « une grande entreprise textile et chimique » ou « une agence de publicité du quartier de l'Etoile » ; ou bien l'événement est négatif, et, dans ce cas, pas d'hésitation : il y a grève chez Rhône-Poulenc ou il y a le feu à Publicis.

Cela s'étend jusqu'au Journal officiel. Dans la dernière promotion de la Légion d'honneur du 14 juillet, on peut lire que Mlle Condamin est conseillère municipale de Soucieu-en-Jarret (Rhône), tandis que M. Droulers Jean est désigné comme directeur général dans un groupe sidérurgique (il s'agit du groupe de Wendell).

L'affaire de la publicité clandestine, qui a souvent été mal comprise, a largement contribué à aggraver la situation. Il semble bien que ce soit un véritable complexe à l'égard de la publicité qui incite des journalistes à ne pas citer des noms d'entreprises par crainte d'être accusés de leur faire de la publicité indirecte.

Le numéro de France-Solo daté du 1<sup>er</sup> septembre 1976 relatait les tribulations de Français dépourvus en Italie et qui, sans argent et sans vêtements, avaient été tirés de ce mauvais pas par une « organisation d'assistance » ; on ne cite pas Europ'Assistance. On rencontre des exemples de ce type quotidiennement et l'on peut dire qu'ils constituent un véritable déni d'information à l'égard du public.

On a toujours très mal expliqué que la publicité clandestine commençait lorsqu'il y avait corruption, c'est-à-dire dans l'hypothèse exceptionnelle où un journaliste aurait reçu une rémunération pour parler d'une entreprise, un caméraman pour s'attarder complaisamment sur ses panneaux publicitaires. Mais il se passe tous les jours des faits divers, des anecdotes à l'intérieur des entreprises qui font partie de l'information et qui justifient souvent au plan local, quelquefois au plan national, qu'elle soient normalement citées, que l'information soit favorable ou défavorable.

Les problèmes de la publicité clandestine ressortissent au droit pénal et leur développement est beaucoup plus limité qu'on ne le pense généralement, tout simplement parce que la plupart des journalistes sont honnêtes, tout comme la plupart des chefs d'entreprise.

La dégradation de la recherche de la publicité clandestine en « chasse aux sorcières » témoigne d'un manque de maturité économique certain. Si l'on veut réconcilier les Français avec leurs entreprises, c'est-à-dire avec le monde industriel d'aujourd'hui, il faut revenir sur ce comportement.

Un journaliste doit pouvoir citer une entreprise pour le meilleur et pour le pire sans que personne songe à rechercher à cela soit ou d'écarter les intérêts de quelqu'un. Les périphrases du type « un grand magasin de la rive droite » ou « une grande entreprise nationale d'automobiles », qui, de toute façon, ne cachent pas grand-chose, doivent être reléguées au magasin des accessoires périmés.

\* Administrateur, directeur général de Publicis.

(PUBLICITE)

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT  
SUBDIVISION DES ÉTUDES FONCIÈRES ET DE TOPOGRAPHIE  
32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

COMMUNES D'ASNIÈRES ET DE GENNEVILLIERS

### ROUTE NATIONALE 310

Reconstruction des ponts de Clichy  
déviations sur Asnières et Gennevilliers

et  
PROLONGEMENT DE LA LIGNE 13 BIS

### ENQUÊTE PARCELLAIRE COMPLÉMENTAIRE

## AVIS

Le public est informé que par arrêté préfectoral du 13 octobre 1976 une enquête cadastrale complémentaire est prescrite sur le territoire des communes d'ASNIÈRES et GENNEVILLIERS concernant la reconstruction des ponts de Clichy, la déviation de la Route Nationale 310 et le prolongement de la ligne 13 bis de Métroproline.

Les plans de dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant 23 jours, du 6 novembre au 30 novembre 1976 inclus, à la mairie des communes d'ASNIÈRES et GENNEVILLIERS afin que les personnes qui le désirent puissent en prendre connaissance de 10 à 12 heures et de 14 à 17 heures (sauf jours fériés et jours de congé) et soumettre éventuellement leurs observations sur le registre ou les adresser par écrit aux maires des communes intéressées ou à M. PLAGNOT Jacques, 24, rue des Longs-Prés à BOULOGNE-BILLANCOURT 92100, nommé commissaire enquêteur.

A l'issue de cette enquête les conclusions du commissaire enquêteur seront mises à la disposition du public dans les mairies d'Asnières et Gennevilliers, sous-préfecture et préfecture du département aux heures et jours normaux d'ouverture.

Cette publication est faite en application de la loi n° 75-1328 du 31 décembre 1975.

(PUBLICITE)

## RÉPUBLIQUE DE TUNISIE MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS

### APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Le Ministère des Transports et des Communications (DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE) se propose de soumettre à un bureau d'étude spécialisé l'élaboration d'un PLAN DIRECTEUR DES TRANSPORTS MARITIMES.

Les termes de référence peuvent être retirés aux Bureaux d'études à la Direction de la Marine Marchande, 10, avenue de la République, Tunis.

Les offres doivent parvenir sous pli cacheté et recommandés au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre 1976.

## PRIX

### La hausse des prix de détail en septembre (en %)

	EN 1 MOIS (Sept. 1976 comparé à août 1976)	EN 6 MOIS (Sept. 1976 comparé à mars 1976)	EN 1 AN (Sept. 1976 comparé à sept. 1975)
● ENSEMBLE	1,1	4,3	9,7
● ALIMENTATION	1,7	5,4	10,7
Produits à base de céréales	1,6	7,4	12,5
Vianes de boucherie	1,7	4,5	9,9
Pois et charcuterie	1,4	7,2	12,5
Volailles, lapins, produits à base de viande	2	6,7	9,1
Produits de la pêche	1,5	5,1	10,9
Lait et fromages	1,7	6,3	9,7
Œufs	4,6	19,6	17,8
Corps gras et beurres	1,4	3,1	4,4
Légumes et fruits	2,2	4,1	9,9
Autres produits alimentaires	0,9	3,9	7,4
Boissons alcoolisées	4,4	9,6	9,6
Boissons non alcoolisées	0,7	18,2	30,2
● PRODUITS MANUFACTURÉS	0,7	3,3	7,5
Habillement et textiles	0,6	3,4	8,2
Autres produits manufacturés	0,8	3,2	7,3
Mobilier et tapis	0,9	3,4	5,7
Appareils ménagers (élec. et gaz)	1	2,7	5,1
Autres articles ménagers	1	4,5	8
Savons, détergents, prod. d'entretien	0,3	3,2	4,2
Articles de toilette et de soins	1	— 0,3	2,8
Véhicules	0,6	5,3	11,1
Papeterie, librairie, journaux	0,5	2,5	6,5
Photo, optique, électro-acoust.	0,3	2,1	5,1
Autres articles de loisir	0,8	4,1	8,1
Combustible, énergie	0,4	2,8	11,5
Tabac et prod. manufact. divers.	0,2	6,8	7,4
● SERVICES	1	6,4	12,2
Services relatifs au logement	0,4	6,1	13,6
dont : loyers	Sans chang.	5,2	10,4
Soins personnels, soins de l'habillement	1,7	7,7	18,4
Services de santé	1,5	6,2	8,5
Transports publics	0,4	4,8	10,5
Services d'utilisation de véhicules privés	1,1	7,1	12,7
Hôtels, cafés, restaur., cantines	1,5	6,7	12,9
Autres services	0,6	6,1	11,6

(PUBLICITE)

### ÊTES-VOUS INTÉRESSÉS PAR LES POSSIBILITÉS DYNAMIQUES OFFERTES PAR ET À PARTIR DE LA PLACE FINANCIÈRE DE LUXEMBOURG ?

NOS SERVICES SPÉCIALISÉS  
GESTION - SOCIÉTÉS - AFFAIRES NOUVELLES  
SONT À VOTRE DISPOSITION  
POUR VOUS ACCUEILLIR ET  
VOUS CONSEILLER EFFICACEMENT  
À TITRE PRIVÉ, COMMERCIAL, INDUSTRIEL ET FINANCIER  
DISCRETION ASSURÉE

INTERNATIONAL GENERAL ASSOCIATES IN LUXEMBOURG  
47, boulevard Joseph-II - LUXEMBOURG (Grand Duché) - B.P. 256  
Téléphone 47-23-55 - Télex 1896 IGLUX-LU

## LA VIE ÉCONOMIQUE

## A L'ÉTRANGER

## LA FIN DE LA RÉUNION DU CLUB DE ROME

## Des économistes du tiers-monde dénoncent l'attribution du prix Nobel à M. Friedman

De notre correspondant

Alger. — La conférence du Club de Rome sur le nouvel ordre international s'est achevée sur une note politique qui a dû surprendre bien des technocrates de ce Club. Au cours de la conférence de presse de clôture, M. Ismail Sabri Abdallah, ancien ministre égyptien du plan et président du forum du tiers-monde, a lu une déclaration dénonçant l'attribution à l'Américain Milton Friedman du prix Nobel d'économie.

Le texte, qui est également signé par M. Pino-Santos, président de l'Association des économistes du tiers-monde, estime que ce choix, « au moment où le tiers-monde est engagé dans un combat historique, manifeste une grande indifférence à l'égard des sentiments de la majorité de l'humanité ». Il explique ensuite : « Nous ne pouvons ignorer que, quelle que soit sa réputation académique, M. Friedman a toujours défendu des stratégies de développement tendant à accroître la dépendance, à favoriser les riches minorités et les entreprises transnationales, stratégies dont l'application conduit à une honteuse coalition de technocrates et de dictatures sanguinaires. »

Cet incident souligne à la fois l'importance et les limites du projet Rio sur le nouvel ordre international. Pour le Club de Rome, la réunion d'Alger était sans précédent : pour la première fois un organisme européen d'une grande notoriété avait pris l'initiative d'aller à la rencontre de penseurs et d'économistes du tiers-monde. La présence de représentants de l'Europe de l'Est, qui, à une ou deux exceptions près, avaient refusé de participer à la rédaction du projet Rio, était également significative.

Les limites du dialogue que l'on a constatées à Alger se sont traduites dans nombre de débats. Encore convient-il de rappeler que les membres des pays industrialisés venus à Alger étaient déjà sensibilisés aux problèmes du tiers-

monde; selon le mot de l'un d'entre eux, ils devaient « être considérés comme des dangereux bradeurs par les dirigeants des sociétés transnationales ». Les plus radicaux des économistes du tiers-monde considéraient à l'inverse les technocrates du Club de Rome comme « de pâles réformistes » et estiment que « le rapport Tinbergen demeure très en deçà de leurs propres thèses ».

En dépit des réserves exprimées par les tendances extrêmes des deux camps, la rencontre d'Alger permettra à nombre d'idées de faire leur chemin et constitue un pas en avant. « Si l'esprit de nos travaux pouvait pénétrer dans le dialogue Nord-Sud qui se déroule à Paris, une remarquable percée serait réalisée ». Cette remarque de M. Djaziri, conseiller du président Boumediène et président du comité d'organisation, souligne l'utilité du débat sur le projet Rio, en dépit des contradictions de celui-ci, de ses utopies ou de ses lacunes (l'une d'elles étant le peu de place accordée aux problèmes de l'information et de la communication).

PAUL BALTA.

● **FORTE AUGMENTATION DE L'EXCÉDENT** de la balance commerciale japonaise, qui s'est élevée à 1 206 millions de dollars (chiffres bruts) en septembre, contre 587 millions en août. Les exportations ont atteint 6 021 millions (+ 35 % en un an) et les importations 4 815 millions (+ 19 %). Après correction des variations saisonnières, le surplus a représenté 597 millions en septembre contre 368 millions en août. — (A.F.P.)

● **EN ITALIE** la production industrielle a progressé de 19,3 % en août par rapport à août 1975. Pour les huit premiers mois de l'année, cette production a augmenté de 10,2 %. — (A.F.P.)

## FAITS ET CHIFFRES

## Affaires

● **LE PLAN DE REDRESSEMENT DU GROUPE BOUS-SAC** se déroule conformément aux prévisions, a déclaré le sous-directeur du groupe, M. Jean-Claude Bousac, dans une interview accordée à FR 3 Nancy. M. Jean-Claude Bousac entend ainsi démontrer certaines informations faisant état de nouvelles difficultés financières pour le groupe textile qu'il dirige.

## Agriculture

● **LES RESPONSABLES DE LA FÉDÉRATION DES EXPLOITANTS AGRICOLES CORSES** ont réuni le 29 octobre un plan ORA pour transporter, dans un délai de quarante à cinquante jours, les 15 000 à 18 000 tonnes de céréales récoltées sur l'île.

La démarche des exploitants agricoles fait suite aux interventions de MM. François Giacobbi, président du conseil régional, et Jean Guescarré, député de Bastia, qui ont indiqué au ministre de l'Intérieur le caractère dramatique de la situation créée en Corse par la grève des officiers de la Société nationale Corse-Méditerranée et par la grève partielle des dockers de Marseille, qui refusent de charger les cargos de la Compagnie méditerranéenne de navigation. — (A.F.P.)

## Confits

● **LES CINQ CENTS SALAIRES** de la région de Strasbourg, qui devaient reprendre le travail vendredi matin 29 octobre (le Monde du 30 octobre), ont trouvé pour la première fois, ayant constaté « la disparition de documents » après l'évacuation de l'usine, a décidé de repasser au 2 novembre la reprise du travail.

## LA SEMAINE FINANCIÈRE

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Nouvelle chute de la livre  
Hésitation sur le franc

Chute puis reprise partielle de la LIVRE STERLING, hésitation du FRANC FRANÇAIS, effrètement du DOLLAR, bonne tenue du DEUTSCHEMARK : les semaines se suivent et se ressemblent sur les marchés des changes. Une fois encore, la LIVRE a tenu la vedette. Lundi, dès l'ouverture, son cours s'effondrait. Le dollar se réajustait, la baisse s'accroissant au fil des heures et, en fin de matinée, la monnaie anglaise ne valait plus que 1,5745 dollar contre 1,649 dollar le vendredi précédent. À la clôture, à Paris, le sterling tombait au-dessous de 5 F, s'inscrivant à 7,83 F. À l'origine de cette chute brutale, un article du Sunday Times laissait entendre que les États-Unis et le Fonds monétaire souhaitaient voir le cours de la LIVRE s'établir autour de 1,50 dollar avant d'envisager l'octroi d'un prêt de 3,9 milliards de dollars.

En dépit des démentis opposés à cette information, tant à New-York qu'à Washington, la LIVRE, qui s'était quelque peu redressée après son vil recul, restait faible pendant les séances suivantes. Il est vrai que les rumeurs de démission de M. Healey, faibles jusqu'à jeudi, la LIVRE s'est cependant très vigoureusement redressée à la fin de la semaine. Le cours est revenu au-dessus de 1,60 dollar — sur les rumeurs de négociation d'un prêt massif à la Grande-Bretagne, prêt qui serait consenti par le Japon, les États-Unis, l'Allemagne fédérale, et certains pays arabes. La reprise n'a cependant qu'en partie effacé les pertes antérieures, et le bilan de ces séances reste lourd pour la LIVRE, qui a baissé sur toutes les places.

Pris dans la tourmente, le FRANC après un début de semaine difficile, le DOLLAR a valu plus de 5 F mardi et mercredi, et le DEUTSCHEMARK est

monté au-dessus de 208 F. — s'est redressé à l'approche du week-end. Il n'en a pas moins fléchi vis-à-vis des devises fortes DEUTSCHEMARK et FRANC SUISSE — et même vis-à-vis du DOLLAR. On ne saurait parler cependant d'attaque contre le FRANC, et à ce propos, il est significatif de constater que l'annonce de la forte hausse des prix en septembre intervenue avant la mise en œuvre du plan Barre n'a pas entraîné de réaction spectaculaire des marchés. Pour l'heure, il semble que le sentiment qui l'emporte soit la réserve. On expédie les affaires courantes.

Le DOLLAR de son côté a continué de s'échapper. Certes, il a monté par rapport aux monnaies

sur le DOLLAR, comme d'ailleurs sur le FRANC, dans la mesure où les détenteurs de STERLING ont acheté le plus souvent des DEUTSCHEMARKS. Mais, au-delà de ces considérations techniques, il faut bien constater que le sentiment a changé sur le dollar depuis quelques semaines : pour reprendre l'expression d'un technicien, la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, l'augmentation du déficit de la balance commerciale, les incertitudes concernant l'issue de l'élection présidentielle — les milieux d'affaires semblent redouter une victoire de M. Carter — ont rendu les opérateurs circonspects.

Signifions enfin que la Banque

## Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	\$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Yen	Lire italienne
Londres ..	161,30	164,90	8,5533	3,2243	3,7278	59,4944	4,0596	1,9015
			8,2183	4,6331	3,9853	61,4232	4,2965	1,9120
New-York ..	161,30		20,0040	41,0509	41,5973	2,7878	39,7880	6,1137
	164,90		20,0040	40,8864	41,2712	2,6845	39,5963	6,1138
Paris ....	8,5533	4,9996		205,21	207,94	12,5354	186,98	5,7876
	8,2103	4,7990		203,47	205,48	12,5362	186,17	5,7875
Zurich ....	3,2043	2,4390	48,7297		101,3311	3,6964	96,9730	2,8203
	4,8321	2,6478	48,1464		100,9905	3,5691	95,9632	2,8158
Frankfurt ..	3,8728	2,4090	48,0896	88,6864		6,5096	95,9632	2,7822
	3,9950	2,4230	48,6644	89,0192		6,5997	94,9824	2,7882
Bruxelles ..	59,4942	36,9390	7,3874	15,1601	15,3619		14,6580	4,2735
	61,4232	37,2590	7,4914	15,2227	15,3738		14,6001	4,2786
Amsterdam ..	4,0508	2,5515	50,3690	103,2250	104,5963		2,9011	2,9111
	4,2083	2,5340	51,2382	104,2921	105,2827		6,8183	
Milan ....	1,387,50	863,75	172,78	355,17	359,39	23,3888	243,56	
	1,432,98	869,00	174,53	354,52	358,64	23,3289	240,63	



# LA REVUE DES VALEURS

## Valeurs à revenu fixe

### ou indexées

L'approbation des modifications statutaires du F.M.I., décidée en conseil des ministres, a donné à penser qu'un pas était franchi en direction de l'abandon de la définition-or du franc, ce qui entraînerait l'application de la clause d'indexation de l'emprunt 7 % 1973. Il en est résulté une importante demande sur ce titre, qui a atteint son plus haut cours.

La reprise des cours de l'or et les incertitudes monétaires ont également permis à l'emprunt 4 1/2 % 1973 d'établir de nouveaux records. A quelques jours du terme de la période de référence, le prochain prix de reprise en paiement des droits de mutation se situe à 624,30 F.

### Banques, assurances, sociétés

#### d'investissement

La Cie financière de l'Union européenne a réalisé au cours de l'exercice 1975-1976 un bénéfice d'exploitation de 23 millions de francs contre 18,2 millions de francs net de 23,2 millions de francs contre 17,5 millions.

Eurafrance a dégagé un bénéfice de 27 millions de francs pour l'exercice clos le 30 septembre,

dégage un résultat de 37,8 millions de francs contre 48,7.

Cie financière Lesieur a retrouvé un résultat bénéficiaire pour l'exercice clos le 30 juin : le bénéfice d'exploitation s'est élevé à 2,53 millions de francs et le résultat net, après réintégration des provisions, à 26,9 millions. Le service du dividende, interrompu

	29 oct.	diff.
Béguin-Say	68,50	+ 3,50
C.N.E. 3 %	157	+ 12,50
7 % 1973	152	+ 12,50
4 1/4 % 1973	101,30	+ 0,50
4 1/4 % 3/4 % 1963	89,10	+ 0,50
6 % 1967	95,50	+ 0,50
6 % 1975	97,45	+ 0,45
Charbonnages 3 %	116,50	+ 1,10

tante demande sur ce titre, qui a atteint son plus haut cours.

La reprise des cours de l'or et les incertitudes monétaires ont également permis à l'emprunt 4 1/2 % 1973 d'établir de nouveaux records. A quelques jours du terme de la période de référence, le prochain prix de reprise en paiement des droits de mutation se situe à 624,30 F.

### Bâtiment et travaux publics

M. Lecier, président de « Laforge », prévoit que la part du groupe dans les résultats nets consolidés devrait augmenter d'un taux supérieur à 10 % pour l'exercice 1976 en entier. Sauf événement imprévu, le dividende pourrait être majoré.

A l'issue du premier semestre,

	29 oct.	diff.
B.C.T.	96,10	+ 3,40
Compagnie bancaire	96,50	+ 3,70
Compagnie des entr.	96,50	+ 3,70
C.C.F.	96,50	+ 3,70
C.C.F. fons. de Fr.	96,50	+ 3,70
C.I.C.	184,20	+ 0,20
Crédit national	398	+ 1,50
F. de Paris et P.B.	123,50	+ 1,50
Leclercq	189,50	+ 2,50
Leclercq	189,50	+ 2,50
Pin. Union Europ.	68,50	+ 1,50
Chargers réels	17,50	+ 1,50
Priel	185	+ 5,50
Schneider	135	+ 5,50
Schneider	135	+ 5,50
A.G.P.	238	+ 11

contre 22,6 millions, le dividende étant porté de 10 F à 11 F.

La situation semestrielle provisoire du Comptoir Lyon-Allemant présente un résultat avant impôt de 11,74 millions de francs contre 10,52 millions. On prévoit une nette augmentation du résultat pour l'exercice entier, et au moins le maintien du dividende.

### Alimentation

Pernod-Ricard prévoit pour 1976 une progression de 15 % des bénéfices consolidés.

La situation provisoire de Béghin-Say, arrêtée au 30 juin,

## Bourse de Paris

SEMAINE DU 25 AU 29 OCTOBRE

### UN BRIN D'ESPOIR

APRES s'être encore dangereusement enfoncée, la Bourse a cette semaine entrepris de remonter le courant. Mais elle a eu beau forcer l'allure, ses pertes initiales n'ont pu être entièrement comblées. Les deux premières séances, il est vrai, avaient été à nouveau « terribles », les valeurs françaises accusant une baisse voisine de 4 %, qui les ramenait pratiquement à leurs plus bas niveaux depuis l'automne 1974. Mardi soir, l'on ne donnait pas cher de la peau du marché. Le lendemain pourtant, le moribond ouvrait un œil, se redressant même pour faire quelques pas. Etait-ce un sursaut avant une nouvelle chute ? Il faut croire que non. La hausse s'accélérait jeudi et, à l'étonnement général, se poursuivait à bonne allure vendredi, alors que la Bourse s'apprêtait à fermer ses portes pour quatre jours à l'occasion des fêtes de la Toussaint. Les valeurs de long week-end, c'est connu, ne sont jamais propices aux initiatives. Surprenante ou pas, cette ultime montée des cours ne devait tout de même pas être suffisante pour effacer les pertes subies lundi et mardi : d'une semaine à l'autre les différents indices ont encore fléchi de 1 %.

L'important est quand même que le mauvais sort ait été momentanément conjuré.

Les « gendarmes » (Caisse des dépôts et autres) ont bien contribué à renforcer l'édifice branlant. Mais M. Raymond Barre vient opportunément leur prêter main forte, comme il l'avait fait il y a quinze jours. La formation de ses propos, lors du débat télévisé qui l'opposa jeudi soir aux journalistes de TF 1, sa détermination de mener à bien le combat contre l'inflation, ses assurances enfin que les atouts de la France étaient considérables, ont produit une très forte impression sur le marché.

Coincidence favorable, le sondage « Figaro » - SOFRES sur les intentions de vote des Français à dix-sept mois des élections était publié quelques heures plus tard. La Bourse en a essentiellement retenu que le plus grand nombre des personnes interrogées souhaitaient la victoire de la majorité. Du coup, les craintes ressenties par beaucoup se sont apaisées, et nombre d'opérateurs plutôt enclins à se désoler avant la réouverture du marché, mercredi, ont renoncé à vendre. Des achats émanant de la clientèle privée, attirée par le bas niveau des cours, étaient même enregistrés.

La Bourse est-elle pour autant sortie d'affaire ? Il serait bien aventureux de l'affirmer. Jules Romain ne faisait-il pas déjà dire au docteur Knock que la santé est un état précaire ? La convalescence s'enfonce encore plus, et la Bourse n'a pas même amorcé la sienne. Tant que les premiers résultats du plan Barre ne seront pas connus - il faudra pour cela attendre l'année prochaine - le marché pris entre l'espoir et le doute risque de connaître des hauts et des bas. L'or s'est enfoncé en fin de semaine sur les indications de Londres. Pour la première fois depuis le 25 mars dernier, le lingot a touché la barre des 200 000 F pour s'établir vendredi à 199 955 F (+ 1 050 F). Vif progrès également du napoléon à 229,40 F (+ 5,50 F) et hausse concomitante de toutes les valeurs rattachées au métal fin, des mines d'or évidemment et des emprunts 4 1/2 % 1973 et 7 % 1973 qui, tous deux, ont atteint des niveaux records.

Bonne tenue des américaines, irrégularité des allemandes et des pétroles internationaux.

ANDRÉ DESSOT.

holding est bien en forte baisse, revenant de 11,26 à 1,85 millions de F, mais ce résultat n'est pas significatif, l'année écoulée ayant été mauvaise pour toute l'industrie.

	29 oct.	diff.
C.M. Industries	142	- 3
Cottelle et Fouchier	59,80	+ 2
Industrie Mécanique	281	+ 10
Laboratoire Sclavo	174	+ 10,30
Nobel-Borel	73	- 4
P.O.R.	59	+ 2,80
Pierrefitte-Anby	68,60	+ 1,10
Rhône-Poulenc	67,50	+ 1
Toussaint-Delaf	123	+ 0,50

De surcroît, son montant s'est trouvé amoindri d'une somme de 4 millions provenant d'une perte de change sur emprunt à l'étranger. Le secteur « pan-neux » est toujours déficitaire et le restera à la fin de l'année. Mais sa réorganisation après la prise de contrôle de Celogit par Isorel, devrait porter ses fruits en 1977 et conduire au rétablissement.

Les actions de la firme chimique américaine « Dow Chemical » seront introduites à la Bourse de Paris à la fin novembre.

### Matériel électri. et services

#### publics

Le bénéfice au 30 juin 1976 de Motoren Leroy-Somer est de 12,9 millions de francs contre 10,4 millions.

A la même date, Claude accu-

	29 oct.	diff.
Alsthom	33,20	+ 1,40
C.G.E.	248	+ 3
C.E.M.	61,05	+ 5,43
Engins Mater	425	+ 24,10
Jeumont	73,60	+ 4,40
Léonard	1671	+ 36
Machines Bull	62	+ 26
T.R.T.	466	+ 19
Franc. Tél. Eriess	363	+ 23
Thomson-Brand	194,50	+ 2,50
I.R.M.	1320	+ 54
Général des eaux	454	+ 9
Lyonnais des eaux	408	+ 10
Elect. Stasbourg	469	+ 39

saît une perte de 5,3 millions de francs contre une perte de 9,8 millions un an plus tôt.

### Industries textiles, manémins

La situation provisoire de CFAO, au 30 juin, fait apparaître

	29 oct.	diff.
Dollfus-Mieg	48,60	+ 0,90
Sommer-Althert	416	+ 11
Arache-Wilhel	51,05	+ 4,50
Fournies	22,50	+ 1
Lainière Roubaix	10,20	+ 3,80
Lainière	327,10	+ 12,30
La Soie	56,50	+ 0,50
Vites	92,20	+ 7,80
C.F.A.O.	39,45	+ 6,10
Galerie Lafayette	56	+ 3
Nouvelles Galeries	56	+ 3
Paris-France	53	+ 10,50
Prunier	44,18	+ 1,10
La Redoute	560	+ 1

un bénéfice net de 18,3 millions, en hausse de 10,5 %.

### Pétroles

Pour les neuf premiers mois de 1976, le bénéfice net d'Exxon atteint 1,98 milliard de dollars.

	29 oct.	diff.
Aquitaine	278	+ 4,10
Elf	521,10	+ 100
France des pétroles	95	+ 3,30
Pétroles B.P.	65,50	+ 1,50
Primagaz	179,50	+ 1,50
Raffinage	71,50	+ 0,50
Sogehap	71	+ 1,10
Sonac	120	+ 1,10
Norsk Hydro	246	+ 2
Petrolina	335	+ 23
Royal Dutch	228	+ 3

contre 1,88 milliard en 1975 (4,30 dollars par action contre 4,17), le chiffre d'affaires passant de 35,9 milliards de dollars à 38,5 milliards.

### Valeurs diverses

Le bénéfice de Sommer-Althert pour le premier semestre a baissé de 10 % à 2,11 millions de F. Le bénéfice net consolidé progresse en revanche légèrement (+ 1,5 %) à 18,02 millions de F.

Formée à un niveau très bas en 1975, la rentabilité du groupe « Saint-Gobain - P.-à-M. », s'est très sensiblement améliorée au cours du premier semestre. Le bénéfice net consolidé, a en effet, progressé beaucoup plus vite que le chiffre d'affaires (+ 9 % seulement) pour atteindre 282 millions de F contre 48 millions en 1975.

### LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	25 oct.	26 oct.	27 oct.	28 oct.	29 oct.
Termes	65 065 253	89 933 295	66 550 992	75 061 960	77 175 634
Comptant	101 858 398	81 060 467	91 242 805	99 062 802	103 384 387
R. et obl.	85 829 503	76 904 117	53 847 510	43 958 487	43 560 010
Actions	202 753 142	247 897 879	211 941 107	218 583 249	224 070 081

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E., base 100, 31 décembre 1975)

	25 oct.	26 oct.	27 oct.	28 oct.	29 oct.
Valeurs	78,2	75,8	75,8	76,8	77,8
Françaises	101,7	102,8	103,6	104,7	104,8
Etrangères					

### COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

(base 100, 29 décembre 1961)

	25 oct.	26 oct.	27 oct.	28 oct.	29 oct.
Indic. gén.	60,8	59,5	59,8	58,9	60,9

## DARTY SUR LA POINTE DES PIEDS

L'entrée de Darty à la Bourse de Paris s'est faite sur la pointe des pieds : sur les 348 000 titres mis à la disposition du public le 26 octobre, moins de la moitié avait été placée en fin de semaine, le prix d'offre minimum (300 F) ayant été respecté, 6 combiens ! Apparemment, l'épargne boursière se montre quelque peu réticente à signer un contrat de confiance avec Darty. Il est vrai que la date de l'introduction a coïncidé avec un « mardi noir », et que le prix de 300 F, fixé six semaines auparavant, ne pouvait être abaissé, au regret de certains, dit-on.

Liens au 30 juin 1975 (129 millions pour l'exercice entier écoulé) et 472 millions de F au 30 juin 1976.

Durement frappé par la crise, le département « Construction »

est redevenu bénéficiaire et le département « Canalisation et mécanique » enregistre aussi des résultats satisfaisants. En revanche, le département « Emballage » affecté par un mauvais enlèvement, est déficitaire. En outre, le réajustement des investissements a pesé sur le département « Produits réfractaires ». Ses ventes stagnent et ses bénéfices diminuent.

### Mines d'or, diamants

Pour contrebalancer l'effet de la hausse des coûts, mais aussi du prix trop bas de l'or, Sir Albert Robinson, président du groupe Johannesburg Consolidated Investment préconise d'accroître la productivité et de perfectionner les machines de traitement afin de récupérer jusqu'aux plus petites parcelles de métal. Il a fait remarquer qu'à 115 dollars l'once, la production par tête de l'industrie aurifère sud-africaine était de 483 rands. Or chaque employé consommait 168 rands en biens et services et recevait une rémunération de 136 rands.

### Mines, caoutchouc, outre-

#### mer

Pour les neuf premiers mois de 1976, le bénéfice net d'Inco revient à 151,3 millions de dollars à 135,9 millions de dollars.

	29 oct.	diff.
Anglo	75,90	+ 6,90
Anglo-American	14	+ 1,10
Buffetfontein	34,80	+ 1,30
Free State	1,50	+ 0,50
Goldfields	10,60	+ 0,30
Harmony	13,30	+ 1,10
President Brand	51	+ 1,10
Randfontein	125,10	+ 15,10
Saint-Helena	61,50	+ 1,20
Union Corporation	6,20	+ 0,20
West Driefontein	57	+ 5
Western Deep	39,95	+ 3,65
Western Holdings	52	+ 5
De Beers	11,95	+ 0,65

parcellaires de métal. Il a fait remarquer qu'à 115 dollars l'once, la production par tête de l'industrie aurifère sud-africaine était de 483 rands. Or chaque employé consommait 168 rands en biens et services et recevait une rémunération de 136 rands.

### Mines, caoutchouc, outre-

#### mer

Pour les neuf premiers mois de 1976, le bénéfice net d'Inco revient à 151,3 millions de dollars à 135,9 millions de dollars.

	29 oct.	diff.
Anglo	75,90	+ 6,90
Anglo-American	14	+ 1,10
Buffetfontein	34,80	+ 1,30
Free State	1,50	+ 0,50
Goldfields	10,60	+ 0,30
Harmony	13,30	+ 1,10
President Brand	51	+ 1,10
Randfontein	125,10	+ 15,10
Saint-Helena	61,50	+ 1,20
Union Corporation	6,20	+ 0,20
West Driefontein	57	+ 5
Western Deep	39,95	+ 3,65
Western Holdings	52	+ 5
De Beers	11,95	+ 0,65

parcellaires de métal. Il a fait remarquer qu'à 115 dollars l'once, la production par tête de l'industrie aurifère sud-africaine était de 483 rands. Or chaque employé consommait 168 rands en biens et services et recevait une rémunération de 136 rands.

### Mines, caoutchouc, outre-

#### mer

Pour les neuf premiers mois de 1976, le bénéfice net d'Inco revient à 151,3 millions de dollars à 135,9 millions de dollars.

	29 oct.	diff.
Anglo	75,90	+ 6,90
Anglo-American	14	+ 1,10
Buffetfontein	34,80	+ 1,30
Free State	1,50	+ 0,50
Goldfields	10,60	+ 0,30
Harmony	13,30	+ 1,10
President Brand	51	+ 1,10
Randfontein	125,10	+ 15,10
Saint-Helena	61,50	+ 1,20
Union Corporation	6,20	+ 0,20
West Driefontein	57	+ 5
Western Deep	39,95	+ 3,65
Western Holdings	52	+ 5
De Beers	11,95	+ 0,65

parcellaires de métal. Il a fait remarquer qu'à 115 dollars l'once, la production par tête de l'industrie aurifère sud-africaine était de 483 rands. Or chaque employé consommait 168 rands en biens et services et recevait une rémunération de 136 rands.

### Mines, caoutchouc, outre-

#### mer

Pour les neuf premiers mois de 1976, le bénéfice net d'Inco revient à 151,3 millions de dollars à 135,9 millions de dollars.

	29 oct.	diff.
Anglo	75,90	+ 6,90
Anglo-American	14	+ 1,10
Buffetfontein	34,80	+ 1,30
Free State	1,50	+ 0,50
Goldfields	10,60	+ 0,30
Harmony	13,30	+ 1,10
President Brand	51	+ 1,10
Randfontein	125,10	+ 15,10
Saint-Helena	61,50	+ 1,20
Union Corporation	6,20	+ 0,20
West Driefontein	57	+ 5
Western Deep	39,95	+ 3,65
Western Holdings	52	+ 5
De Beers	11,95	+ 0,65

parcellaires de métal. Il a fait remarquer qu'à 115 dollars l'once, la production par tête de l'industrie aurifère sud-africaine était de 483 rands. Or chaque employé consommait 168 rands en biens et services et recevait une rémunération de 136 rands.

### Mines, caoutchouc, outre-

#### mer

Pour les neuf premiers mois de 1976, le bénéfice net d'Inco revient à 151,3 millions de dollars à 135,9 millions de dollars.

	29 oct.	diff.
Anglo	75,90	+ 6,90
Anglo-American	14	+ 1,10
Buffetfontein	34,80	+ 1,30
Free State	1,50	+ 0,50
Goldfields	10,60	+ 0,30
Harmony	13,30	+ 1,10
President Brand	51	+ 1,10
Randfontein	125,10	+ 15,10
Saint-Helena	61,50	+ 1,20
Union Corporation	6,20	+ 0,20
West Driefontein	57	+ 5
Western Deep	39,95	+ 3,65
Western Holdings	52	+ 5
De Beers	11,95	+ 0

